

LA GENDARMERIE EN TUNISIE

SON PASSÉ — SON AVENIR

« Fier de mon uniforme et de mon bel harnois
« Sur mon Brave à tous crins, je chevauche où je dois »
(*" PANDORE "* par Pierre M. LOUBET, 1885.)

« C'est le corps du gendarme. Deux coups de feu dans la
« poitrine l'ont étendu ainsi. La loi lui disait d'avancer, une
« mort certaine lui disait d'arrêter... il n'a pas balancé... il
« a marché et il est mort pour la loi. »
(*" LE SOLDAT "* par le Général AMBERT.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

es-sciences politiques et économiques

Présentée et soutenue le 12 juin 1923

par le Capitaine **QUINCY Jean**

Président : **M. ROLLAND**, professeur

Suffragants : { **M. Chavegrin**, professeur
M. Mestre, agrégé

TUNIS

MAISON FRANÇAISE D'ÉDITIONS & DE PUBLICATIONS

GUÉNARD & FRANCHI

Passage de Corinthe (Rue d'Athènes)

1923

LA GENDARMERIE EN TUNISIE

SON PASSÉ — SON AVENIR

« Fier de mon uniforme et de mon bel harnois
« Sur mon Brave à tous crins, je chevauche où je dois »
(“ PANDORE ” par Pierre M. LOUBET, 1885.)

« C'est le corps du gendarme. Deux coups de feu dans la
« poitrine l'ont étendu ainsi. La loi lui disait d'avancer, une
« mort certaine lui disait d'arrêter. . il n'a pas balancé... il
« a marché et il est mort pour la loi. »
(“ LE SOLDAT ” par le Général AMBERT.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

es-sciences politiques et économiques

Présentée et soutenue le 12 Juin 1923

par le Capitaine QUINCY Jean

Président : M. ROLLAND, professeur

Suffragants : { M. Chavegrin, professeur
M. Mestre, agrégé

TUNIS

MAISON FRANÇAISE D'ÉDITIONS & DE PUBLICATIONS

GUÉNARD & FRANCHI

Passage de Corinthe (Rue d'Athènes)

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A ceux qui demandent la suppression de la gendarmerie en Tunisie,
nous dédions ces pages.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547525_0056

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS ET CITÉS

- AMADE (général) et CORSIN (colonel). — *Dictionnaire des connaissances générales utiles à la Gendarmerie*. 20^e édition. Paris, 1915.
- AMBERT (général). — *Le Soldat*. Paris, 1854.
- BASSARD André. — *Six leçons sur l'histoire de l'Afrique du Nord*. Paris, 1916.
- BÉQUET Léon. — *Répertoire du droit administratif*. Paris, 1908.
- BOSCHET (commandant). — *Conférence sur la Gendarmerie française*. Limoges, 1911.
- COCHET DE SAVIGNY (commandant). — *Dictionnaire de la Gendarmerie*. 42^e édition. Paris.
- Conférences aux officiers de la Garde Républicaine*. Paris, 1919-1920.
- Conférences sur les administrations tunisiennes*. 2^e édition. Sousse, 1902.
- DELAMARRE. — *Traité de la police*. Paris, 1705-1710.
- DELATTRE. — *Esquisse historique sur la gendarmerie française*.
- DUPLA Jean. — *Précis de procédure pénale en droit tunisien*. Tunis, 1922.
- ESMEIN A. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*. 9^e édition. Paris, 1908.
- FAUCON N. — *La Tunisie avant et depuis l'Occupation*. 2 vol. Paris, 1893.
- GAUDIANI D. et THIAUCOURT P. — *La Tunisie. Législation, Gouvernement, Administration*. Paris, 1910.
- HAURIOU M. — *Précis de droit administratif et de droit public*. 6^e édition. Paris, 1907.
- ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises*.
- LAGRANGE et FONTANA. — *Codes et lois de la Tunisie*. 2 vol. Tunis, 1920.
- LARRIERU (lieutenant-colonel). — *Service spécial de la Gendarmerie*. Paris, 1922.
- LÉAL N.-F. — *L'organisation de la police en Tunisie (Thèse pour le doctorat)*. Paris, 1910.

- LECOCQ (lieutenant). — *La Tunisie (Cours d'instruction préparatoire au Service des Affaires indigènes)*. Tunis, 1914.
- LOUBET P.-M. — *Pandore (Opuscule en vers)*. Alger, 1885.
- PEYSSONNEL et DESFONTAINES. — *Relation d'un voyage sur les côtes de Barbarie en 1724 et 1725*.
- PLIQUE (commandant). — *Histoire de la maréchaussée du Gévaudan*. Mende, 1912.
- RAMBAUD. — *Histoire de la civilisation française*.
- SEIGNOBOSC (capitaine). — *Une arme inconnue : la Gendarmerie*. Paris.
- VERSTRAËTE (capitaine). — *Des fonctions de police judiciaire de la Gendarmerie Nationale*. Paris, 1910.
- ZEYS Paul. — *Code annoté de la Tunisie*. 2 vol. et suppléments. Nancy, 1901-1909.

PERIODIQUES

- L'Echo de la Gendarmerie*. (Libr. Charles-Lavanzelle, Paris.)
- La Dépêche Tunisienne*.
- La Tunisie Française*.
- L'Agriculteur de Tunisie*.

DOCUMENTS OFFICIELS

- Bulletin officiel du Ministère de la Guerre*. (Editions méthodique et chronologique.)
- Mémorial de la Gendarmerie*.
- Historique de la Gendarmerie de Tunisie* (2 fascicules).
- Organisation et service de la Gendarmerie*. (Décret du 20 mai 1903.)
- Service intérieur de la Gendarmerie*. (Décret du 3 février 1914.)
- Service spécial de la Gendarmerie maritime*. (Décret du 22 décembre 1917.)
- Organisation et Service de l'Oudjak (Gendarmerie indigène)*. (Décret beylical du 21 juillet 1922.)
- Journal Officiel Tunisien*.
- Code tunisien de procédure pénale*. (Promulgué le 30 décembre 1921.)
- Différents décrets beylicaux*.
- Rapports du Ministre des Affaires Etrangères au Président de la République sur la situation de la Tunisie* (notamment 1906 et 1921).
- Archives de la Compagnie de Gendarmerie de Tunisie*.

AVANT-PROPOS

Il n'est pas à notre connaissance que le sujet que nous abordons ait déjà été traité. La gendarmerie compte si peu en Tunisie ; elle y fait si peu de bruit !

Mais est-il possible de parler de la gendarmerie en Tunisie sans être amené à effleurer une foule de points qui pourraient s'appliquer tout aussi bien à la gendarmerie de France ? Nous ne le pensons pas. Qu'il soit dans la Métropole, qu'il soit en Afrique du Nord, qu'il soit en Indo-Chine, le gendarme est toujours le gendarme ; il est fait au même moule, le vieux moule de la maréchassée de l'ancien régime.

Les profanes ne connaissent de lui que les manifestations extérieures et n'en retiennent que les boutades de nos pères qui, sans méchanceté, mettaient spirituellement en relief les travers de celui dont le brigadier avait toujours raison.

« Nous entendons bien qu'on voit circuler à travers routes et campagnes, ces braves gendarmes toujours en partie double à croire que seules des générations de frères Siamois en assurent le recrutement. »

« Mais comme il les rencontre fréquemment, les gendarmes ne piquent pas la curiosité du voyageur, ils font partie du paysage et personne ne s'inquiète de savoir ce qu'ils sont ou du moins on n'en a qu'une idée vague. » (1)

Donc, pour faire connaître, comme il le mérite, le gendarme de Tunisie, nous aurons à tracer les mille traits

(1) *Conférence à la Garde Républicaine*, 1919. Commandant Bouvet, p. 5.

de la physionomie de celui de France ; nous le ferons aussi brièvement qu'il nous sera possible et nous reviendrons chaque fois au plus vite aux caractéristiques de notre *Pandore* du bled.

Dans le même ordre d'idées, lorsqu'il existera un document français et un document similaire tunisien, nous étudierons ce dernier et nous ne ferons allusion au premier que pour noter, le cas échéant, les différences sensibles entre les deux textes et tenter de les expliquer par la nature du pays ou les coutumes de ses habitants.

Nous n'ignorons pas que si l'on peut aisément écrire sur le passé et le présent de la gendarmerie en Tunisie, il est téméraire d'entrevoir pour elle un avenir plein de promesses.

Que par avance il nous soit pardonné, si nous osons ce tour de force, car nous n'avons en vue qu'une répartition plus rationnelle de la force publique en Tunisie. Il ne faudrait pas, parce que l'enfant pauvre, que la gendarmerie soit vouée à l'absorption par la police ou bien à la disparition.

La méthode qui a fait ses preuves en France serait-elle donc par avance condamnée à la faillite dans la Régence ?

Mais n'anticipons pas et tout d'abord, afin de mieux placer la gendarmerie dans son véritable cadre, nous parlerons de l'insécurité au pays des Beys avant le Protectorat et nous passerons en revue les différents agents de la force publique en Tunisie. Ce sera l'objet de la première partie de notre travail.

La deuxième partie traitera de la gendarmerie en Tunisie dans le passé et dans le présent ; enfin nous essaierons, au cours de la troisième partie, d'ébaucher ce que nous voudrions être son rôle dans l'avenir.

PREMIÈRE PARTIE

Les agents de la force publique en Tunisie

CHAPITRE PREMIER

L'insécurité en Tunisie avant le protectorat et les nécessités de notre intervention

Ce fut vers la fin du XVII^e siècle que l'autorité ottomane sombra définitivement dans les divers Etats barbaresques, notamment en Tunisie, et que la souveraineté locale s'implanta dans ces pays.

Hussein ben Ali se fit proclamer Bey par ses troupes en 1705.

L'administration resta des plus rudimentaires. Les caïds en avaient la charge dans leur tribu respective. *« C'était le chaos le plus complet, le désordre le plus absolu. Le pouvoir central n'avait sur eux aucune action et les abus de pouvoir étaient la règle. »* (1)

Mais comme le Bey avait besoin de se procurer des ressources, une colonne militaire parcourait le pays tous

(1) *La Tunisie* (Cours d'instruction préparatoire au Service des Affaires Indigènes), p. 2, par le lieutenant Lecocq. Tunis, 1914.

les six mois environ pour y percevoir les impôts. Faute de bonne volonté, la razzia atteignait le but poursuivi. Il arrivait même que le Bey accompagnait les troupes et alors il en profitait pour rendre la justice.

Sur mer, les actes de brigandage des pirates barbaresques se multipliaient et le souverain lui-même approuvait, ou du moins tolérait, la pratique de la course.

Après 1815, la France et l'Angleterre, moins absorbées par les affaires d'Europe, envoyèrent fréquemment leur flotte devant La Goulette. Elles sommèrent le Bey de renoncer à la piraterie. Des traités furent signés qui précisèrent les droits et les garanties des commerçants étrangers.

« Les conséquences de ces interventions eurent leur répercussion sur les événements intérieurs. Les Européens commencèrent à entretenir avec la Tunisie des relations suivies ; beaucoup s'y installèrent à demeure et formèrent dans les villes maritimes, sous la protection consulaire, des colonies importantes. » (1)

Mais il aurait été alors imprudent de se risquer dans l'intérieur du pays. Les tribus qui l'habitaient menaient la vie primitive des pasteurs et se razziaient à tour de rôle à qui mieux mieux.

« Au milieu des périodes troublées, qui ont constitué à elles seules toute l'histoire de la Tunisie depuis la chute de la domination romaine jusqu'à l'établissement du Protectorat français, les gens de même origine, de même langue ou de mêmes mœurs eurent une tendance naturelle à se réunir, à se grouper pour mieux résister aux périls qui les entouraient de toutes parts. » (2)

(1) *L'organisation de la Police en Tunisie*, p. 19 (Thèse pour le doctorat), par N.-F. Léal. Paris, 1910. M. Léal est mort au champ d'honneur pendant la Grande Guerre.

(2) *Conférences sur les administrations tunisiennes*, p. 103. Tunis, 1898.

Ce fut là l'origine des tribus qui, comme nous l'avons déjà dit, avaient à leur tête un caïd choisi par le Bey, lorsque celui-ci avait assez d'autorité pour imposer sa créature.

Sur la frontière algérienne les luttes étaient particulièrement âpres.

En 1827, lorsque la guerre fut déclarée entre le Bey d'Alger et la France, les Tunisiens se réjouirent tout d'abord des embarras créés à leurs voisins, mais peu à peu ils eurent la vision de la guerre sainte et ils firent cause commune avec eux.

Notre Consul général à Tunis, M. Mathieu de Lesseps, insista auprès du Bey pour que celui-ci exerçât une surveillance sérieuse à la frontière afin d'y entraver la contrebande de guerre. Le résultat de la démarche fut insignifiant.

Notre victoire accrut évidemment considérablement notre prestige. Les relations devinrent amicales, surtout sous le règne de Mohamed Bey (1855-1859). Ce souverain promulga le « Pacte fondamental » (1) qui disait notamment : « *Une complète sécurité est garantie formellement à tous nos sujets, à tous les habitants de nos Etats, quelles que soient leur religion, leur nationalité et leur race. Cette sécurité s'étendra à leur personne respectée, à leurs biens sacrés et à leur réputation honorée.* »

Malheureusement en 1864 une insurrection éclata, qui rétablit l'ancien régime.

C'est alors que se place l'influence néfaste du premier Ministre Mustapha Khaznadar, concussionnaire célèbre, qui « *a tracé pour la Tunisie les étapes de la ruine et auquel on a justement appliqué le dicton arabe : Un seul*

(1) Constitution du 10 septembre 1857.

peut détruire ce que mille ne sauraient construire. » (1)

De 1873 à 1877, le général Khéreddine a été pour la Tunisie *une revanche de la destinée*. Il a reconstitué tous les services désorganisés depuis 1864 (administration, justice, force armée et force de police) en les dotant de règlements organiques ; mais il tomba du pouvoir en 1877 et le chaos reprit ses droits.

Les choses allèrent de mal en pis.

Les troubles intérieurs et le manque de police mettaient le souverain dans l'impossibilité de réagir et de réprimer les incursions fréquentes de ses sujets sur notre frontière algérienne.

Le 26 janvier 1878, le bateau « L'Auvergne » fut jeté sur la côte de Tabarka et fut pillé par les riverains accourus.

« *L'année suivante (1879) des marins français qui montaient une embarcation du Forbin furent assaillis, insultés et frappés par les soldats mêmes du Bey.* » (2)

Les représentations de notre Consul restèrent sans effet. Le Bey se souciait fort peu des attentats, qui se renouvelèrent avec plus de force et plus de violence.

« *Les statistiques établissent que de 1870 à 1881 le nombre des crimes et des délits commis par les tribus tunisiennes atteint le chiffre incroyable de 2379, sur lesquels le Gouvernement tunisien n'a donné de sanction pénale qu'à cinq affaires !* » (3)

La ville de Tunis elle-même était devenue un lieu d'asile pour de nombreux bandits. Il existait bien un corps de 500 *zaptiès* (sergents de ville), mais leur intervention ne se faisait guère sentir, malgré l'appoint de

(1) *Conférences sur les Administrations tunisiennes* Op. cit. p. 4.

(2) *Six leçons sur l'Histoire de l'Afrique du Nord*, p. 69, par André Bassard. Paris, 1916.

(3) *L'organisation de la Police en Tunisie*. Op. cit. p. 28.

laouedjs (1) qui leur étaient adjoints pendant la nuit.

Tous ces agents de la seule force publique de cette époque n'étaient pas payés. Ils ne jouissaient que de certains privilèges (telle l'exemption du service militaire et du paiement de la *medjba*, impôt de capitation) et touchaient deux piastres (1 fr. 20) par arrestation requise. Rien d'étonnant que leur zèle fût proportionné au montant de leurs bénéfices !

Il était donc grand temps d'agir, car le mouvement dirigé contre nous était général et toutes les tribus nomades dans la Régence étaient agitées. La période de temporisation devait prendre fin sous peine de laisser supposer au Bey que nous étions *faibles et peureux*.

Le 7 avril 1881, grâce à l'énergie patriotique de Jules Ferry, le Parlement votait les crédits nécessaires à notre intervention.

En avril-mai, les opérations militaires se déroulèrent rapidement en Kroumirie et à l'improviste, le 1^{er} mai, une escadre mouillait devant Bizerte.

Le lendemain, 8.000 hommes, venus de Toulon, débarquèrent. Le général Bréart, qui les commandait, les mit en route sur Tunis.

Le 12 au matin, le souverain, *mortellement inquiet*, pensa s'enfuir. Il fut rassuré sur sa personne et sur sa dynastie par notre représentant M. Roustan et consentit à recevoir le général Bréart. Le soir même, à 7 heures, le traité du Bardo était revêtu du sceau du souverain en son palais de Kassar-Es-Saïd.

Mais les tribus nomades du Sud, qui n'avaient pas vu nos colonnes, s'armèrent en silence. Une deuxième campagne fut nécessaire de juillet à décembre 1881.

Le 14 juillet, Sfax fut bombardée de terre et de mer et la ville tomba le 16 juillet. Ce fut le tour de Gabès le 9 septembre.

(1) Gardiens de nuit.

Nous tenions la côte. Il restait à vaincre la rébellion qui grondait toujours dans l'intérieur.

Le 3 septembre un nouveau plan de campagne fut établi. Il fallait faire tomber Kairouan, la ville sainte. Le but ne fut atteint que le 26 octobre.

La pacification du Sud se termina le 23 décembre 1881 par les dernières soumissions des tribus ; quant à celle de l'extrême Sud, elle ne fut un fait accompli qu'en 1883.



CHAPITRE II

— — —

La police dans les territoires du Sud

On entend par territoires du Sud et de l'extrême Sud ceux qui sont situés au sud de la ligne qui va de Gabès aux Chotts et qui s'étendent jusqu'à la frontière tripolitaine et aux confins du Sahara.

La sécurité et la surveillance politique y sont assurées par les officiers du Service des Affaires indigènes.

Après la conquête, ce Service (qui fut appelé jusqu'en 1900 *Service des Renseignements*) fut créé pour les besoins du corps expéditionnaire.

En 1881, lorsque les territoires de la Tunisie furent divisés en Contrôles civils (dont nous aurons à parler plus loin), l'occupation purement militaire fit place à l'occupation civile. La transmission des pouvoirs ne s'opéra toutefois qu'en 1886 à Gabès et dans la région.

Au-delà, vers le Sud, la surveillance des tribus nomades continua et continue encore à incomber au Service des Affaires indigènes.

La région est divisée en trois territoires correspondant à chacun des trois caïdats :

Médenine, caïdat des Ouerghamma ;

Matmata, caïdat des Matmata ;

Kébili, caïdat des Nefzaoua (1).

— — —

(1) Le territoire de Médenine est lui-même divisé en trois cercles (cercle de Zarzis, cercle de Ben-Ghardane, cercle de Tathouine) placés sous l'autorité du chef de bureau de Médenine.

Enfin il existe un poste à Remada pour surveiller la frontière tripolitaine et un poste à Bir-Kecira pour surveiller les parcours sahariens.

(La Tunisie, cours préparatoire au Service des Affaires indigènes, op. cit. p. 147.)

Au chef-lieu de chacun de ces trois territoires se trouve un bureau des Affaires indigènes, dont l'officier commandant a des attributions se rapprochant de celles d'un Contrôleur civil dans la partie de la Tunisie non soumise au pouvoir militaire. Aussi, cet officier relève-t-il du Résident Général et non du Général commandant la Division d'Occupation.

Le commandement de l'ensemble des territoires du Sud et de l'extrême Sud appartient à un officier supérieur qui porte le titre de *Commandant militaire du Sud tunisien* et qui a sa résidence à Médenine.

Les chefs de bureau des Affaires indigènes ont la haute police de leur territoire ; ils doivent y assurer la sécurité. Ils ont comme agents, outre les chefs indigènes, les cavaliers du Maghzen, dont nous allons parler maintenant.

Le Maghzen

Le Maghzen est une force auxiliaire, mise à la disposition du Service des Affaires indigènes pour l'aider à assurer la sécurité sur les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

Il s'agit donc bien d'une force publique et non d'une force militaire proprement dite ; de plus, quoique militarisés sous le commandement d'officiers de l'armée, les cavaliers du Maghzen ne sont pas militaires.

Le règlement qui les régit actuellement date du 30 mars 1922.

Il existe en tout 282 agents répartis en six pelotons constitués à Médenine, Tatahouine, Zarzis, Ben-Ghardane, Kébili et Matmata.

Ils se décomposent ainsi : dix bach-chaouchs, treize chaouchs, quatre-vingt-onze cavaliers-guides, quatre-vingt-quatre cavaliers de première classe, quatre-vingt-quatre cavaliers de deuxième classe.

Le recrutement ne se fait que parmi les Musulmans

sujets tunisiens ou algériens, anciens militaires ayant obtenu au corps le certificat de bonne conduite. A plus forte raison ne faut-il pas avoir été condamné.

Après un stage de six mois à un an, ils sont titularisés ou licenciés. (Nous retrouverons plus loin la même prescription pour les spahis de l'Oudjak.)

Pour être nommé chaouch il est nécessaire d'avoir été cavalier-guide pendant quatre ans au moins.

Comme pour la gendarmerie, une surveillance continue et répressive constitue l'essence du service du Maghzen. D'ailleurs, qu'est-ce autre chose qu'une gendarmerie indigène, puisque cette force veille, dans les territoires du Sud, à la sûreté publique, à la police des frontières, au maintien de l'ordre et à l'exécution des lois ?

Dans chaque groupe, les cavaliers doivent camper à proximité du bureau ou du bordj défensif. Ils sont constamment prêts à marcher et ne peuvent s'éloigner sans en avoir obtenu l'autorisation.

Certains d'entre eux sont détachés parfois auprès des chefs indigènes, sous les ordres desquels ils se trouvent alors momentanément placés.

Les agents du Maghzen ont le devoir de porter à la connaissance des gradés et des officiers toutes les nouvelles qui leur parviennent, intéressant la police et la sécurité du pays.

Les bach-chaouchs et les chaouchs s'attachent particulièrement à ce service d'information.

Une fois par semaine il y a manœuvre à cheval et théorie sur les soins à donner aux chevaux, sur le harnachement et sur les armes, qui comprennent une carabine, un revolver et un sabre.

Enfin, des exercices de tir sont exécutés périodiquement.

Les agents du Maghzen reçoivent du Gouvernement tunisien un burnous distinctif avec insignes différents suivant les catégories et les grades.

Chargés de la police et de la sécurité du territoire, les cavaliers ne sont qu'exceptionnellement employés à de petites opérations de guerre. Celles-ci ne doivent d'ailleurs être entreprises qu'avec la plus grande circonspection et les agents qui y prennent part ont toujours à leur tête un ou plusieurs gradés.

Tout butin repris sur l'ennemi est restitué gratuitement aux propriétaires. Les razzieurs faits prisonniers sont remis à l'autorité militaire, qui les défère aux tribunaux compétents.

Dans chaque bureau un officier adjoint est chargé de veiller plus spécialement à la bonne tenue du groupe et à son instruction militaire.

Nous noterons pour terminer que, depuis le décret du 4 mai 1900, les officiers des Affaires indigènes sont officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur de la République en ce qui concerne la justice française et auxiliaires du Directeur des Services judiciaires en ce qui concerne la justice tunisienne.

C'est une nécessité impérieuse due aux difficultés des communications et aux grandes étendues des territoires qui a fait donner cette qualité aux officiers des Affaires indigènes, alors qu'elle a été justement refusée aux Contrôleurs civils pour éviter la confusion des pouvoirs.

Les bach-chaouchs, lorsqu'ils commandent un poste frontière, sont eux aussi officiers de police judiciaire. Mais évidemment ils ne peuvent, comme les caïds d'ailleurs, se prévaloir de ce titre que pour les crimes ou les délits relevant de la justice tunisienne. S'il y a flagrant délit, ils ont notamment les mêmes pouvoirs que les commissaires du Gouvernement près les tribunaux régionaux.

CHAPITRE III

L'oudjak

Les spahis de l'oudjak sont, comme les cavaliers du maghzen, des gendarmes indigènes mis, dans les territoires non militaires, à la disposition des Contrôleurs civils.

Il existe un groupe par contrôle et c'est ce groupe qui est dénommé *Oudjak*.

Comme le maghzen, l'oudjak est rattaché à la Résidence Générale. Le recrutement, la discipline, les promotions et les mutations relèvent du chef du cabinet militaire.

Le décret d'organisation actuellement en vigueur date du 21 juillet 1922.

Les oudjaks comprennent :

1° Un personnel français composé d'un inspecteur assisté de deux commis et de cinq adjudants instructeurs ;

2° Un personnel indigène composé de :

Bach-chaouchs, 16 (1) ; chaouchs, 39 ; brigadiers, 54 ; spahis, 325. Total : 434.

Les adjudants instructeurs ont le commandement de l'oudjak auquel ils appartiennent.

Ils assurent, sous la direction et l'autorité du Contrôleur civil, l'ordre et la discipline.

Les conditions d'admission, de titularisation (après un stage de six mois), d'avancement, etc., sont sensiblement les mêmes que pour le maghzen ; toutefois, il peut

(1) Dont trois bach-hambas, détachés auprès de S. A. le Bev.

être affecté un spahi mutilé de guerre à chaque oudjak (1). Cet ancien militaire prend le nom de planton non monté.

Pour être nommé chaouch, il faut (sauf titres exceptionnels) parler le français, et pour être nommé bachchaouch, le parler et l'écrire.

Chaque agent de l'oudjak est habillé par le Gouvernement tunisien, mais il doit se procurer à ses frais un cheval et un harnachement ou une bicyclette.

Chaque année de service du cheval donne droit à une prime de 90 francs sans que le total des primes puisse dépasser 1.000 francs.

Dans les mêmes conditions, les bicyclettes donnent droit à une indemnité de 60 francs avec maximum de 500 francs.

Les spahis de l'oudjak sont surtout chargés, sous l'autorité et l'impulsion des Contrôleurs civils, d'un service de renseignements et de sécurité dans les milieux indigènes.

Certains d'entre eux sont détachés auprès des caïds.

La lettre résidentielle du 31 décembre 1908 prévoit l'emploi des spahis pour la remise de nombreuses pièces aux indigènes, notamment des citations à témoins, des feuilles d'avertissement des Finances, des autorisations de permis de port d'armes, des demandes et autorisations de débits de boissons, etc.

Mais une des particularités du service des oudjaks c'est l'envoi *en taïn* (en mission) donnant droit à la taxe dite *Khedma*.

« L'envoi en taïn, qui a beaucoup d'analogie avec l'ancienne pratique française des garnisaires, est un puissant moyen d'action entre les mains du caïd. Chaque fois qu'un indigène est impliqué dans une affaire pénale ou qu'il refuse de se rendre à une convocation régulière,

(1) Décision résidentielle du 2 janvier 1919.

un spahi se rend chez lui et il doit le nourrir et lui verser une rétribution ou Khedma. » (1)

Ce procédé a été très souvent employé, notamment pendant la guerre 1914-1918, pour obliger les parents ou les amis des déserteurs à livrer ces derniers à l'autorité militaire ou tout au moins à dévoiler leur lieu de retraite.

Primitivement, la Khedma était versée directement entre les mains du spahi — et l'on peut se douter des abus qui se sont produits dans le pays du bakhchiche ! — (2) Maintenant elle est perçue uniquement au profit du Trésor. Le spahi doit être porteur d'un ordre écrit détaché d'un registre à souche, signé par le Contrôleur civil, le caïd ou le chef indigène agissant comme délégué du caïd. Il communique cet ordre à l'indigène poursuivi.

L'agent de l'oudjak qui tient garnison chez un délinquant ou un débiteur envers l'Etat a droit actuellement, aux dépens de son hôte, à 6 kilogs d'orge par jour pour son cheval et à la nourriture personnelle préparée à la mode du pays.

Enfin, depuis 1911 des spahis de l'oudjak peuvent être adjoints aux gendarmes (après autorisation du Contrôleur civil ou réquisition, à satisfaire obligatoirement, adressée au chef indigène en cas d'urgence) pour opération de police momentanée et exceptionnelle, telle que : attaque à main armée, acte de brigandage, tentative criminelle sur les voies ferrées, recherches de malfaiteurs, etc. D'ailleurs, la lettre résidentielle du 30 décembre 1909 fait un devoir à la police et à la gendarmerie de surveiller, le cas échéant, au cours de leurs déplacements, l'exécution des ordres reçus par les spahis de l'oudjak.

(1) *Conférences sur les Administrations tunisiennes*. Op. cit. p. 117.

(2) *Bakhchiche* : pourboire, récompense pour un service rendu ou une faveur accordée.

« Ce contrôle, dit le document, est nécessaire surtout dans les affaires intéressant la sécurité... Il est donc facile de prévoir un contrôle régulier et méthodique qui tienne en haleine les agents indigènes et les empêche de se laisser aller à des compromissions coupables. »

Tel est, rapidement résumé, le rôle de l'oudjak.

La pratique ne semble pas donner les résultats que le règlement voulait atteindre.

Le spahi reste trop confiné dans les bâtiments du contrôle ou dans ceux du caïdat ; ses tournées dans le bled ne sont ni assez nombreuses, ni assez efficaces.

Trop souvent livré à lui-même, il peut arriver qu'il se laisse aller *aux compromissions coupables* auxquelles fait allusion la lettre résidentielle citée plus haut et ses agissements permettent quelquefois de douter de l'efficacité de son emploi dans les missions de confiance.

Il ne lui est pas refusé parfois de servir dans le pays de sa famille et, quand il en est ainsi, ses nombreuses attaches avec les indigènes lui enlèvent vite une grande partie de son indépendance.

Sa mission de remise de pièces lui est rendue difficile par le fait que la plupart du temps il ne sait pas lire. Si l'intéressé ne peut être convoqué au contrôle ou au caïdat, quelques Contrôleurs n'hésitent pas à faire retomber sur la gendarmerie ou sur la police la besogne du spahi de l'oudjak. L'agent de police s'incline, puisqu'il est aux ordres directs du Contrôleur ; le gendarme est parfois moins soumis et se retranche derrière ses chefs et ses règlements. Il en résulte des froissements dont nous aurons l'occasion de reparler dans la troisième partie de ce travail, en demandant une réglementation plus stricte du rôle de chacun.

CHAPITRE IV

Les autorités indigènes chargées de la sécurité dans leur circonscription

Le Caïd

Nous avons déjà vu que de tout temps le caïd a été le chef de sa tribu en qualité de délégué du Bey de Tunis.

Dans la relation de son voyage sur les côtes de Barbarie en 1725, le D^r Peyssonnel traçait ainsi le portrait des caïds de cette époque : « *Les Beys ont sous eux des caïds qui sont de petits tyrans, qui ont un diminutif de l'autorité des Beys, pillent, volent, font mourir les pauvres Arabes suivant leur fantaisie et leur autorité.* »

Depuis l'Occupation, nous nous sommes efforcés de transformer la fonction, de la rendre plus humaine. Le chemin parcouru est immense.

Si nous ne sommes pas parvenus à faire disparaître complètement des pratiques que la mentalité indigène favorise d'ailleurs (l'Arabe ne comprend pas qu'un service dû par un fonctionnaire ne se paie pas...), du moins les avons-nous réduites à des proportions tolérables.

La création des contrôleurs civils (1) en 1884 a contribué à cette amélioration.

Le contrôleur civil conseille et surveille le caïd et s'efforce de le maintenir dans les limites légales de son tri-

(1) Le corps des contrôleurs civils fut organisé par le décret présidentiel du 4 octobre 1884. « *Le principe, qui est à la base de l'institution, découle de façon très directe de la conception même et du sens de notre Protectorat : le Contrôle civil est le Protectorat agissant dans toute l'étendue du pays pour mieux*

ple rôle d'administrateur, de justicier et de commandant de la force publique en ce qui concerne le maintien de l'ordre et la sécurité.

Nous parlerons peu des deux premières missions, qui sortent du cadre de cette étude.

Le caïd est collecteur des impôts et, sans traitement fixe, il est payé de sa tâche par un prélèvement de 5 % sur le montant des différents impôts (istitan, achour, canoun, etc.) (2). Il est aussi juge de simple police et

le pénétrer et mieux atteindre le but que nous nous sommes assignés en Tunisie. » (Gaudiani et Thiaucourt, *La Tunisie, législation, gouvernement, administration.*)

Le Contrôleur civil, représentant du Gouvernement français, est placé à côté du Caïd, agent du Gouvernement tunisien, pour le conseiller et aussi le surveiller.

Le Contrôleur civil ne relève que du Résident Général et ne correspond qu'avec lui.

La tenue officielle du Contrôleur civil est la même que la tenue de service prévue pour les Sous-Préfets en France, à l'exception de l'épée à poignée argentée, qui est du modèle adopté pour les agents du ministère des Affaires Etrangères.

(2) Les principaux impôts directs sont :

a) La taxe personnelle dénommée en arabe *ada el istitan* (10 francs en principal) due par toute personne du sexe masculin âgée de plus de 20 ans, domiciliée en Tunisie, quelle que soit sa nationalité : tunisienne, française ou étrangère. L'*istitan* a été créé par décret du 29 décembre 1913 et a remplacé, à dater du 1^{er} janvier 1914, l'impôt de capitation dit *medjba*, qui n'atteignait que les Tunisiens et assimilés ;

b) L'*achour* ou *dîme* sur les céréales. C'est un impôt d'institution coranique, qui frappe les terres ensemencées en blé et en orge ;

c) Le *canoun* des oliviers et des dattiers assis sur l'évaluation du produit brut moyen de chaque arbre âgé de plus de 20 ans ;

d) L'impôt *mradsja*, qui est une taxe annuelle fixe établie sur les jardins et cultures maraîchères des caïdats de Sfax, Nabeul et Soliman ;

e) L'impôt foncier spécial à l'île de Djerba, ou *khodor*, qui remplace l'achour et le canoun ;

f) La taxe sur la valeur locative des immeubles ;

g) Les patentes, etc...

connaît au civil des affaires personnelles et mobilières quand les intérêts en jeu sont inférieurs à 30 francs.

Au point de vue pénal, il peut prononcer de un à quinze jours de prison et de un à vingt francs d'amende, sauf au siège des tribunaux régionaux où le président du tribunal se substitue à lui.

Le récent Code de procédure pénale a fait disparaître la sanction administrative de un à quinze jours de prison, que les caïds pouvaient prononcer contre les indigènes en cas de faute, de mauvais vouloir, de refus d'obéissance, etc., ne relevant pas de textes pénaux.

En droit strict, cette mesure ne peut être qu'approuvée, mais au point de vue du prestige des autorités arabes et de la discipline générale dans la tribu, nous estimons que nous avons fait preuve, une fois de plus, d'une sentimentalité excessive, à laquelle la masse des indigènes du bled n'est pas toujours capable d'être sensible.

La compétence judiciaire des caïds ne pouvait être que maintenue, malgré l'accroc fait au principe de la séparation des pouvoirs. « *Nous sommes pauvres et nous avons entre nous, disent certains notables, un grand nombre de contestations de si minime importance que chacune d'elle ne vaut ni la perte de temps, ni les frais d'un déplacement jusqu'au siège du tribunal.* » (1)

En ce qui concerne la police, le caïd est le principal agent d'information du Gouvernement. C'est dire quel soin nous devons apporter à sa désignation.

Il est nommé par décret sur la proposition du Directeur général de l'Intérieur et le choix se porte généralement sur des membres de vieilles familles tunisiennes amies de la France — pensons-nous — ou sur des agents en fonction à l'Administration centrale et dont la connaissance du français facilite les rapports ultérieurs avec les colons.

(1) *Conférences sur les Administrations tunisiennes*, op. cit. p. 209.

Le caïd assure le maintien de l'ordre dans le territoire occupé par sa tribu. Il a sous ses ordres des spahis de l'oudjak et ses cheikhs. C'est à ce titre qu'il est commandant de la force publique.

Nous avons déjà vu qu'il peut envoyer les spahis en *taïn* chez l'indigène.

Il est enfin officier de police judiciaire auxiliaire du Parquet des tribunaux tunisiens. Il reçoit les plaintes de toute nature et, si elles ne sont pas de sa compétence, les transmet au commissaire du Gouvernement. En cas de flagrant délit, il peut dessaisir les kahias, khalifats ou cheikhs, mais eux seuls (1). Il n'aurait pas qualité, par exemple, pour arrêter puis prendre à son compte l'information en cours d'un chef de brigade de gendarmerie.

Pour assurer la sécurité sur le territoire de sa tribu, le caïd est juge des moyens à employer. Il peut même aller jusqu'à déplacer un douar et l'installer en un autre point pour surveiller un passage, une route, où des tentatives criminelles se sont produites ou sont à craindre. C'est ainsi, qu'à l'heure actuelle, on peut voir des gardiens le long de la route d'Aïn-Draham à Tabarka comme conséquence des attaques à main armée qui se sont produites dans le courant de 1922.

Le Kahia

C'est un fonctionnaire caïd, un caïd stagiaire, créé par le décret du 4 juillet 1912 (2). Nous n'en dirons donc rien de particulier si ce n'est qu'il est rétribué à traitement fixe par l'Etat (ce qui n'existe pas pour le caïd) et qu'il est, lui aussi, chargé de la sécurité dans son kahialik.

(1) *Code tunisien de procédure pénale*, promulgué le 30 décembre 1921, art. 29 et 35. Voir aussi : *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 43, par M. Jean Dupla. Tunis, 1922.

(2) Voir *Codes et Lois de la Tunisie*. Vol. II, p. 63, par Lagrange et Fontana. Tunis, 1920.

Le Khalifat

Rouage intermédiaire sans grande importance, le khalifat n'est qu'un représentant du caïd, un fondé de pouvoir, choisi par lui, rétribué par lui et sous son entière direction.

Il aide le caïd quand le caïdat est trop vaste et en son absence il le remplace. Comme tel il a les mêmes attributions et les mêmes pouvoirs que son chef.

Le Cheikh

« Le cheikh, nommé par décret, est d'abord un collecteur d'impôts ; il est rétribué comme le caïd par une remise de 5 % sur le produit de ses perceptions ; c'est ensuite un agent administratif spécialement chargé de la police du territoire. » (1)

L'art. 34 du Code récent de procédure pénale (30 décembre 1921) le considère comme officier de police judiciaire non auxiliaire des commissaires du Gouvernement.

Il est chargé de rechercher, dans le territoire soumis à sa surveillance, les délits et les contraventions qui auraient porté atteinte aux propriétés *rurales et forestières*. Dans la limite de ses attributions restreintes, il est agent de la force publique. C'est ce qui a fait dire au rapporteur de l'avant-projet du Code de procédure pénale que : *« Le cheikh correspond aux gardes-champêtres de la Métropole. » (2)*

Le cheikh est un représentant de la fraction, qui constitue son cheikhât ; il doit donc être le défenseur de l'élément local.

Autrefois les cheikhs étaient élus ; maintenant leur choix est suggéré par le caïd et les candidats n'ignorent pas quelles doivent être pour eux les conséquences de cette présentation !

(1) *Conférences sur les Administrations tunisiennes*, op. cit. p. 119.

(2) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, op. cit. p. 118.

Comme pour les spahis de l'oudjak, la circulaire résidentielle du 30 décembre 1919 prévoit que la gendarmerie et la police peuvent être appelées à surveiller l'exécution des ordres donnés aux cheikhs en vue du maintien de l'ordre. Nous émettrons plus loin l'avis que ce contrôle *régulier et méthodique* qui doit empêcher les *compromissions coupables* pourrait être organisé de manière plus précise pour atteindre son véritable but : assurer la sécurité publique.

Et cependant le cheikh peut, quand il le veut, être un agent précieux de renseignements pour la gendarmerie, car il connaît *son monde*. Il a toute facilité pour se faire renseigner sur la retraite des individus signalés. Nombreuses, d'ailleurs sont les arrestations qu'opèrent les gendarmes grâce à son intervention. Nous nous plaisons ici à lui en attribuer tout le mérite.

CHAPITRE V

La police en Tunisie

Nous avons vu qu'avant l'établissement du Protectorat, la police n'existait en Tunisie qu'à l'état embryonnaire. Les caïds agissaient et réprimaient à leur guise ; quant au Bey, il ne se faisait pas faute d'avouer son impuissance, lorsque nous lui demandions d'intervenir sur la frontière algérienne.

Le traité du Bardo du 12 mai 1881 ne nous armait pas suffisamment pour entreprendre des réformes administratives. Cette lacune a été comblée par la convention de La Marsa du 8 juin 1883, dont l'art. 1^{er} nous donne pleins pouvoirs pour réformer administrativement, judiciairement et financièrement (1).

En droit, c'est évidemment le Bey qui décrète, mais en fait c'est la France qui prépare les textes, et depuis le 10 novembre 1884 le Résident Général, au nom du Président de la République, approuve la promulgation et la mise à exécution. Aucun conflit n'a d'ailleurs eu lieu à ce sujet, mais il est bien certain que le moins qu'on puisse dire c'est que, jusqu'à ce qu'un texte soit approuvé par le Résident Général, il n'a aucune valeur réglementaire vis-à-vis des Français, des Européens et des indigènes algériens. Ce serait une autre question — étrangère à notre sujet — de savoir s'il pourrait même être porté à la connaissance des indigènes tunisiens sans notre approbation. Pour notre part, nous ne le pensons pas.

(1) Ces documents se trouvent notamment dans *La Tunisie avant et depuis l'Occupation*, 2^e vol., p. 452 à 456, par N. Faucon. Paris, 1893.

Mais revenons à la police.

Celle-ci est tout d'abord municipale. Le décret du 1^{er} avril 1885 (organisation des communes) (1) prévoit la création de cinq commissaires et d'un certain nombre d'agents rétribués par les Municipalités et dépendant de leurs présidents.

La loi du 21 juillet 1887 donnait aux contrôleurs civils la haute police dans leurs circonscriptions, mais les moyens dont ils disposaient étaient notoirement insuffisants pour assurer d'une façon efficace la sécurité et le maintien de l'ordre.

On augmenta par la suite les forces de police en nommant des agents français et des agents indigènes chargés de faire des patrouilles dans la campagne et de recueillir tous renseignements utiles sur les agissements et la mentalité des indigènes.

Nous verrons plus loin que la gendarmerie s'organisait de son côté et que, de force publique accompagnant l'armée, elle était devenue une force de police sédentaire,

(1) « *Les communes tunisiennes (disent MM. Gaudiani et Thiaucourt dans leur étude sur la législation, le gouvernement et l'administration de la Tunisie, déjà citée) n'englobent pas tout le territoire de la Régence et ne forment pas, comme en France, un ensemble de circonscriptions administratives sans vides entre elles. Elles représentent une portion infime du territoire et apparaissent comme des îlots dont les limites correspondent généralement à une nécessité fiscale plutôt qu'administrative.* »

La charte actuelle de l'organisation communale en Tunisie est le décret du 14 janvier 1914 qui a supprimé les anciennes distinctions entre Municipalités, Commissions municipales et Commissions de voirie du décret du 1^{er} avril 1885.

Il n'existe qu'une quarantaine de communes. Le Caïd est président de la Municipalité, mais, en fait, c'est le Vice-Président français qui administre. Les membres des Conseils municipaux sont nommés par décret pour 3 ans. Afin de compléter les réformes de 1922, un projet de réorganisation des Municipalités est en cours d'étude et il admettrait dans une certaine mesure le principe de l'élection.

destinée, comme en France, à assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois par une surveillance continue des campagnes et des voies de communication.

La police n'avait encore aucune cohésion. La création des gardes-champêtres (1) n'améliora pas cet état de choses comme on l'avait pensé. Ces agents, peu payés, abandonnés à eux-mêmes et trop souvent ignorants, ne rendirent pas les services qu'on en attendait.

Deux moyens se présentaient pour mettre de l'ordre dans cette *cacophonie* (2) : concentrer toutes les forces de police entre les mains des contrôleurs civils (ce qui aurait amené presque autant de manières d'agir que de contrôleurs) ou les rattacher à l'administration centrale en leur donnant un chef.

Ce fut cette dernière solution qui prévalut à juste titre.

Le 6 janvier 1897, M. Léal, commissaire central à Tunis, du cadre métropolitain, fit dans ce sens un rapport des plus documentés au Résident Général et, par décret du 17 avril 1897 (3), la Direction de la Sûreté publique fut créée.

M. Léal fut le premier directeur. Sous son habile et énergique impulsion, la police se transforma rapidement et devint une force organisée et capable de donner les résultats qu'on voulait atteindre.

D'ailleurs, le nombre des colons augmentait rapidement et il était grand temps de se mettre à l'œuvre pour les protéger effectivement. « *Nul ne peut sans folie aller*

(1) Les gardes champêtres ont été créés par le décret sur la police rurale du 15 décembre 1896. Voir Zeys, op. cit., vol. II, p. 776, n° 1393.

(2) « *Nulle cacophonie n'était comparable à celle que présentait l'ensemble des services de police. Au lieu d'être reliés entre eux, d'avoir une tâche bien définie, ils étaient sans cohésion, agissaient chacun à sa guise et se cantonnaient jalousement dans leurs attributions respectives d'ailleurs mal déterminées.* »

(*L'organisation de la police en Tunisie*, op. cit., p. 65.)

(3) V. Zeys, op. cit., 2^e vol., p. 775, n° 1390.

dans ces régions encore insoumises exposer sa vie et risquer sa fortune ; la plus élémentaire prudence commande d'attendre le jour où la sécurité des colons sera garantie. » (1)

M. Léal poursuivit la centralisation des services de police avec une énergie à laquelle nous n'aurions garde d'oublier de rendre hommage. Si son désir de tout réunir dans la même main l'incita à saper timidement, disons-le, la gendarmerie trop indépendante, nous devons reconnaître que le but poursuivi par lui favorisait sa tâche aux yeux de l'administration et que s'il n'est pas arrivé à ses fins, du moins a-t-il arrêté net l'essor de la gendarmerie naissante.

Le 31 décembre 1899 (2) les gardes-champêtres étaient supprimés et remplacés par des agents de police à cheval. En 1910 il en existait une centaine répartis en de nombreux postes, composés d'un agent français (quelquefois deux) gradé ou non et d'un agent indigène parlant suffisamment le français pour être utilisé comme interprète.

Il fut aussi installé quelques postes cyclistes, notamment à Tunis, qui posséda une brigade dite *de banlieue*.

Alors que les effectifs de la gendarmerie restaient sensiblement les mêmes, ceux de la police passaient de 340 agents en 1897 à 835 en 1910 !

La Direction comprenait et comprend encore deux sortes de services : les services judiciaires et les services administratifs.

En 1906 on nomma deux fonctionnaires chargés d'inspecter les services de police et de surveiller le personnel. Ils furent les premiers éléments du service du contrôle général. « *Au cours de leurs tournées, ces fonctionnaires examinent le bien fondé de toutes les réclamations adressées à la Direction et signalent le résultat de leurs*

(1) Conférence faite par M. Chailley-Bert le 19 mars 1896. Citée dans *L'Organisation de la police en Tunisie*, op. cit., p. 46.

(2) V. Zeys, op. cit., 2^e vol., p. 780, n^o 1394.

observations, ainsi que les modifications qui pourraient être apportées dans l'organisation et le fonctionnement de chaque commissariat ou poste de police. » (1)

Pour commander les postes principaux ou commissariats, il existait en 1910 quarante-deux commissaires répartis à Tunis et dans les principales agglomérations ; dix-huit d'entre eux appartenaient au cadre métropolitain. Leur effectif avait ainsi triplé depuis 1897.

Enfin l'œuvre fut couronnée par la création, le 11 mars 1908, de cinq brigades mobiles, dont la brigade volante de sûreté était l'ancêtre (2).

Nous n'insisterons pas davantage ici, car nous aurons à parler de la plupart de ces rouages au cours de notre étude sur le rôle de la gendarmerie.

Nous résumerons d'un mot le chemin parcouru sous l'impulsion de M. Léal : le budget de la police qui était de 350.000 piastres environ en 1897 (210.000 francs), était de 1.200.000 francs en 1907 et de 2.310.000 francs en 1919 (3).

Au cours de l'année 1920 la police subit une crise, elle fut atteinte dans sa tête. Le Directeur de la Sûreté rentra en France et ne fut pas remplacé.

Les motifs de cette suppression furent exposés dans un rapport au Résident Général démontrant notamment, si nous sommes bien renseigné, que le Secrétaire général adjoint au Gouvernement tunisien, qui aurait désormais la haute main sur la police, aurait plus d'autorité qu'un directeur pour trancher les conflits toujours possibles entre les fonctionnaires de la police et les contrô-

(1) *L'organisation de la police en Tunisie*, op. cit., p. 84.

(2) V. Zeys, op. cit., supplément de 1906-1908, p. 1079, n° 3488.

(3) *Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1921*, p. 292. Pour 1920, le budget est de 5.802.583 francs, mais nous pensons que cette dépense est exceptionnelle et due à des augmentations de traitements faites avec rappel au titre de 1919, ce qui en définitive permet de supposer que les chiffres de 1919 sont inférieurs à la réalité.

leurs civils responsables, eux aussi, de la sécurité dans leur secteur et mettant à cet effet en mouvement les agents et les commissaires.

Le 15 février 1922, néanmoins, le journal de Tunis la *Dépêche Tunisienne* publiait un entrefilet sur la police.

Il y était dit notamment : « *Une réorganisation des services de police avait paru nécessaire et le Secrétaire général adjoint du Gouvernement avait été chargé d'y procéder...*

« *Aujourd'hui que ce travail de mise au point est achevé, il a paru opportun de rétablir le poste de directeur de la Sûreté afin que le personnel puisse sentir l'action constante, personnelle et immédiate d'un chef.* »

Il n'est point dans notre sujet de rechercher les raisons qui ont fait supprimer ce chef de service au moment où il pouvait paraître le plus indispensable. Constatons simplement qu'il existe à nouveau un Directeur de la Sûreté générale et disons que son rétablissement s'imposait si l'on ne voulait pas exposer la police à rester un corps sans tête et sans âme.

Au point de vue des attributions de police judiciaire nous ne dirons aussi que peu de chose.

Vis-à-vis du Code d'instruction criminelle français, les commissaires sont officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur de la République ; les gardes de police à cheval et les agents des brigades mobiles sont assermentés ; enfin les simples agents de police et le personnel indigène ne peuvent établir que des rapports toujours discutables par les personnes mises en cause ou incriminées.

Le Code tunisien de procédure pénale est plus large. Il étend, dans son art. 20, la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du Parquet aux chefs de poste de police ; mais évidemment leurs pouvoirs ne sont valables que dans leur circonscription. La même règle s'applique aux commissaires. Nous verrons en effet plus loin que seuls les officiers, les chefs de brigade et les chefs

de poste de gendarmerie peuvent constater les infractions de toute nature *partout* où ils les découvrent. (Art. 30 du même Code.)

Actuellement les effectifs de la police sont les suivants :

1° Personnel administratif et de centralisation.. 26

2° Personnel actif et d'exécution :

Cadre français : commissaires 42, secrétaires de police 37, inspecteurs 26, brigadiers 135, agents 380,
soit 620

Cadre indigène : interprètes 26, brigadiers 13,
agents 281, soit..... 320

Total général..... 966

De pareils chiffres sont éloquentes et quand on rapproche les 147 militaires de la gendarmerie aux 940 agents de la police, on est bien près de comprendre pourquoi nos pauvres gendarmes, qui par-dessus le marché ne sont pas électeurs, ont, en Tunisie, un horizon borné sinon de gros nuages...



CHAPITRE VI

La Gendarmerie maritime en Tunisie

Il semblerait que nous devrions passer sous silence la gendarmerie maritime puisqu'elle est cantonnée dans son fief, l'arsenal de la marine de Sidi-Abdallah et ses abords immédiats.

Mais elle exerce une surveillance incessante sur une population qui comprend environ 1.400 Français et 600 indigènes, et nous savons par expérience que les ouvriers n'ont pas toujours le calme et la passivité de l'Arabe du Eled.

Le rôle de la gendarmerie maritime en tant qu'élément de la force publique ne serait donc pas négligeable en cas de grève ou de mouvement communiste.

En dehors de son service spécial (sûreté et police des ports, arsenaux, établissements de la marine, inscription maritime, police de la navigation, de la pêche et du domaine maritime, etc.), la gendarmerie maritime peut être appelée à exercer toutes les attributions de la gendarmerie départementale. Un projet est d'ailleurs en cours d'étude, qui aurait pour but une assimilation complète des deux gendarmeries.

Le décret du 22 décembre 1917 règle le service spécial de la gendarmerie maritime et son service intérieur ; mais pour le service général, les règlements de la gendarmerie départementale conservent toute leur valeur.

Il existe en France cinq compagnies de gendarmerie maritime dont les sièges sont à Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon. Le détachement de Tunisie, dit *Section de Sidi-Abdallah*, appartient à la compagnie

de Toulon. Cette section est commandée par un lieutenant. Elle comprend deux gradés et quatorze gendarmes.

La brigade de Bizerte (compagnie de gendarmerie de Tunisie) est en relations constantes avec la section maritime et c'est une raison de plus pour que nous disions quelques mots de cette dernière.

Le lieutenant chef du détachement est à la fois, comme tout officier de gendarmerie, commandant de la force publique et officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur de la République et du Parquet des tribunaux tunisiens.

Les deux gradés sont-ils comme leurs collègues de la compagnie de Tunisie officiers de police judiciaire ? Nous n'en doutons pas, car le Code tunisien de procédure pénale (art. 20) ne fait aucune distinction entre les deux gendarmeries lorsqu'il dit que la police judiciaire est exercée : « 4° *Par les officiers, sous-officiers, brigadiers et chefs de poste de gendarmerie.* »

L'officier assiste, avec le titre de sous-aide-major, l'aide-major de la marine (du grade de capitaine de corvette) chargé de la garde militaire, de la sûreté, de la police générale de l'arsenal de Sidi-Abdallah. En cette qualité il procède *par priorité et préférence* à tous les autres officiers de police judiciaire à la recherche et à la constatation des crimes et des délits de toute nature commis dans l'intérieur de cet établissement. (Art. 21 du décret précité du 22 décembre 1917.)

Malgré ce texte, nous estimons, puisqu'un décret est sans effet sur une loi (Code d'instruction criminelle), que l'arrivée du Procureur de la République ou du Juge d'instruction dessaisirait, si ces officiers de police judiciaire *supérieurs* en manifestaient le désir, le lieutenant de gendarmerie maritime et à plus forte raison l'un de ses gradés.

Mais le texte reprendrait toute sa valeur, pensons-

nous, s'il s'agissait d'une infraction relevant des tribunaux maritimes.

Les gendarmes sont assermentés et comme conséquence leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire en ce qui concerne ce qu'ils ont vu, constaté et entendu.

Ils dressent dans l'arsenal environ 1.000 procès-verbaux par an, contre les fumeurs, les chasseurs, les flâneurs ou pour vol, attentats à la pudeur, pêche, délits militaires, etc..

Nous ne nous étendrons pas sur le service de surveillance effective dans l'arsenal ; nous dirons simplement qu'il est fait également des patrouilles sur les terrains de la marine de Sidi-Ahmed, du centre d'aviation, de la Karouba et de la Pêcherie.

Les gendarmes maritimes peuvent donc être ainsi amenés à relever des contraventions même aux décrets tunisiens. Ce droit ne leur est pas contesté et ils en usent à l'occasion (150 procès-verbaux par an environ).

Comme tous les agents de la force publique, ils sont tenus de déférer aux réquisitions des autorités civiles, judiciaires et autres.

Enfin, l'art. 51 du décret du 22 décembre 1917 autorise les militaires de la gendarmerie maritime à se transporter à bord des navires français de commerce ou de pêche à l'effet d'y dresser des procès-verbaux relatifs aux insubordinations, voies de fait et autres crimes et délits de la compétence des tribunaux maritimes commerciaux.

Ils peuvent même se rendre, sur l'ordre des administrateurs, à bord des navires étrangers, pour y rechercher et arrêter les marins et soldats français déserteurs ou insoumis, qui pourraient s'y trouver.

Nous en aurions fini avec cet aperçu rapide si nous ne voulions attirer l'attention sur deux articles du Code tunisien de procédure pénale (art. 20 et 30) qui, combinés, permettent aux officiers et gradés de la gendarmerie d'exercer la police judiciaire et de constater les infrac-

tions non seulement dans leur circonscription comme en France, mais *partout* où ils se trouvent en Tunisie.

« *La formule est plus large et tient certainement aux nécessités locales, car les gendarmes sont appelés, en Tunisie, à se déplacer assez fréquemment hors de leur résidence habituelle.* » (1)

Cette interprétation du rapporteur du Code nous autorise à croire que, puisque la gendarmerie maritime ne se déplace pas à l'intérieur de la Tunisie, il n'y a pas lieu d'étendre à son personnel les droits exorbitants de l'art. 30. Nous ne connaissons d'ailleurs aucune décision judiciaire permettant d'affirmer ou d'infirmer ce point de droit.

Nous en avons terminé avec l'étude rapide des principaux agents de la force publique en Tunisie, laissant de côté les gendarmes de l'intérieur qui feront l'objet de développements à part dans la deuxième partie de notre travail.

Il n'existe pas, que nous sachions, d'énumération légale de ces agents. Nombreuses sont les administrations qui en possèdent pour la recherche et la constatation des infractions de leur compétence.

Nous citerons en Tunisie : les gardes forestiers, les douaniers, certains agents des Travaux publics, les vérificateurs des poids et mesures, certains agents des Postes et Télégraphes, les agents sanitaires dans l'enceinte des stations sanitaires et des locaux réservés, etc...

La plupart de ces agents sont assermentés et comme conséquence leurs procès-verbaux l'ont foi jusqu'à preuve du contraire ; les autres n'établissent que des rapports qui n'entraînent pas obligatoirement la conviction du juge.

(1) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, op. cit., p. 39.

« *L'ordre est la santé des peuples, le désordre en est la maladie* » ; il est par suite indispensable que le citoyen, qui a abdiqué tout pouvoir, puisse compter sur une force publique le protégeant chaque fois qu'il a besoin de l'être.

La force publique, dit la loi du 15 juin 1791, « *c'est la réunion des forces individuelles organisées par la Constitution pour maintenir les droits de tous et assurer l'exécution de la volonté générale* ».

Nous ne croyons pas être démenti en avançant que le gendarme a droit à la première place dans la hiérarchie des agents de la force publique. D'autres l'ont dit avant nous et nous ne saurions mieux résumer leur pensée et la nôtre qu'en reproduisant ici le tableau brossé de main de maître par un des chefs actuels de la gendarmerie :

« *Au pays des fictions, je vois un édifice immense dont la base s'étale largement sur la terre nourricière ; de nombreux étages progressivement rétrécis portent son faite jusque dans les nues.*

« *Au bas ce sont des ateliers, des chantiers, des établis, des granges ; c'est le domaine de la production. Au-dessus, des entrepôts, des magasins, des boutiques, des banques, des bureaux, là se pratique l'échange. Plus haut encore d'autres bureaux d'un type plus uniforme et plus froid : beaucoup de cartonniers — tous les cartons sont verts — peut-être ça et là un peu de poussière, sur les tables, des circulaires... elles sont chez elles.*

« *Montons les étages encore : voici des laboratoires, des bibliothèques : mobilier de sapin noirci et poli par l'usage ; ici règnent la Science et la Pensée. Au sommet enfin, qui offre de larges percées sur l'azur, l'Art a logé ses enchanteurs, éternels et sublimes berceurs de l'humaine et commune misère...*

« *De loin, le monument paraît indestructible comme ces Pyramides qui dans les déserts de l'Egypte défient l'injure du temps et l'usure des siècles.*

« Combien de près il paraît instable et fragile sous sa lourde complexité !

« Aussi, pour supporter son poids extrême et étayer ses murs, ses cloisons, ses planchers parfois chancelants, l'architecte l'a assis sur un massif de dur granit et a réparti dans sa masse des colonnes et des poutres d'un ciment compact et fortement armé.

« Cet édifice, vous l'avez compris, c'est la ruche de la Nation.

« L'assise de granit, c'est la Force Publique. L'armature intérieure, c'est la Gendarmerie. » (1)



(1) Conférence à la Garde Républicaine, année 1919. Lieutenant-colonel Jean, p. 28.

DEUXIÈME PARTIE

Le passé et le présent de la Gendarmerie en Tunisie

CHAPITRE PREMIER

Historique de la Gendarmerie

Nous avons déjà émis l'avis dans notre *Avant-Propos* qu'il ne nous paraissait pas possible — ni logique d'ailleurs — de parler de la gendarmerie en Tunisie sans faire constamment allusion à celle de France.

Pour l'historique, la remarque conserve toute sa valeur.

Nous dirons donc quelques mots de l'histoire de la gendarmerie tout court.

Son origine se perd dans la nuit des temps, si l'on fait abstraction du nom pour ne retenir que la fonction.

Après l'expulsion de nos premiers parents du paradis terrestre, Dieu ne mit-il pas à l'orient du jardin de l'Eden des chérubins qui agitaient une épée flamboyante pour garder le chemin ? (Gén. : III-24). C'est sans doute la première manifestation de la force publique (1).

Et n'est-ce pas sur le mont Olympe que naquirent Pandore et sa légende ?

(1) D'après le lieutenant-colonel Jean, conférence déjà citée, p. 11.

*Pandore... Ah! c'est charmant. Savez-vous bien qu'un jour
Pandore à Jupiter inspira de l'amour ?*

.....
*Mais le père des Dieux, Jupiter, lui fit don
D'une mignonne boîte (artistique donjon)
Où les mauvais esprits, enchaînés, mis en lesse
N'avaient d'autre geôlier que la belle déesse.
Qu'arriva-t-il ? Hélas ! son curieux époux
Prit le coffret, l'ouvrit et tirant les verroux
Lâcha tous les captifs ! La trop faible Pandore
Les poursuivit en vain et les recherche encore (1).*

Si nous quittons les dieux pour entrer dans l'histoire, nous relevons que « *les Romains avaient dans les diverses parties de leur empire des postes militaires (mansiones) établis sur les voies principales, destinés à protéger les voyageurs et commandés par des parochi* ». (2)

Avec les invasions le chaos succède à l'ordre.

Au début de l'époque féodale, les sergents apparaissent. Différentes ordonnances de Saint Louis, de Philippe le Bel, de Charles V cherchent à réglementer l'institution, mais avec peu de résultat, car le pouvoir central est sans force.

La maréchaussée était surtout au début une juridiction militaire pour les gens de guerre. Elle était appelée ainsi parce qu'elle se trouvait sous les ordres des Maréchaux de France.

Pendant la guerre, ceux-ci déléguaient leurs attributions judiciaires à des prévôts (*præpositi*) qui commandaient à des sergents des maréchaux, devenus archers au XVI^e siècle et cavaliers de la maréchaussée au XVIII^e. Ce sont les ancêtres de nos gendarmes d'aujourd'hui.

Le prévôt du Connétable s'appelait *Grand prévôt de France*.

(1) *Pandore*, par P.-M. Loubet, p. 9 et 11. Alger, 1885.

(2) *Une arme inconnue : la Gendarmerie*, p. 9, par le capitaine Seignobosc. Paris.

Louis XI en 1474 permit au prévôt des maréchaux « *de commettre en chaque province un gentilhomme pour le représenter avec pouvoir d'assembler les habitants pour s'opposer aux gens de guerre, aventuriers et vagabonds, débandés des armées, qui couraient les champs, volant et opprimant le peuple, les prendre, saisir au corps et les rendre aux baillis et sénéchaux pour en faire justice.* » (1)

Cette institution précéda la création des premiers prévôts provinciaux, dits aussi prévôts subsidiaires, qui sont les lointains devanciers des commandants d'arrondissement actuels.

Entre temps, le 2 novembre 1439, à Orléans, Charles VII avait publié un édit sur l'établissement d'une force militaire permanente à cheval (conséquence de la création de l'armée permanente) afin de réprimer les vexations des gens de guerre.

L'édit de 1439 n'entra en application qu'en 1445. Alors furent créés quinze compagnies d'ordonnance. Cette troupe prit le nom de *Gendarmerie* parce qu'elle était composée de *gens d'armes*. Tantôt elle formait un corps de cavalerie constitué, tantôt elle opérait isolément sur le territoire contre le brigandage.

Malheureusement les compagnies d'ordonnance ne se conduisirent pas toujours comme elles auraient dû le faire. « *Les ordonnances de cette époque tendirent à protéger les populations contre les excès commis par les troupes. Défense expresse fut faite de piller et de rançonner les campagnes. Les habitants maltraités par les gendarmes furent autorisés à employer la force pour faire traduire ceux-ci devant les tribunaux !* » (2)

C'est ainsi que « *dans les ordonnances du XVI^e siècle figurent toujours aussi le pillage et la maraude, commis*

(1) *Du service spécial de la gendarmerie*, p. 23, par le lieutenant-colonel Larrieu. Paris, 1922. Passage extrait de Delamarre : *Traité de la police*. Paris, 1705-1710.

(2) *Service spécial de la gendarmerie*, op. cit., p. 23.

par des soldats ou rôdeurs, « les gens d'armes tenant les champs et mangeant la poule du bonhomme, et vivant sur le peuple. » (1)

Une ordonnance de 1514 nous parle déjà des tournées qui étaient des chevauchées de garnison en garnison.

« Le règlement de 1514 avait étendu la compétence de la maréchaussée, mais il laissait hors de l'action judiciaire de ce corps dans les garnisons et pendant les déplacements du temps de paix la tourbe des pillards non militaires, qui se mêlent si souvent aux troupes. » (2)

C'est alors que François I^{er} publia l'édit du 15 janvier 1536 qui marque une étape mémorable de l'histoire de la gendarmerie.

La maréchaussée eut la connaissance des crimes de grands chemins, que les auteurs soient militaires ou civils, domiciliés ou non.

Une nouvelle ordonnance de 1537 augmenta encore la compétence des prévôts en matière judiciaire.

Mais alors bien des fois il fallut modérer l'ardeur de la justice prévotale qui « avait un renom terrible » (3). (*Inter arma silet indulgentia.*)

« Elle le devait en partie à la sévérité naturelle du juge, qui était soldat en même temps que magistrat, et qui avait le plus souvent comme justiciable la lie de la population, ce qu'on appelait le gibier des prévôts des maréchaux ; mais elle le devait aussi à certaines règles juridiques qui lui étaient propres. » (3)

Il en résulta aussi des conflits d'attribution avec la justice civile. « Il y a là des abus contre lesquels proteste le

(1) *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 395, par A. Esmein. Paris, 1908.

(2) *Service spécial de la gendarmerie*, op. cit., p. 26.

(3) *Cours d'histoire du droit français*, op. cit., p. 395.

pouvoir royal, mais en même temps une juridiction qui s'établit. » (1)

De François I^{er} à Colbert (ordonnance de 1670), le service de la maréchaussée se précise et bien des règles ont alors été établies, qui sont passées dans nos règlements actuels.

La juridiction change peu, mais les chevauchées *par monts et par vaulx* absorbent de plus en plus cavaliers et prévôts.

Mais c'est surtout l'ordonnance de mars 1720 qui conduit la maréchaussée sur le chemin de la gendarmerie.

Une réorganisation complète s'opère.

Il est créé 30 compagnies avec 565 brigades de 5 cavaliers.

« *La surveillance des campagnes allait être ainsi plus immédiate et plus continue. Cette réforme si utile venait à son heure.* » (2)

Enfin l'ordonnance du 28 avril 1778, qui réorganisa encore une fois la maréchaussée, fut la dernière avant la révolution.

Le nombre des compagnies est porté à 33 (une par province, dont elle prend le nom) et celui des brigades à 780. Ces dernières ne comptent plus que quatre militaires au lieu de cinq. Elles ont à leur tête des maréchaux des logis ou des brigadiers. Une tournée est exécutée chaque jour sur les routes et dans les villages.

La justice prévôtale continuait à absorber la maréchaussée, mais petit à petit la mission de surveillance s'élargissait.

Depuis longtemps la maréchaussée se voyait attribuer la constatation et parfois la répression des infractions que les édits avaient pour but de réfréner (port d'armes, duels, assemblées illicites, guerre des farines, etc.).

(1) *Cours d'histoire du droit français*, op. cit., p. 394.

(2) *Histoire de la maréchaussée du Gévaudan*, p. 115, par le commandant Plique. Mende, 1912.

« *Le cavalier de la maréchaussée, comme le gendarme d'aujourd'hui, redouté des vagabonds et des nobles pillards, était alors salué dans les campagnes les plus reculées comme le représentant d'une autorité tutélaire.* » (1)

Puis vint la révolution.

Le principe de la séparation des pouvoirs fit perdre à la maréchaussée la justice prévôtale ; elle ne conserva que des fonctions judiciaires restreintes se bornant désormais dans ce domaine à rassembler les preuves des délits et des crimes.

La loi du 16 janvier 1791 change le nom de maréchaussée en celui de *Gendarmerie Nationale*. L'institution reste militaire.

Elle comprend 28 divisions commandées chacune par un colonel ; deux compagnies par département, 1.500 brigades en tout, 7.450 militaires en 1791 et 8.800 en 1792.

Sept ans après, la loi du 28 germinal an VI (17 avril 1798), « *mettant en harmonie les dispositions de l'ordonnance du 28 avril 1778 avec les principes du régime nouveau, allait donner à cette gendarmerie sa physionomie et ses attributions définitives et l'engager dans des destinées qui n'ont rien à envier au régime disparu.* » (2)

« *Le corps de la gendarmerie nationale, dit cette loi, est une force instituée pour assurer dans l'intérieur de la République le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.*

« *Une surveillance continue et répressive constitue l'essence de son service.*

« *Le service de la gendarmerie nationale est particulièrement destiné à la sûreté des campagnes et des grandes routes.* »

(1) *Histoire de la civilisation française*, par Rambaud. Cité dans le *Service spécial de la gendarmerie*, op. cit., p. 58.

(2) *Des fonctions de police judiciaire de la Gendarmerie Nationale*, p. 24 et 25, par le capitaine Verstraëte, Paris, 1910.

Les chartes successives de la gendarmerie depuis cette époque (ordonnance du 29 octobre 1820, décret du 1^{er} mars 1854 et décret du 20 mai 1903 encore en vigueur) n'ont apporté aucune modification à la définition et au rôle de la gendarmerie.

Celle-ci n'a fait que changer de nom avec les régimes et elle a été successivement :

Gendarmerie royale en 1815 ;

Gendarmerie départementale en 1830 ;

Gendarmerie impériale en 1853.

Enfin, depuis 1870 elle est redevenue la gendarmerie nationale.

« Sous tous les Gouvernements la gendarmerie a une puissance magique qu'elle tient de son organisation. Aussi brave que les régiments de ligne dans lesquels elle a été choisie, elle a de plus qu'eux une force morale qui naît de sa spécialité. C'est une arme à la fois civile et militaire en dehors de tous les partis entre lesquels elle se pose, inébranlable dans son impartialité, pour les préserver de leurs propres excès. C'est dans la présence du danger, auquel elle n'oppose le plus souvent que sa force morale, qu'elle trouve une nouvelle et plus grande énergie. » (1)

(1) *Conférence à la Garde Républicaine en 1920*, p. 45, par le colonel Somprou.

CHAPITRE II

Historique de la Gendarmerie en Tunisie

I. — De 1881 à 1914

En 1881 le corps expéditionnaire de Tunisie comptait, comme toute formation en campagne, une prévôté ou force publique, dont l'effectif était de 4 officiers, 2 sous-officiers et 120 gendarmes.

Le 15 juin 1882, c'est-à-dire six mois après la fin des opérations dans la Tunisie du Nord, la force publique est réduite à 3 officiers, 5 sous-officiers, 11 brigadiers et 66 gendarmes. Elle prend le nom de *Détachement de gendarmerie du corps d'occupation*.

Une répartition territoriale s'ébauche : il y a deux divisions, celle du nord (chef-lieu Tunis) et celle du sud (chef-lieu Sousse).

La 1^{re} comprend 4 brigades à Tunis et une dans chacune des résidences ci-après : La Goulette, Le Kef, Souk-El-Arba, Aïn-Draham et Ghardimaou.

La 2^e division compte 6 brigades ainsi réparties : 2 à Sousse, 1 à Kairouan, 1 à Sfax, 1 à Gabès, enfin 1 à Gafsa.

Le service reste en principe prévôtal.

Cependant notre occupation s'assied de plus en plus, le calme revient et il est logique de donner à la gendarmerie du corps d'occupation le caractère sédentaire et le service habituel de la gendarmerie départementale de France.

C'est dans ce but que la gendarmerie du corps d'occupation devient le *Détachement de Gendarmerie de Tunisie* le 28 mars 1885.

Il y a alors 18 brigades (9 à cheval et 9 à pied) composées chacune de 6 militaires, dont un auxiliaire indigène. Au total 108 hommes de troupe, dont 18 auxiliaires.

La répartition varie peu. Il y a deux brigades de plus dans le Nord (une à Tunis, l'autre à Bizerte) et une de plus dans le Sud (à Ras-el-Oued).

Toutefois, le 20 juin 1866, plusieurs brigades sont doublées pour fournir, avec l'adjonction de 20 cavaliers du 4^e régiment de chasseurs d'Afrique et du 4^e régiment de spahis, les postes provisoires de Béja, Nabeul, Mahédia et Houmt-Souk (île de Djerba).

Enfin, par décision ministérielle du 21 septembre 1888, l'effectif est porté à 24 brigades (15 à cheval et 9 à pied).

Les divisions deviennent des arrondissements, qui existent encore.

La brigade de Zaghouan est installée et les postes provisoires sont transformés en brigades.

En 1897, les effectifs étaient les suivants : 1 capitaine, 2 lieutenants ou sous-lieutenants (l'un d'eux remplissant les fonctions de trésorier), 25 chefs de brigade, 89 gendarmes français et 27 auxiliaires indigènes ; au total : 3 officiers et 141 hommes de troupe.

C'est à la même époque, comme nous l'avons déjà vu, que la police municipale était transformée en police d'Etat et que, sous la direction d'un chef actif et entreprenant, elle allait voir ses effectifs s'accroître rapidement, ne permettant pas ainsi à la gendarmerie de prendre l'essor auquel elle aurait pu normalement prétendre.

On s'aperçut cependant que le grade du commandant du détachement ne correspondait pas à sa situation de chef de service et que, commandant d'arrondissement en même temps, il ne pouvait avoir sur l'officier de Sousse toute l'autorité désirable.

C'est ainsi que, par la force des choses, le détachement de Tunisie se mua en compagnie de gendarmerie, qui est encore sa formation actuelle.

Les conséquences de cette transformation, prévue par

le décret du 5 août 1898, auraient dû être de tisser en Tunisie le filet de gendarmerie tendu en France et en Algérie, quitte à ne lui donner au début, faute de crédits suffisants, que des mailles très lâches, qu'on aurait resserrées peu à peu au fur et à mesure des disponibilités budgétaires (1).

Il n'en fut pas ainsi. Le décret beylical du 3 décembre 1899 (2) porta un coup fatal à la gendarmerie par l'installation des postes de police à cheval. Le Directeur de la Sûreté avait atteint son but : la gendarmerie ne pouvait plus espérer grandir en Tunisie !

Dans la deuxième partie de notre étude nous ferons connaître les résultats qu'elle a obtenus quand même avec son filet déchiré et nous tenterons de démontrer qu'elle était digne d'un meilleur sort.

II. — 1914-1918

A la suite de son inspection en avril 1918, le Général Duflos terminait ainsi l'ordre adressé à la Compagnie de gendarmerie de Tunisie :

« Les témoignages d'estime pour la gendarmerie de Tunisie que ni les autorités militaires, ni les autorités civiles n'ont marchandés à l'Inspecteur, la satisfaction que ce dernier lui exprime dans le présent ordre doivent constituer pour elle, dans l'avenir, un puissant encouragement à mieux faire encore. Elle ne doit surtout pas se considérer comme moralement atteinte, ainsi que certains gradés et gendarmes en ont manifesté la crainte, parce que dans sa grande majorité elle est restée à l'ar-

(1) Cette image du filet de la gendarmerie n'est pas de nous. On la trouve notamment dans la Conférence du colonel Somprou citée au précédent chapitre.

(2) La compagnie ne fut instituée en fait que le 16 novembre 1899, c'est-à-dire dix-huit jours avant la promulgation de ce décret. Y aurait-il eu coïncidence voulue entre l'avènement de la compagnie et le nouveau renforcement de la police ?

rière ; comme toute la gendarmerie de l'Afrique du Nord, elle contribue largement, par l'exécution d'un service intensif qui donne aux populations soumises l'impression très nette que la surveillance dont elles sont l'objet reste toujours en éveil et toujours prête à la répression, à maintenir dans cette immense région une paix dont la Mère-Patrie a le plus grand besoin ; de ce rôle un peu obscur, mais laborieux, parfois non exempt de danger et en tous cas combien utile, elle a, certes, le droit d'être fière. » (1)

C'est qu'en effet, pendant toute la durée de la guerre les militaires de la compagnie ne cessèrent de donner des preuves de leur activité et de leur dévouement.

Un petit nombre seulement fut appelé à servir à la prévôté de l'armée d'Orient ; les autres durent, par ordre, rester à leur poste du temps de paix. Ces derniers secondèrent l'autorité militaire pendant la mobilisation, puis dans ses opérations de recrutement, surveillèrent les prisonniers de guerre, recherchèrent les déserteurs et surtout furent un agent de renseignements des plus précieux, sur lequel on pouvait se fier et compter.

« Dans le Nord comme dans le Sud, dans les plaines riches et fertiles ou dans les régions les plus inhospitalières, sous un soleil de feu ou sous la bise glacée des vents des hauts plateaux, ne ménageant ni leur peine, ni même leur vie, par un labeur incessant, les gendarmes de Tunisie ont prouvé que la mission qui leur était dévolue au milieu de la tourmente n'était pas indigne d'eux et ils ont eu à cœur de continuer les traditions de la gendarmerie d'Afrique. » (2)

Peu à peu le recrutement indigène s'intensifia et des mesures furent prises — telle la suppression de la franchise militaire aux villes de Kairouan, Sousse et Sfax,

(1) *Historique officiel de la compagnie de gendarmerie de Tunisie*, 1^{er} fascicule, p. 39.

(2) *Historique déjà cité*, 2^e fascicule, p. 4.

qui étaient exemptes de l'impôt du sang — qui causèrent une certaine émotion parmi les Musulmans.

Aussi, les désertions furent-elles, hélas ! nombreuses. Plus de 1.300 signalements sont adressés à la gendarmerie dans la seule année 1917 ; 960 réfractaires sont repris.

La gendarmerie contribua aussi dans une large part à assurer le maintien de l'ordre lors des mouvements anti-juifs qui éclatèrent dans diverses parties de la Tunisie, en 1917 notamment. Il lui fallut alors faire preuve de prudence et de doigté pour parvenir à calmer les esprits échauffés.

« Tandis que les Arabes fournissaient plus de 70.000 hommes aux armées, les Israélites de la Régence, sujets du Bey cependant au même titre que les Arabes, ne participaient pas à l'impôt du sang. Profiteurs de la guerre, s'enrichissant par tous les moyens licites et souvent illicites, se faufilant dans les mailles des lois et décrets pour réaliser les plus gros bénéfices possibles, ils n'eurent pas du moins la sagesse d'être modeste. Nouveaux riches, ils entendirent tenir le haut du pavé, être les maîtres du commerce, commander et s'imposer à tous, en un mot faire la loi dans un pays musulman. Certes, si l'Arabe trouvait dans le Juif un pourvoyeur facile, bien que très exigeant, dans ses moments de besoin, cependant il ne pouvait le souffrir, et il comprenait difficilement la faveur dont il jouissait. Aussi, une haine sourde sa manifestait petit à petit. » (1)

A Tunis, à Bizerte, à Sousse, à Sfax, à Kairouan, à Béja, à Mateur, à Djebel-Abiod, à la Goulette, à la Manouba, à Menzel-bou-Zelfa, des faits regrettables se produisirent. L'ordre fut rétabli peu à peu.

La gendarmerie fit son devoir sans distinction de religion et bien souvent sans elle

*Plus d'un fils d'Israël, dans ses tissus blotti
Sans accroc de son fort ne serait pas sorti. (2)*

(1) Historique déjà cité, 2^e fascicule, p. 28.

(2) *Pandore*, op. cit., p. 34.

Mais ce fut assurément dans la protection des familles de colons (dont les chefs étaient presque tous mobilisés) et dans l'arrestation des déserteurs que les gendarmes eurent le plus à faire preuve d'activité, de zèle et souvent de courage.

Nombreuses sont les actions d'éclat inscrites au livre d'or de la période de guerre à l'actif de la Compagnie de Tunisie. Nous en citerons deux entre toutes :

« Le 10 février 1915, le gendarme A. et l'auxiliaire B., appartenant à la brigade de Fériana, poursuivent dans la région de Boudriès, près de Bou-Chegka, des voleurs indigènes qui viennent de commettre un vol de bétail et de numéraire. Ces derniers se réfugient en territoire algérien, gagnent leur campement de Sidi-Dahar à cinq cent mètres de la frontière, s'arment de fusils et prennent la fuite vers la forêt voisine. Sans hésitation, les gendarmes continuent leur poursuite. Obligés de mettre pied à terre pour traverser un oued profond, ils sont pendant ce temps cernés par les gens du douar ; ceux-ci les assaillent d'une grêle de pierres et lancent contre eux une dizaine de chiens kabyles. Le gendarme A., menacé particulièrement, s'abrite sous le poitrail de son cheval, tire son revolver et, froidement, de trois coups de feu, abat trois chiens qui le cernent de près. Les pierres continuent à tomber autour de lui, il fait prévenir les Arabes par l'auxiliaire indigène que, si la résistance continue, il allait être contraint de faire usage de ses armes contre eux. »

« Devant l'adresse, le sang froid et l'énergie du gendarme A., les indigènes cessent leurs violences et rappellent leurs chiens. Secondé par l'auxiliaire B., le gendarme A. procède à l'arrestation des principaux agresseurs, trois hommes et deux femmes, parents des voleurs, qu'il ramène à la brigade distante de plus de quarante kilomètres. »

.....

« En mars 1917, le rapporteur près le Conseil de guerre

de Tunis avait signalé le déserteur Mohamed Salah ben Mohamed El Gharbi, évadé du pénitencier de Téboursouk, comme séjournant dans la région des Ouarghas. Il passait ses nuits en compagnie de sa femme dans un douar isolé.

« Le brigadier X., de la brigade du Kef, fit prendre des renseignements par l'auxiliaire indigène Y. Ce dernier, très habilement, parvint à obtenir des indications confirmant celles données par le rapporteur. Il apprenait, en outre, que ce déserteur, se croyant condamné à mort, était décidé à vendre chèrement sa vie.

« Dans la journée du 9 mars, le brigadier X. se met en route avec le gendarme Z. et l'auxiliaire indigène et, dans la nuit du 10, arrive vers l'endroit désigné. Toutes les précautions nécessaires sont prises pour ne pas donner l'éveil. L'auxiliaire Y. est chargé de surveiller une des issues du douar, tandis que le brigadier et le gendarme français se dirigent vers le gourbi désigné.

« Au moment où ces militaires arrivent à une trentaine de mètres du lieu indiqué, les chiens se mettent à aboyer. Un indigène, armé d'un fusil, sort de l'habitation et, rapidement, se dirige vers la forêt voisine. Les gendarmes pressent le pas et interpellent l'Arabe. Celui-ci se retourne, tire un coup de feu dans la direction des militaires et prend la fuite. Le brigadier riposte d'un coup de carabine et s'élance sur les traces du fugitif suivi par le gendarme Z. Dans leur poursuite les gendarmes déchargent de nouveau leur carabine sur le malfaiteur qui, prenant de l'avance, se retourne et fait feu une seconde fois. La balle siffle aux oreilles des gendarmes. Le brigadier riposte et la poursuite continue.

« L'auxiliaire indigène Y. se rend compte de ce qui se passe. Tout en continuant à assurer la consigne qui lui avait été donnée, il prend part de loin à la lutte engagée et vient en aide à ses camarades en tirant deux coups de feu sur l'indigène, qu'il aperçoit à la faveur de la nuit claire.

« Malheureusement le fugitif avait pu gagner les bois et il fut impossible de retrouver sa trace. Les renseignements recueillis firent connaître que le malfaiteur était armé d'un fusil et d'une baïonnette Lebel et qu'il détenait de nombreuses cartouches. Il fut tué quelques mois après par les spahis de l'oudjak. » (1)

Trois militaires de la Compagnie moururent pendant la guerre de maladie contractée dans le service. Si les balles des malfaiteurs épargnèrent, par miracle souvent, les gendarmes de Tunisie, il n'en fut malheureusement pas de même en Algérie où, en moins de 18 mois, six gendarmes de la 19^e Légion tombèrent sous les coups des assassins.

Le Général commandant les troupes françaises d'Afrique glorifia comme elles le méritaient, dans un ordre du 3 avril 1917, ces victimes du devoir :

« C'est dans le sang qu'ils signent leur réponse victorieuse aux absurdes et odieuses manœuvres qui voudraient les représenter comme des embusqués aux populations dont ils assurent la sécurité. » (2)



(1) Historique déjà cité, 2^e fascicule, p. 6, 7, 14 et 15.

(2) Même historique, 2^e fascicule, p. 5.

CHAPITRE III

Les effectifs — Le personnel

I. — Les effectifs

En 1898, lorsque la Compagnie a été créée, l'effectif était de 3 officiers et de 141 hommes de troupe.

En 1922, l'effectif est de 4 officiers et de 143 hommes de troupe.

Pendant le temps où la police s'est accrue de 600 agents exactement, la gendarmerie a augmenté de 3 militaires !

La répartition sur le territoire de la Tunisie est la suivante :

1^o Officiers

1 chef d'escadron commandant la compagnie, à Tunis;
1 capitaine commandant l'arrondissement de Tunis, à Tunis ;

1 lieutenant-trésorier, à Tunis ;

1 lieutenant commandant l'arrondissement de Sousse, à Sousse (1) ;

Au total : 4 officiers.

(1) Le décret du 13 février 1923 (*Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre*, 1923, p. 441) a transformé la lieutenance de Sousse en capitainerie ; il y aura donc bientôt un capitaine à Sousse au lieu d'un lieutenant.

2^o Arrondissement de Tunis

34 militaires dont 6 gradés (1) et 6 auxiliaires indigènes formant 5 brigades, à Tunis ;

7 militaires dont 1 chef de brigade de 3^e classe et 2 auxiliaires indigènes formant une brigade à Bizerte ;

6 militaires dont 1 chef de brigade de 3^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Béja ;

6 militaires dont 1 chef de brigade de 3^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Ghardimaou ;

5 militaires dont 1 chef de brigade de 3^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Tabarka ;

6 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Souk-el-Arba ;

6 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Aïn-Draham ;

5 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Zaghouan ;

7 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Grombalia ;

6 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade au Kef ;

Au total : 88 hommes de troupe dans l'arrondissement de Tunis, y compris le chef de brigade de 1^{re} classe adjoint au trésorier et le gendarme secrétaire du commandant de la compagnie.

(1) La hiérarchie des grades est actuellement la suivante :

Chef de brigade hors classe (cavalerie seulement) correspondant au grade d'adjudant-chef.

Chef de brigade de 1^e classe correspondant au grade d'adjudant.

Chef de brigade de 2^e classe, ancien maréchal des logis chef.

Chef de brigade de 3^e classe, ancien maréchal des logis.

Chef de brigade de 4^e classe, ancien brigadier.

Ces nouvelles appellations datent du décret du 28 mars 1918. (*Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre*, 1918, p. 950.)

3^e Arrondissement de Sousse

13 militaires dont 2 gradés et 3 auxiliaires indigènes formant 2 brigades à Sousse ;

6 militaires dont 1 chef de brigade de 3^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Sfax ;

8 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade mixte à Gabès ;

5 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Mahédia ;

5 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Kairouan ;

6 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Gafsa ;

4 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Houmt-Souk (île de Djerba) ;

5 militaires dont 1 chef de brigade de 4^e classe et 1 auxiliaire indigène formant une brigade à Fériana ;

3 militaires dont 2 gendarmes et 1 auxiliaire indigène formant poste fixe à cheval à Kasserine ;

Au total : 55 hommes de troupe dans l'arrondissement de Sousse.

Total général : officiers, 4 ; arrondissement de Tunis (troupe), 88 ; arrondissement de Sousse (troupe), 55 = 147.

Dans les 143 hommes de troupe se trouvent compris 28 auxiliaires indigènes.

Il existe 23 brigades : 16 à cheval, 6 à pied et une mixte (6 cavaliers et 2 fantassins).

Les 6 brigades à pied sont à : Tunis (trois), Tabarka, Sousse et Houmt-Souk.

Les gradés se répartissent ainsi actuellement :

Chef de brigade de 1^{re} classe, 1, à pied, adjoint au trésorier.

Chefs de brigade de 2^e classe, 3, dont 1 à pied.
Chefs de brigade de 3^e classe, 7, dont 2 à pied.
Chefs de brigade de 4^e classe, 13, dont 3 à pied.
Total : 24.

Il a été formé, par prélèvement sur les effectifs des brigades, 6 postes fixes (Tébourba, TébourSouk, la Goullette, Mateur, Kélibia et Enfidaville) et un poste provisoire à Maktar.

Scul le poste de Kassérine (porté plus haut dans l'arrondissement de Sousse) a un effectif qui lui est propre.

Tous les postes comprennent trois militaires, dont un auxiliaire indigène. Ils sont commandés par des gendarmes, sauf celui de TébourSouk, le seul à pied, qui a à sa tête un chef de brigade de 4^e classe, détaché de Tunis.

Si l'on jette les yeux sur une carte de Tunisie, il est facile de se rendre compte de l'éloignement des brigades et des postes les uns des autres. Il n'y a pas de liaison possible entre eux à de rares exceptions près. Ils sont enchevêtrés avec des postes de police à cheval en ce qui concerne la surveillance des campagnes et la police judiciaire, mais au point de vue de la surveillance militaire (mobilisation, recrutement, hommes des réserves, déserteurs, insoumis, etc.), les 23 brigades et les 8 postes couvrent toute la Tunisie (1).

Certaines agglomérations sont à plus de 100 kilomètres du chef-lieu de la brigade !

Nous reviendrons dans la 3^e partie de ce travail sur une pareille anomalie, quand nous traiterons de l'insuffisance actuelle des effectifs et d'une nouvelle répartition possible de la gendarmerie en Tunisie.

(1) Il arrive aussi quelquefois que le Procureur de la République tient spécialement à ce qu'une enquête judiciaire et plus souvent une contre-enquête soit faite par la gendarmerie. Dans ce cas les gendarmes opèrent même dans le secteur de la police.

II. — Recrutement du personnel

Suivant notre méthode — tracée dans l'Avant-Propos — nous effleurons à peine la question du recrutement, puisque ce dernier est celui de France.

Le Ministre de la Guerre nomme, sur le vu d'un dossier établi par un chef d'escadron, commandant de compagnie (de France ou de Tunisie) et contenant notamment une dictée pour donner une idée de l'écriture et des connaissances en orthographe, un rapport sur la moralité du candidat, de ses parents, de sa femme — le cas échéant — enfin tous renseignements utiles sur ses antécédents militaires (notamment sur ses punitions), son aptitude physique actuelle, son passé judiciaire, etc...

Il va sans dire qu'une dictée mal écrite ou avec un certain nombre de fautes, une moralité qui n'est pas parfaite, des punitions au régiment (surtout pour indiscipline ou ivresse) et à plus forte raison l'existence sur le casier judiciaire de la moindre condamnation, l'ont rejeté impitoyablement une candidature. La gendarmerie doit être l'arme de la bonne conduite et de l'honneur.

Malheureusement les circonstances sont parfois plus fortes que les bonnes intentions.

La loi sur le recrutement du 21 mars 1905 n'avait-elle pas compris la gendarmerie dans les emplois civils ! Il en est résulté de 1905 à 1913 l'incorporation dans cette arme de nombreux jeunes gens, honnêtes et bien notés évidemment, mais n'ayant pas toujours toutes les qualités requises.

De plus, à l'issue de la guerre, les vieux sont partis et la gendarmerie mobile a revu le jour (loi du 22 juillet 1921). Il a fallu procéder à plusieurs milliers de nominations dans un temps relativement restreint ; la loi de l'offre et de la demande a joué fatalement et les nouveaux éléments ont été inférieurs en valeur à ceux des périodes normales.

Petit à petit le mal se répare, officiers et gradés s'attachent à former de leur mieux les nouveaux admis que

des écoles préparatoires créées depuis peu (décret du 16 mars 1918) ont eu la tâche de dégrossir avant leur envoi dans les brigades.

Nous reviendrons ultérieurement sur cette importante question du recrutement, lorsque nous exposerons nos desiderata sur les nominations à faire en Tunisie.

III. — L'officier

L'officier de gendarmerie doit posséder à la fois les qualités de l'officier des corps de troupe (il sort d'ailleurs généralement d'une école militaire qui l'a formé pour telle ou telle arme ou alors c'est un ancien gradé ayant fait ses preuves au régiment) et celles d'un chef appelé à commander à des hommes de carrière et à jouer un rôle important dans les polices militaire, administrative et surtout judiciaire.

Il lui faut connaître les règlements militaires et le Code et mieux vaut peut-être qu'il possède de fortes connaissances en droit que des notions approfondies de tactique et de stratégie...

S'il ne se livre plus à des chevauchées *de garnison en garnison* à la tête de ses archers, l'officier de gendarmerie n'en a pas moins besoin d'être actif, surtout en Tunisie où les déplacements sont nombreux, longs et pénibles.

De tout temps d'ailleurs cette qualité a été essentielle.

Les députés des Cévennes en 1621 le faisaient déjà comprendre au prévôt Armand de la Lozère : « *Sur ce que le Sr de Fumel a représenté que le Sr Armand, lieutenant de M. le prévôt général de Languedoc en ce diocèse, après avoir, comme chacun seait, servy le Roy et le païs fidèlement et utilement en l'exercice de sa charge durant vingt années, il seroit depuis peu de jours tombé en quelque petite indisposition de sa personne à cause de laquelle et de son eage, il appréhende de ne pouvoir selon son affection continuer à saquitter de son devoir à toute heure et en tout lieu selon que les occasions et*

nécessités le peuvent requérir » (1) et les mêmes en 1606 avaient déjà demandé une nouvelle présentation de lieutenant : « *Attendu la caducité du sieur Rodier, qui lui oste le moyen de vasquer selon le debvoir à l'exercice de sa charge.* » (2)

De notre temps cela se traduit par la mise en réforme pour inaptitude physique ou par l'inexorable limite d'âge.

Et vis-à-vis de ses subordonnés, de quel bon sens, de quel tact, de quel esprit de justice l'officier ne doit-il pas faire preuve !

L'art. 1^{er} du décret du 3 février 1914 (3) sur le Service intérieur lui dicte sa conduite : « *Traiter ses inférieurs avec bonté, être pour eux des guides bienveillants, leur porter tout l'intérêt et leur témoigner tous les égards dus à des compagnons d'armes qui assument avec lui la mission de faire observer les lois de la République et de sauvegarder l'indépendance et l'honneur de la patrie.* »

Dans la gendarmerie, plus que dans toute autre arme, l'officier aura à entretenir la religion du devoir au cœur de son personnel et à rendre celui-ci conscient du sacerdoce qu'il accomplit dans la nation.

Mais en toute chose l'excès nuit.

L'officier saura « *ne pas accabler ses gradés sous le fardeau d'instructions et de directives écrites dont la compréhension est parfois difficile. La bonne volonté des inférieurs s'en trouve souvent lassée.* » (4)

Gradés et gendarmes doivent voir arriver l'officier avec plaisir dans la brigade ; ils doivent le considérer comme un instructeur, un éducateur et même un conseiller qui, la revue passée, interroge affectueusement sur la

(1) *La maréchaussée du Gévaudan*, note 2 de la page 72, op. cit.

(2) *La maréchaussée du Gévaudan*, op. cit., p. 57.

(3) *Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre*. Edition méthodique. Vol. 40. Décret du 3 février 1914.

(4) Dépêche du Ministre de la Guerre, N° 3028 D, du 19 août 1922. (*Echo de la Gendarmerie* du 17 septembre 1922.)

famille et provoque parfois des confidences trahissant les espérances, les joies et trop souvent les peines...

Mais la bonté s'arrête devant les mauvais sujets ; pas d'indisciplinés, pas d'ivrognes, qui gangrènent ; leur place est ailleurs que dans un corps sain.

Louer et blâmer sans crainte, s'adresser à l'intelligence, à la raison et surtout au cœur et faire, à l'occasion des mille petits incidents journaliers, des théories morales courtes et appropriées, qui entretiennent avant tout l'esprit de discipline, de confiance réciproque et de dévouement, tel est le meilleur du rôle de l'officier.

IV. — Le gradé

Le gradé est la cheville ouvrière de la gendarmerie. Tel gradé, tel gendarme.

Il est le *frère aîné*, mais aussi un membre de la famille militaire qui sait commander et se faire obéir.

De la bienveillance et pas de faiblesse, s'il veut que ses subordonnés disent de lui : « *C'est un soldat, c'est un chef* » et non pas « *c'est un brave homme !* »

Sa conduite et sa tenue seront irréprochables, car, en contact permanent avec son personnel, il doit avoir toujours présent à l'esprit qu'il est un modèle dont on observe les actes, les faits et les gestes.

Au point de vue du service, il ne sert pas moins d'exemple ; il est toujours prêt à partir à la tête de ses hommes en cas d'événement grave et en temps normal, au cours des tournées, il fait preuve de la conscience la plus complète dans la surveillance des territoires parcourus et dans l'exécution des missions reçues.

Il n'oublie pas, en Tunisie moins qu'ailleurs, car il est loin de ses officiers, qu'il est chef de service dans sa résidence, qu'il est responsable de la bonne réputation de son personnel et que la gendarmerie n'a pas le droit de faillir à sa tâche.

Enfin, comme l'officier, il instruit, il éduque ses hommes, mais son rôle prend ici toutes les formes, est de

tous les instants : à la manœuvre, il redevient gradé de régiment ; à la théorie, il met son expérience du métier au service de ses gendarmes ; au cours hebdomadaire d'instruction élémentaire, il est instituteur.

Officier de police judiciaire en Tunisie, il a devoir, lui aussi, de connaître les notions élémentaires du droit. En cas de flagrant délit, n'instrumente-t-il pas comme s'il était procureur de la République, juge d'instruction ou juge de paix ?

Et pour tout cela que reçoit-il ? Quelques francs de plus par moi que son gendarme...

Ce sera pour nous une tâche facile que de le défendre dans la 3^e partie de notre étude et nous n'hésiterons pas à écrire : Méfiez-vous ! la faillite du gradé c'est la faillite de l'institution !

V. — Le gendarme

Fier de mon uniforme et de mon bel harnois

Sur mon Brave, à tous crins je chevauche où je dois (1).

Si son uniforme n'est plus couvert d'aiguillettes et de broderies blanches, de passepoils rouges ; si son bel harnois a été relégué au musée de l'armée (patience, cela est en train de revenir, modernisé et encore respectable), le gendarme peut toujours dire : « *Je chevauche où le devoir m'appelle !* » et c'est en Afrique, en Tunisie, sous le soleil de plomb, qu'il a le plus de mérite de l'accomplir.

C'est un mandat d'arrêt, c'est un affreux sinistre,

C'est un assassinat, un vol, tout un registre

De faits à constater de suite, sans retard.

Chaque énorme dossier porte urgence en regard.

Pas d'observations ! à cheval ! vite, en route !

Il faut à bref délai partir coûte que coûte. » (2).

(1) Pandore, op. cit., p. 30.

(2) Pandore, op. cit., p. 30.

Comme le gradé, il doit posséder des qualités physiques, intellectuelles et morales.

Il a l'air décidé, énergique, calme. La fatigue ne l'atteint qu'après une longue tournée ou une poursuite mouvementée.

Il ne connaît pas les missions occultes : la gendarmerie est l'arme du grand jour !

Il sait que ses paroles, ses actes, sa tenue sont entendus, jugés, vus par tous et qu'il renierait son passé et celui de ses aînés s'il s'abaissait à se compromettre ou à se mal conduire.

Pas d'ivrognes !

*Malheur aux altérés ; on leur fera la guerre
S'ils perdent en public leur raison dans un verre (1)*

Il n'a pas le droit de faire des dettes, il le sait aussi.

Il a du caractère, il ne doit jamais mentir.

Son abnégation est légendaire :

« Dans cette modeste chambre un enfant vient de naître ; entre le lit de douleur et l'énigme du berceau, le père anxieux, troublé en ses fibres profondes, promène sa fièvre et cherche l'apaisement.

*« La cloche sonne, un incendie est signalé... Partons !
Abnégation.*

« Aujourd'hui c'est le baptême ; parents, amis invités sont réunis, la mère glorieuse sourit dans sa force revenue... Mais voici un télégraphiste. Des félicitations peut-être ? Non, un crime a été commis... Vite mes armes et en route !... Abnégation. » (2)

Il n'a qu'un ennemi : le malfaiteur.

Dans la lutte souvent engagée, il se dévoue non seulement pour la société, mais, s'il le faut, pour son camarade en danger, au risque d'aller parfois au-devant de

(1) *Pandore*, op. cit., p. 53.

(2) *Conférence du lieutenant-colonel Jean*, déjà citée, p. 25.

la balle, qui ne lui était pas destinée. Toujours abnégation...

Et surtout aucune compromission avec qui que ce soit, aucune propagande pour qui que ce soit. Pas de bakchiche ! pas de politique !

L'ignorance est maintenant une tare. Le temps est bien passé où l'on reprochait aux prévôts et cavaliers de la maréchaussée de n'avoir *plus de lettres qu'un crappaud a de plumes* (1).

Dès son arrivée dans l'arme, le gendarme est muni d'un cahier d'instruction qui lui servira une ou deux fois par semaine à parfaire les connaissances plus ou moins bien étudiées sur les bancs de l'école et à apprendre celles qui ont trait à son service spécial. Il doit posséder les textes spéciaux et savoir les appliquer à bon escient sans bravade et sans parti pris, mais sans faiblesse quand le délinquant mérite un châtiment. Il est généreux pour les infractions futiles et fait des remontrances paternelles au besoin ; mais il veut qu'en retour ses conseils soient suivis.

Et comme si ce n'était pas assez du dédale des lois, décrets et règlements français, il étudiera encore, dans la Régence, les décrets tunisiens ; il apprendra l'arabe, il connaîtra les mœurs et la mentalité des indigènes.

Enfin, il se fera aimer des populations par son équité, son impartialité au cours des enquêtes. Il donnera raison à celui qui a raison sans se soucier des attaques dont il pourra être l'objet de la part de ceux qui *s'entendraient mieux* avec d'autres agents de la force publique. La confiance de ses chefs et la satisfaction de sa conscience le paieront de ses efforts désintéressés.

Mais pour avoir en Tunisie le gendarme vieux serviteur, parlant l'arabe, attaché au bled, il faut le favoriser

(1) Commentaires d'un avocat au Grand Conseil en 1558. Cités par le commandant Plique dans la *Maréchaussée du Gévaudan*, p. 24, op. cit.

par rapport à ses camarades de France, qui ne connaissent pas les frais des traversées et ne souffrent pas de l'éloignement de la famille. Comme pour le gradé, nous prendrons plus loin sa défense et nous attirerons sur lui la bienveillance des pouvoirs publics.

VI. — L'auxiliaire indigène

A chaque brigade ou poste est attaché un indigène, dont le principal rôle est de servir de guide et d'interprète à titre *d'auxiliaire*. Ce n'est donc pas un gendarme à proprement parler.

Sur la proposition du Chef d'escadron commandant la Compagnie de Tunisie, les conditions de recrutement de ces militaires ont été améliorées. Le décret du 1^{er} avril 1920 a remplacé celui, par trop caduc, du 3 octobre 1860 et la décision ministérielle N^o 5587 P/13 du 26 mars 1921 a complété le décret en spécifiant quel devait être à l'avenir le degré d'instruction des candidats :

« La langue française se répandant de plus en plus dans nos possessions et protectorats de l'Afrique du Nord, il ne sera plus admis désormais à l'emploi d'auxiliaires indigènes que des postulants qui sauront non seulement parler couramment le français, mais encore le lire et l'écrire d'une façon satisfaisante. »

Ancien militaire, l'auxiliaire indigène le redevient en entrant dans la gendarmerie. Il est nommé comme les gendarmes, par le Ministre de la Guerre, ce qui coupe court à bien des interventions en faveur de candidatures peu recommandables.

Au régiment il a dû obtenir le certificat de bonne conduite et dans la vie civile il n'a pas encouru de condamnation.

Enfin, sa moralité et sa conduite n'ont donné lieu à aucune remarque défavorable.

Il n'est pas assermenté, mais il est d'habitude, lorsqu'il accompagne un gendarme au cours des tournées ou qu'il

sert d'interprète à la caserne dans une enquête, qu'il signe le procès-verbal établi.

Si, opérant seul, il relève une infraction, il ne peut que présenter le délinquant à son chef de brigade, ou à un gendarme, lequel dresse lui-même procès-verbal, en enregistrant la déclaration de l'auxiliaire indigène et celle de l'inculpé.

S'il y a aveu de ce dernier en présence du gendarme, le procès-verbal acquiert sa valeur habituelle (1), mais s'il y a contestation ou dénégation, nous pensons que le juge a tout pouvoir d'asseoir sa conviction sur telle constatation ou sur telle déclaration qu'il lui plaira. Il ne saurait être question alors de faire jouer la validité du procès-verbal jusqu'à preuve contraire.

Le cas que nous signalons est d'ailleurs très rare. L'indigène, par tempérament, ne recherche pas les initiatives et il se contente de prêter son concours aux gendarmes verbalisateurs.

Néanmoins, nous nous plaisons à reconnaître que, parmi les auxiliaires indigènes, nés de la circulaire de 1921, quelques-uns sont instruits et peuvent rendre des services qui dépassent la simple traduction ou la main-forte.

C'est dans leur propre intérêt — malgré eux pour certains ! (2) — que le commandant de la Compagnie a prescrit de leur faire tenir un cahier d'instruction où ils font, suivant leur force, des exercices d'écriture (cursive et ronde), des copies, voire même, pour les moins faibles, des dictées et des exercices d'arithmétique.

Il en est résulté dans quelques brigades l'emploi de l'auxiliaire pour copier les procès-verbaux.

(1) La Cour de cassation dans un arrêt du 8 mars 1899 a décidé que le procès-verbal rédigé par un agent compétent, non d'après une constatation de visu des faits, mais sur l'aveu de ces faits, fait foi de la contravention.

(2) « Il vaut mieux que je ne sache pas lire, disait récemment un auxiliaire déjà ancien. Quand on me confie un document à porter, je ne puis ainsi commettre aucune indiscretion ! »

Cette pratique sera certainement continuée avec fruit, car tout mauvais vouloir est sanctionné par un devoir supplémentaire.

Mais nous sommes d'avis que, pour longtemps encore, ces limites ne doivent pas être dépassées et nous ne suivrons pas le correspondant qui, dans l'*Echo de la Gendarmerie* du 3 avril 1921, demandait une école à Alger pour les auxiliaires indigènes de l'Afrique du Nord !

Comme en toutes choses, il y a des extrêmes, d'autres voudraient la suppression des auxiliaires indigènes.

In medio stat virtus.

L'auxiliaire indigène est indispensable dans les brigades, surtout actuellement, en raison du grand nombre de gendarmes nouvellement arrivés, conséquence de l'exode des anciens partis en retraite ou ayant, faute d'avantages sur leurs camarades de la Métropole, demandé à rentrer en France.

Un autre argument suffirait aussi à les maintenir : l'indigène est un auxiliaire précieux, quand il le veut. Lui seul peut vraiment pénétrer dans les milieux indigènes et par sa connaissance de la langue arabe et des mœurs obtenir de ses coreligionnaires les renseignements permettant soit de connaître la vérité, soit de découvrir des individus signalés.

Mais encore faut-il qu'on puisse compter sur lui !

Le fait de ne pouvoir être affecté à une résidence où est sa famille et sa fraction est évidemment une garantie ; une autre est obtenue en ne le laissant pas trop longtemps dans la même circonscription. A la moindre défaillance, à la moindre plainte justifiée, il faut sans hésiter prononcer sa mutation.

La situation faite aux auxiliaires est des plus enviables ; aussi les candidatures sont-elles nombreuses. C'est une raison pour faire un choix sévère lorsqu'on procède aux nominations.

L'indigène, de par sa façon de vivre et d'élever ses enfants, a des besoins beaucoup moindres que le Français ;

aussi n'est-ce pas sans une certaine aigreur que le gendarme voit l'auxiliaire toucher à la fin du mois presque autant que lui et faire demi-campagne dans son propre pays ! (1)

Qu'on laisse aux auxiliaires leurs avantages actuels, c'est parfait, si l'on veut avoir un bon recrutement, mais qu'au moins on augmente la différence de traitement entre le Français et l'indigène qui n'ont ni la même origine, ni les mêmes connaissances. A chacun suivant sa capacité.

La belle tenue de l'auxiliaire indigène a sombré, elle aussi, pendant la guerre ; il n'en reste que la chéchia. C'est peu, sinon insuffisant, vis-à-vis des Musulmans qui souvent proportionnent à l'éclat de l'uniforme leur respect et leur crainte.

Nous souhaitons que l'auxiliaire indigène retrouve son burnous et son turban, au moins dans la grande tenue.



(1) Le gendarme français lui-même n'a plus que le bénéfice de la demi-campagne en Afrique du Nord. C'est un désavantage de plus sur le passé et nous en verrons d'autres dans la troisième partie de ce travail au sujet du tiers colonial des fonctionnaires, des traversées gratuites et de la prime d'arabe.

CHAPITRE IV

Les grandes lignes du service de la gendarmerie en Tunisie

« La gendarmerie est une force instituée pour veiller à la sûreté publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. »

« Une surveillance continue et répressive constitue l'essence de son service. »

« Son action s'exerce dans toute l'étendue du territoire, quel qu'il soit, ainsi qu'aux armées. »

« Elle est particulièrement destinée à la sûreté des campagnes et des voies de communication. »

Ces quelques lignes du décret d'organisation (1) résument le rôle capital de la gendarmerie.

En Tunisie, quatre mots sont plus particulièrement à retenir : la sûreté des campagnes ou si l'on aime mieux : la sécurité dans le bled.

Quel est le moyen pour atteindre le but ? La tournée de jour et de nuit.

La tournée

Elle est vieille comme la gendamerie, comme la maréchaussée.

Elle s'appelait autrefois la *chevauchée*.

(1) *Organisation et service de la gendarmerie. Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre, édition méthodique. Vol. 39. Décret du 20 mai 1903.*

L'ordonnance du 20 janvier 1514 (1) la réglemente :
« *Le roy veut et ordonne qu'ils chevauchent de garnison en garnison, pour mieux faire justice, tenir ordre et police et corriger les fautes, oppresssions et pilleries.* »

L'ordonnance de mars 1720 supprime les grandes chevauchées et les remplace par la tournée, plus modeste, mais aussi plus efficace, dans la circonscription de la brigade.

Moins absorbés que maintenant par les écritures de bureau et par des attributions des plus diverses, les gendarmes d'alors étaient constamment sur les routes.

Lorsque deux gendarmes rentraient, deux autres repartaient.

En Tunisie, où les tournées sont souvent très longues et nécessitent parfois des découchers, il est difficile, sinon impossible, d'avoir toujours des gendarmes dehors : hommes et chevaux n'y résisteraient pas. Du moins le chef de brigade doit-il s'efforcer d'obtenir de son personnel le maximum de rendement.

Le règlement sur le Service intérieur lui fait un devoir de prescrire plus de 15 tournées par mois et par gendarme avec un minimum de 95 heures de service.

Bien plus, « *afin d'éviter toute périodicité dans l'exécution du service et pour rendre celui-ci plus efficace, il y a lieu d'exécuter fréquemment plusieurs sorties dans la même journée : l'une de longue durée pour l'exploration d'une partie de la circonscription, les autres d'une durée réduite consistant en patrouilles qui se portent dans une direction déterminée et peuvent être effectuées à allure rapide.* » (2).

Malheureusement ces sages prescriptions ne peuvent être appliquées à la lettre dans la Régence, les circons-

(1) Art. 34 cité par le commandant Plique dans la *Maréchaussée du Gévaudan*, p. 3, op. cit.

(2) Art. 53 du Service intérieur, op. cit.

criptions sont trop vastes et les effectifs insuffisants. On cherche à s'en rapprocher le plus possible.

La tournée, c'est du service préventif, de ce service que les ignorants ne comprennent pas et qui leur fait se demander à quoi sert le gendarme qu'ils aperçoivent.

Et cependant que de fois la crainte du gendarme, toujours susceptible de paraître à quelque tournant de la route, retient ceux qui voudraient mal faire !

Si malgré cela quelques-uns s'écartent du droit chemin, le gendarme est souvent là pour relever l'infraction ou pour poursuivre le délinquant.

Le cahier mensuel de service

Il existe dans chaque brigade un cahier mensuel de service (que l'ordonnance de 1778 appelait déjà le *Journal de service*) sur lequel sont portées toutes les tournées avec les itinéraires et les heures de départ et de retour (1).

L'officier qui se présente à l'improviste sait ainsi où se trouve approximativement tel ou tel gendarme, et il lui est loisible d'aller vérifier sur place l'exécution du service.

Ce contrôle en Tunisie est très difficile, car le plus souvent les gendarmes suivent des pistes inaccessibles à tout autre moyen de locomotion que le cheval. Le gradé seul a le temps de prendre part à une deuxième tournée ou patrouille recoupant la première.

Et la nuit, quel contrôle possible ?

Celui seul du chef de brigade et la conscience des deux gendarmes.

(1) Le cahier mensuel de service sert également à commander tous les autres services : 3 théories par semaine sur les règlements militaires et spéciaux et surtout sur les décrets tunisiens ; 4 manœuvres par mois, 3 à cheval et une à pied ; une correction hebdomadaire des travaux faits sur les cahiers d'instruction ; une séance d'arabe par semaine, etc...

Chaque ferme de colon, chaque douar, chaque agglomération doit être visité mensuellement deux fois de jour et une fois de nuit.

Les enquêtes à la suite de plaintes, les recherches d'individus signalés, les remises de pièces militaires, etc., obligent à des sorties supplémentaires et font que les prescriptions du règlement sont des minima presque toujours dépassés.

Le bulletin de service

En quittant la caserne, le gradé ou le gendarme le plus ancien des deux militaires partant en tournée emporte avec lui un *bulletin de service*. Celui-ci contient l'itinéraire à suivre et les missions à exécuter. S'il est bien établi, il attirera aussi l'attention des gendarmes sur telle ou telle infraction susceptible d'être relevée : délit de chasse dans une région giboyeuse, contravention sur les marchés pour poids et mesures faux ou non poinçonnés, racolage des denrées alimentaires sur les routes, arrestation possible d'un déserteur dans tel douar, renseignements à demander sur tel individu signalé, etc...

L'initiative du gradé qui rédige le bulletin de service doit donc précéder celle du gendarme qui exécutera la tournée.

Cahiers et bulletins sont vérifiés en fin de mois par les officiers et le rendement de la brigade ressort de la lecture de ces documents.

Le procès-verbal et le carnet de déclarations

Le rendement ressort aussi et surtout de la lecture du procès-verbal dont un exemplaire est adressé au commandant de l'arrondissement qui, à son tour, l'envoie au commandant de la Compagnie.

Les officiers ont le devoir de parcourir ce qu'a écrit le gendarme et de corriger aussi bien le fond que la forme.

Ceci fait, la copie du procès-verbal revient à la brigade

où elle est classée après que chacun a pris connaissance des observations faites par les officiers.

Qu'est-ce donc que le procès-verbal ?

« *C'est l'acte par lequel le gendarme témoigne de ce qui a été fait ou dit en sa présence, de ce qu'il a vu ou entendu.* » (1)

Mais c'est un acte écrit. L'expression n'est donc plus exacte.

Elle remonte au temps où l'archer illettré faisait à son prévôt un rapport *verbal* de ses constatations ou au délinquant un procès *verbal* pour l'infraction commise.

Le prévôt établissait lui aussi un *verbal de ses chevaux-chées*, mais, comme il savait rédiger tant bien que mal, son rapport fut toujours écrit.

C'est une ordonnance de Charles V en 1376 qui a rendu l'écriture obligatoire pour les procès-verbaux ; à cette date le qualificatif *verbal* aurait dû disparaître. Il est bien tard maintenant pour redresser ce que plus de cinq siècles ont toléré.

Mais ce qu'il ne serait pas difficile de mettre à jour ce sont les formules surannées du début et de la fin :

« *Ce jourd'hui...*

« *Nous soussignés, etc...*

« *Fait et clos les jour, mois et an que dessus.* »

Une simple circulaire ministérielle pourrait moderniser la rédaction et ce serait tant mieux.

Toute opération exécutée, toute constatation faite, toute infraction relevée donne lieu à un procès-verbal. S'il y a réquisition, un procès-verbal est rédigé même en cas de non réussite de l'opération, afin qu'il reste trace du transport et des recherches.

Autrefois le gendarme était obligé de venir *affirmer* devant le juge, sous la foi du serment l'exaetitude de ce

(1) *Dictionnaire des connaissances utiles à la gendarmerie*, p. 686. Général Amade et colonel Corsin, 20^e édition, Paris, 1915.

qu'il avait avancé par écrit. Cette formalité a été à juste titre supprimée par la loi du 17 juillet 1856 « *pour donner un haut témoignage de confiance à ce corps d'élite qui, à une époque assez récente et lorsque l'anarchie avait levé son drapeau, a su, par son énergique et courageux dévouement, défendre l'ordre et les lois et épargner au pays une grande partie des maux dont il était menacé.* » Un autre motif invoqué était que le gendarme, plus instruit que par le passé, « *ne se trouvait plus dans l'obligation d'emprunter le secours d'une main étrangère pour la rédaction de ses procès-verbaux* » (1).

Ce n'est d'ailleurs pas sans péril que cette confiance serait trompée. Les art. 145 et 146 du Code pénal ne prévoient rien moins que les travaux forcés à perpétuité contre le gendarme qui aurait « *constaté comme vrais des faits faux ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas !* »

Les procès-verbaux de la gendarmerie font foi jusqu'à preuve du contraire (2).

Ce principe souffre cependant une exception.

En matière criminelle, le procès-verbal n'a que la valeur d'un simple renseignement, puisque le jury a toujours l'entière liberté de sa décision.

Le 7 novembre 1823 la Cour de Cassation avait admis que le procès-verbal de contravention ne faisait foi jusqu'à preuve du contraire qu'autant que la gendarmerie avait reçu mission de constater l'infraction.

Cette jurisprudence a été modifiée par un arrêt du 8 août 1840.

L'art. 1^{er} de la loi du 28 germinal an VI a été cause de ce revirement. Puisqu'il charge la gendarmerie « *d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois* », il est

(1) Rapport fait par M. Faure, député au corps législatif, au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi. (*Mémorial de la Gendarmerie*, 1856, p. 598.)

(2) Art. 299 du décret d'organisation, op. cit.

tout clair que cette même gendarmerie a le droit « *de rendre compte des infractions qu'elle découvre aux règlements de simple police ou aux contraventions de même nature définies par le Code pénal.* » (Attendu de l'arrêt précité.)

Mais encore faut-il qu'elle découvre l'infraction, c'est-à-dire que la force probante ne s'attache qu'aux faits matériels constatés personnellement par les gendarmes.

Nous avons vu précédemment qu'un autre arrêt de la Cour de Cassation du 8 mars 1899 a fait fléchir légèrement la rigueur de cette règle et qu'il a admis que l'aveu fait au gendarme par le délinquant est une preuve de la contravention.

Nous ne nous étendrons pas sur le cas où le procès-verbal fait foi jusqu'à inscription de faux (1) (en matière de douane), car cette qualité exceptionnelle est moins due aux gendarmes qu'à l'intervention du receveur des douanes qui dirige en quelque sorte la rédaction de l'acte.

Les militaires de la gendarmerie font les constatations ou relèvent les infractions au cours de leurs tournées, alors que c'est à la caserne qu'ils rédigent leurs procès-verbaux.

Pour éviter que dans l'intervalle la mémoire ne leur fasse défaut, on les a munis d'un carnet de déclarations.

Ils y inscrivent fidèlement les explications des délinquants, les déclarations des témoins, la description du corps du délit...

Ils sont tenus de faire signer les déclarants, les plaignants, les inculpés, après leur avoir donné lecture des paroles qu'ils ont prononcées.

Le procès-verbal sera ensuite rédigé au moyen des inscriptions faites sur le carnet de déclarations et autant que possible en les reproduisant textuellement. Il est interdit au gendarme d'y ajouter des appréciations personnelles, car « *la rédaction doit être claire, précise et offrir*

(1) Art. 299 du décret d'organisation, op. cit.

un exposé des faits dégagé de tout événement ou de toute interprétation étrangère à leur but, qui est d'éclairer la justice sans chercher à l'influencer dans un sens quelconque » (1).

A qui sera ensuite adressé le procès-verbal ?

S'il assure l'exécution d'une mission, il sera tout naturellement envoyé à l'autorité qui a requis la gendarmerie ; si, comme c'est le cas le plus fréquent, il réprime un acte qui tombe sous le coup d'un texte pénal, il faut distinguer suivant qu'il s'agit d'un crime, d'un délit ou d'une contravention.

En cas de crime, le destinataire est le Procureur de la République ou le commissaire du Gouvernement près le tribunal régional ; en cas de délit, les mêmes ou le juge de paix, si la peine encourue est égale ou inférieure à six mois (2) ; en cas de contravention, au juge de paix ou au commissaire du Gouvernement.

Avant la promulgation du Code tunisien de procédure pénale, le caïd recevait directement les procès-verbaux de contraventions ; maintenant il ne les a que par l'intermédiaire du commissaire du Gouvernement, qui joue dans ce cas le rôle de *contrôleur judiciaire* (3).

Quatre exceptions faites à cette règle (c'est-à-dire qu'alors le procès-verbal est remis au caïd) sont prévues à l'art. 106 du même Code : ivresse, identité non justifiée, absence de domicile fixe, nécessité de prévenir des désordres plus graves. Il y a alors arrestation par la gendarmerie, puis détention préventive par le caïd et il est évidemment indispensable que le procès-verbal soit remis en même temps que l'inculpé arrêté.

(1) Circulaire ministérielle du 15 septembre 1862. *Mémorial*, 1862, p. 35.

(2) En Tunisie, les juges de paix sont à compétence étendue.

(3) L'expression serait de M. le Résident Général lui-même.

L'arrestation

Le cas échéant, les procès-verbaux se terminent par la mention de l'arrestation du délinquant et par l'inventaire des objets trouvés sur lui au moment où il a été obligatoirement fouillé.

Parmi les nombreux devoirs du gendarme, celui de procéder aux arrestations est le plus délicat et souvent le plus périlleux. Mais là encore il ne faillit pas à sa tâche : les arrestations arbitraires sont plus rares que les arrestations où il risque sa vie !

« C'est le corps du gendarme. Deux coups de feu dans la poitrine l'ont étendu ainsi. La loi lui disait d'avancer, une mort certaine lui disait d'arrêter... il n'a pas balancé... il a marché et il est mort pour la loi. » (1)

Il est capital pour le gendarme de connaître tous les cas dans lesquels il a le droit de procéder à une arrestation, sinon il s'exposerait à se voir poursuivi pour détention arbitraire.

Dans l'ancien droit, l'arrestation n'était possible que dans deux cas : 1° quand il y avait flagrant délit ou quand le prévenu était poursuivi par la clameur publique (*harou le meurtre ! harou le feu !*) ; 2° quand, à la suite d'une information, le juge décernait un décret de prise de corps.

L'ordonnance de 1778 fut plus large. Au cours des tournées, les cavaliers de la maréchaussée pouvaient se mettre à la poursuite des délinquants, vagabonds ou *personnes suspectes*, les arrêter et les écrouer, ce qui faisait écrire à un sous-intendant en 1785 : *« J'ai vu dans le dépôt de Rennes plusieurs maris arrêtés sur la seule dénonciation de leurs femmes et autant de femmes sur celle de leurs maris. » (2)*

(1) Général Ambert. *Le Soldat*. Paris, 1854.

(2) Cité par Larrieu : *Service spécial de la Gendarmerie*, p. 85, op. cit.

Le décret organique actuel de la gendarmerie (20 mai 1903) contient encore une prescription analogue dans son art. 153, mais le mot *arrêter* est remplacé par celui de *saisir*. Dès que le délinquant présumé ou le vagabond a justifié de son identité ou de sa conduite, il est immédiatement remis en liberté.

Si en France les gendarmes ne doivent faire jouer l'article 153 qu'avec la plus grande prudence, en Tunisie on ne saurait leur faire un grief de se montrer moins stricts avec les indigènes des basses classes, qui rôdent sur les pistes sans aucune pièce d'identité et ne peuvent indiquer sur les lieux aucun coreligionnaire les connaissant ou sachant d'où ils viennent et où ils vont.

L'art. 106 du Code tunisien de procédure pénale permet aussi de les conduire au caïd, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire ; c'est le cas ou jamais pour le gendarme d'user du *suivez-moi* frisant l'arrestation et qui, momentanément du moins, débarrasse le bled d'un indésirable.

La même conduite doit être tenue vis-à-vis des délinquants soupçonnés de donner un faux nom — ce qui est fréquent — ou de ceux qui sont surpris dans les cafés maures en train de consommer du vin (1).

Dans la révision, actuellement à l'étude, de la loi du 28 germinal an VI, certains parquets de France ont préconisé la *garde à vue* dans les chambres de sûreté des casernes en attendant que l'identité du délinquant ou du rôdeur soit absolument prouvée. Ce serait peut-être une atteinte au principe de la liberté individuelle, mais la société aurait là en revanche un moyen efficace de lutte contre toute cette population flottante qui vit de mendicité et de rapines et qu'il est bien difficile de surprendre

(1) On sait que le Coran interdit l'usage des boissons fermentées. En cas d'infraction, les tenanciers des débits sont poursuivis et leurs établissements fermés.

en flagrant délit. Ces hors-la-loi méritent un tel traitement.

Dans le cas de plainte ou de dénonciation, il ne saurait être question d'arrestation ; il n'appartient qu'au Procureur et au Juge d'instruction de la provoquer par le moyen d'un mandat de justice.

Mais toutes ces notions n'ont rien de particulier à la Tunisie et nous n'insisterons pas davantage. Nous nous contenterons de donner ci-dessous le tableau par catégorie des arrestations opérées en 1922 par la Compagnie de gendarmerie de Tunisie :

Rébellion, évadés, vagabonds et expulsés.....	32
Meurtre, violences, incendies et attentats divers	45
Vols et escroqueries.....	246
Contrebande	65
Autres crimes et délits.....	198
Mandats de justice.....	218
Déserteurs, insoumis et absents illégalement..	149
TOTAL.....	953

La perquisition

« *Le droit de perquisition (en vue de rechercher soit un prévenu, soit des papiers, soit des objets pouvant servir de pièces à condition) dans le domicile d'un citoyen est un droit redoutable que la loi n'a donné qu'aux officiers de police judiciaire dans le cas de flagrant délit et, hors ce cas, le juge d'instruction seul a qualité pour lancer un mandat qui prescrit de rechercher.* » (1)

Le gendarme qui ignorerait les garanties sévères qui protègent le domicile individuel ou familial s'exposerait aux pires sanctions pouvant aller jusqu'à la révocation et à l'emprisonnement.

(1) *Dictionnaire des connaissances utiles à la gendarmerie*, p. 640, op. cit.

Mais, tout de même, en Tunisie, dans le bled, il ne faut pas, au risque de rendre presque impossible les recherches judiciaires, pousser les choses à l'excès. Le simple gendarme, non chef de poste, n'est pas officier de police judiciaire ; il n'a pas le droit, en aucun cas, de forcer l'entrée d'un gourbi, mais il peut se faire accompagner d'un cheikh ou de notables et obtenir que l'indigène *consente* à une visite domiciliaire. Cela se fait couramment et les procès-verbaux mentionnent toujours que le consentement du propriétaire a été librement donné.

Le résultat des recherches est loin d'être toujours négatif et qui poursuit quelques sacs de blé ou d'orge trouve parfois de la poudre et des armes. La saisie n'en est pas moins utile.

Nous verrons plus loin que le Code tunisien de procédure pénale accorde des pouvoirs plus étendus aux officiers de police judiciaire que le Code d'instruction criminelle français, mais nous tenions ici, en parlant du gendarme, à donner notre avis sur une pratique que nous ne craignons pas de préconiser dans les milieux indigènes tout en respectant, bien entendu, les mœurs familiales et religieuses.

La recherche des individus signalés

Les brigades reçoivent les signalements des individus à rechercher par le moyen des mandats d'arrêt, des signalements N° 1 (déserteurs et insoumis) du bulletin de police criminelle (français) du recueil des signalements (tunisien), enfin par des renseignements reçus de brigades ou de postes de police voisins.

La tâche qui leur incombe de faire des recherches et de découvrir les malfaiteurs ne saurait trop les absorber.

Dans ce domaine, les tournées jouent un rôle capital. Il faut se renseigner auprès des parents — surtout s'il y avait mésentente — des amis, des ennemis, des victimes ; questionner les autres agents de la force publique et ceux des diverses administrations susceptibles de fournir des

indications utiles, enfin voir les autorités locales indigènes, tout en se méfiant des compromissions possibles.

Le concours du chef de douar (cheikh, nador, kebir ou caporal) est indispensable, car, même si l'indigène recherché est dans son gourbi, il est difficile de le découvrir. Tous les voisins s'appellent eux aussi Ahmed ou Mohamed et ils ne se vendent pas entre eux, surtout par crainte de vengeance.

L'absence fréquente de photographie sur les signalements rend encore les recherches plus problématiques. Ce serait une très bonne mesure, pensons-nous, de photographier les jeunes gens au moment des opérations du recrutement au lieu d'attendre, pour en arriver là, qu'ils aient été arrêtés une première fois et envoyés au service anthropométrique.

La visite des fondouks et autres lieux publics s'impose également, mais nous verrons plus loin que le décret visant la tenue des registres des logeurs n'est pas assez sévère et que ces documents ne présentent que très peu, sinon pas, de garantie.

Les gendarmes auront, chemin faisant, à interpellier toutes les personnes qui leur paraissent être de passage et à garder à vue quiconque est suspect. Ils ne devront surtout pas oublier que souvent tout est dans l'art de faire parler les gens, qui peuvent fournir des renseignements, en leur donnant confiance et en leur promettant de ne pas les mettre en cause, s'ils le désirent, même dans le procès-verbal.

Les indicateurs ne manqueraient pas si on pouvait les payer. Il arrive que les gendarmes leur abandonnent leurs primes, mais souvent ils ne les trouvent pas suffisantes ! On en est réduit à s'en tenir à l'indicateur qui veut exercer une vengeance. C'est peu, c'est cependant déjà quelque chose.

Enfin, par application de la circulaire ministérielle n° 6585 C/D en date du 14 avril 1921, il a été établi dans la Régence quelques points de barrage, qui permettront

d'arrêter des malfaiteurs fuyant en automobile. Nous citerons notamment ceux choisis aux environs de Tabarka et d'Aïn-Draham pour barrer les routes venant d'Algérie ou y conduisant. Des consignes sont prévues. Un simple coup de téléphone ou un télégramme mettra les brigades en alerte et en quelques instants un barrage effectif sera établi de nuit comme de jour, devant lequel les automobilistes devront s'arrêter et produire leurs papiers d'identité. L'avenir démontrera peut-être l'utilité de telles mesures qui ont déjà fait leurs preuves en France.

Enquêtes et demandes de renseignements

L'art. 81 du décret organique autorise les demandes de renseignements de la part du Procureur de la République et du Juge d'instruction. L'esprit d'une telle prescription conduit à ajouter en Tunisie : du Juge de paix (puisque'il est à compétence étendue) et des membres des Parquets des tribunaux tunisiens.

Il en résulte que les autorités administratives, non visées à l'art. 81, ne devraient mettre la gendarmerie en mouvement que par le moyen de réquisitions « *indiquant la loi qui les autorise, le motif, l'ordre, le jugement ou l'acte administratif en vertu duquel elles sont faites.* » (1)

Une pratique aussi rigide est-elle admissible en Tunisie ? Nous ne le pensons pas. Dans un pays où bien des rouages sont différents de ceux de France et même souvent à l'état de formation, il ne pourrait être admis que la gendarmerie se retranche derrière son règlement pour refuser de fournir des renseignements à des autorités, qui seraient presque toujours dans l'impossibilité de trouver un texte, même vague, autorisant la rédaction d'une réquisition.

Par ordre de ses officiers, le chef de brigade accepte donc les demandes de renseignements qui sont de sa compétence.

(1) Art. 73 du décret organique, op. cit.

C'est surtout des contrôleurs civils que viennent ces demandes. Si elles sont exagérées ou abusives, le chef de brigade est mis dans l'embarras : ou bien il exécutera quand même et ses gendarmes seront occupés à toutes espèces de recherches n'ayant aucun rapport avec la sécurité et l'ordre publics, ou bien il invoquera son service spécial pour opposer un refus et le contrôleur civil ne manquera pas de se plaindre du mauvais vouloir des gendarmes. A la suite d'un incident de ce genre, nous avons entendu un contrôleur dire : « *Je vote pour la suppression de la gendarmerie ! !* »

Nous nous empressons d'ajouter que ces conflits, que les officiers s'efforcent d'aplanir, sont rares et relèvent plutôt d'un tempérament individuel que d'une pratique administrative. La grande majorité des contrôleurs civils ne demande pas à la gendarmerie de sortir de son rôle.

Nous estimons qu'il existe un critérium en la matière. Le contrôleur civil doit se poser la question suivante : Ai-je dans le secteur de la gendarmerie un agent d'une autre administration ou même un autre agent de la force publique (spahis de l'oudjak notamment) dont ce soit le rôle de me renseigner ou de remplir la mission à exécuter ? Si oui, je m'adresse à cet agent, si non, je mets la gendarmerie en mouvement.

Ceci dit, revenons aux enquêtes judiciaires, qui doivent un instant retenir notre attention.

La circulaire du Garde des Sceaux du 11 juin 1906 invite les Parquets à préciser dans leurs demandes les points sur lesquels ils veulent être éclairés. L'enquêteur a de son côté pour devoir d'élucider ceux que les interrogatoires ou les constatations font naître. Mais à cela devrait se borner le rôle du gendarme.

Or il arrive souvent que la formule de demande est trop vague et comme conséquence la réponse est incomplète. Le gendarme n'est pas un magistrat, il ne faut pas lui demander l'impossible.

Nous sommes donc d'avis que le *Pour enquête* et le *Aux fins*, qui ont trop la faveur des magistrats tunisiens, doivent être remplacés par un questionnaire qui évitera une enquête supplémentaire. Le juge seul sait vraiment ce qu'il veut et doit connaître.

Dans la Régence, en raison des distances qui rendent les déplacements trop coûteux, l'emploi de l'enquête officieuse par la gendarmerie est une nécessité.

« *Une dénonciation parvient au Procureur, mal libellée, à peine intelligible : les faits qu'elle relate sont vagues et il est impossible de se rendre compte s'ils constituent une infraction à la loi ; comment le Procureur pourrait-il prendre une décision ferme ?*

« *Il est en outre toute une catégorie d'infractions qu'il a le devoir de rechercher en l'absence de plaintes ou dénonciations, lesquelles portent atteinte à la sécurité publique ou à l'ordre social, mais dont personne ne s'occupe parce qu'elles ne lèsent aucun intérêt privé. L'empêcher de provoquer les investigations de ses auxiliaires ne serait-ce pas assurer souvent l'impunité du coupable ?* » (1)

Et ce qui vient d'être dit pour le Procureur s'applique évidemment en Tunisie aux juges de paix et aux parquets des tribunaux régionaux.

Bien entendu ces enquêtes ne sont revêtues d'aucune forme solennelle : les témoins ne sont pas cités et ne prêtent pas serment, aucune contrainte n'est exercée sur eux et même sur l'inculpé, les perquisitions et visites ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation de l'habitant, etc...

Si par ces enquêtes la gendarmerie rend de grands services à la justice, peut-être pourrait-on dire qu'elle est aussi distraite de son rôle de surveillance. Il n'en est rien. Les renseignements sont pris au cours des tournées

(1) *Des fonctions de police judiciaire de la gendarmerie*, op. cit., p. 88 et 89.

et parfois au contraire ils provoquent des déplacements supplémentaires favorables à l'action préventive de la gendarmerie.

Et puis : « *Quand le témoin ou le juge se déplacent, il en coûte à l'Etat dont la justice est gratuite ; quand un gendarme se déplace, il n'en coûte rien à personne.* » (1)



(1) *Conférence du lieutenant-colonel Jean*, p. 20, op. cit.

CHAPITRE V

Rapport de la gendarmerie avec les autorités

I. — Rapports avec les autorités militaires

La gendarmerie fait partie de l'armée.

Sa place est à la droite de toutes les troupes, la place d'honneur !

« *Le caractère militaire ne fait pas sentir uniquement son influence sur la considération de l'arme ; ce caractère agit également sur le rendement de l'institution.* » (1)

« *La vie à moitié civile et moitié isolée des gendarmes, les habitudes sédentaires qu'ils contractent, la nature et la diversité de leurs fonctions enlèveraient bien vite à leur service cette régularité et cette ponctualité qui en font la force, si des règlements rigoureux, une tenue sévère et le caractère de rigidité et de loyauté qui accompagnent toujours les habitudes des militaires n'exerçaient sur eux une constante et salutaire influence.* » (2)

La compagnie de gendarmerie de Tunisie fait partie de la Division d'occupation.

Si les gendarmes exécutent les *réquisitions* et quelques demandes de renseignements des autorités civiles, ils reçoivent *les ordres* du Général commandant la Division d'occupation de Tunisie, soit directement, soit par l'in-

(1) *Service spécial de la gendarmerie*, p. 132, op. cit.

(2) Discours prononcé à la Chambre des Députés le 28 janvier 1843 par le rapporteur du projet de loi sur l'augmentation d'effectif de la gendarmerie. *Mémorial*, 1843, vol. 3 de la collection.

intermédiaire des autorités militaires qualifiées, en vue de l'accomplissement de certains services incombant à la gendarmerie.

Préparation et mise à exécution des opérations relatives à la mobilisation ; administration des hommes des réserves dans leurs foyers ; recherche des déserteurs et insoumis ; surveillance des militaires absents de leur régiment, relativement à la tenue ; enquêtes de mariage ; instruction de demandes de secours formulées par d'anciens militaires ou des membres de leur famille ; renseignements en réponse aux demandes d'enquête des corps et en particulier à celles des rapporteurs près les Conseils de guerre ; transfèrements des prisonniers militaires (1.500 environ en 1922) ; concours prêté à la justice militaire par les officiers et chefs de brigade de la compagnie, officiers de police judiciaire près les tribunaux militaires ; prévôtés fournies aux troupes en manœuvres ou en opérations, etc..., tel est le domaine dans lequel les *ordres militaires* font évoluer la gendarmerie en Tunisie.

Cette énumération, quoiqu'incomplète, n'est-elle pas suffisante pour imposer le maintien de cette arme dans la Régence ? Qu'en pensent ceux qui demandent sa suppression ? Supposent-ils que la police — qui n'est pas militaire — pourrait remplacer la gendarmerie dans toutes ces missions ?

II. — Rapports avec les autorités judiciaires

Nous avons déjà traité la question des enquêtes judiciaires, plus loin nous définirons le rôle des officiers, chefs de brigade et chefs de poste officiers de police judiciaire ; nous ne dirons donc ici que quelques mots des rapports avec les autorités judiciaires.

La gendarmerie assure les transfèrements sur réquisition des juges de paix, du procureur de la République et des parquets tunisiens.

Chaque semaine des départs sont prévus sur les lignes : Tunis-l'Algérie, Tunis-Bizerte, Tunis-le Kef, Tunis-Gabès

ou inversement. On peut évaluer à 900 environ les prisonniers civils escortés ainsi annuellement par la gendarmerie.

Et combien d'évasions ? Point ou presque point ; en tous cas, moins d'une par an en moyenne.

Le règlement est sévère ; si la loi punit la connivence — nous n'en avons jamais vu d'exemple — le Service Intérieur inflige des arrêts de rigueur lorsqu'il y a simple négligence, si atténuée soit-elle par les circonstances. La punition est ici indispensable, car elle est salutaire ; il faut que le gendarme sache que, si son prisonnier s'évade, il ne saurait lui, le gardien défaillant, échapper à une sanction disciplinaire.

Ce service des transfèrèments est sur le point de s'augmenter encore. Après entente avec la Métropole, le Gouvernement tunisien a obtenu d'utiliser le bagne de La Guyane pour ses condamnés aux travaux forcés, au moins pour ceux qui ne doivent pas en revenir.

Un premier convoi de 30 forçats a été escorté jusqu'à Constantine récemment, d'autres suivront.

C'est encore sur réquisitions des magistrats — juges de paix surtout — que les gendarmes sont souvent appelés à prendre part aux descentes de justice.

Lorsqu'un crime ou un délit grave se produit, le juge de paix se rend sur les lieux et ne manque pas, quand il y en a dans sa résidence, de se faire accompagner par des gendarmes. Dans ce cas, ces derniers n'ont pas à faire preuve d'initiative, ils ne jouent que le rôle de dépositaires de la force publique. Ils assistent le juge au cours de ses opérations en vue de rechercher les preuves et les auteurs de l'infraction : constatation du corps du délit, convocations de témoins, arrestations, perquisitions, etc.

Nous verrons dans un chapitre spécial le gendarme agir de lui-même en tant qu'agent de la police judiciaire.

Nous noterons enfin, sans insister, les fonctions de ministère public que les chefs de brigade ou de poste remplissent pendant les audiences du tribunal de simple po.

lice. Ce rôle est modeste, mais il resserre encore les rapports entre le juge de paix et la gendarmerie et à ce titre il mérite d'être cité.

Le tribunal du caïd ne comportant pas encore de ministère public, la gendarmerie n'a pas à agir sur ce point vis-à-vis de la justice indigène.

III. — Rapports avec les autorités administratives

Ce sont les plus nombreux.

En principe, la gendarmerie ne devrait exécuter que des réquisitions ; mais nous avons vu que cette règle trop rigide de l'art. 67 du décret d'organisation doit fléchir en Tunisie, où les distances à parcourir sont longues et où la gendarmerie est souvent le seul auxiliaire que peuvent utiliser avec profit les autorités civiles.

Est-ce à dire que, malgré cela, elle satisfait tout le monde ? Hélas ! non.

Nous avons déjà rapporté plus haut que quelques contrôleurs civils trouvent que la gendarmerie ne leur est pas suffisamment subordonnée ; d'autres, sinon les mêmes, lui reprochent de trop se retrancher derrière ses règlements, de n'être pas assez souple.

Nous pensons qu'il faut chercher l'explication de cet état d'esprit dans le fait que la police est sous les ordres directs des contrôleurs et que ceux-ci par suite ont toute liberté de l'utiliser à leur guise.

Il ne peut ni ne doit en être ainsi avec la gendarmerie.

Cette dernière a un service propre à exécuter (tournées, théories, exercices, etc.) et elle ne saurait être détournée de ce qui constitue *l'essence de son service*, à savoir : assurer la sûreté des campagnes par une surveillance continue et répressive.

Mais ceci fait, la gendarmerie de Tunisie n'a jamais refusé, que nous sachions, dans les limites du temps disponible, de renseigner les autorités ou de les aider dans diverses missions n'ayant souvent qu'une corrélation

très lointaine avec le maintien de l'ordre et la sécurité publique (1).

Nous n'en voulons pour preuve que la production mensuelle d'un rapport sur la situation économique du secteur de chaque brigade.

Au cours des tournées, les gendarmes constatent l'état des cultures, se renseignent auprès des indigènes et des colons sur les rendements en céréales ou toutes autres récoltes, sur l'état des troupeaux et leur composition, sur le prix des denrées, sur les espérances ou les craintes des cultivateurs, etc...

Ces renseignements, résumés en fin de mois dans un rapport par les chefs de brigade, sont recueillis, nous venons de le dire, pendant les déplacements réglementaires et l'on peut affirmer que, loin d'entraver le service, ils permettent l'entrée en relations et en conversation avec des Européens et des indigènes qui, rendus confiants, pourront, le cas échéant, être des auxiliaires précieux pour les gendarmes faisant une enquête judiciaire ou recherchant un déserteur, un criminel ou un simple malfaiteur signalé par la justice.

Cet exemple, choisi entre bien d'autres, ne suffit-il pas à convaincre ceux qui ne sont pas de parti pris que la gendarmerie est loin de s'enfermer dans une tour d'ivoire et qu'elle s'efforce au contraire de satisfaire de son mieux toutes les autorités françaises et indigènes ?

(1) Des ordres ont été donnés aux chefs de brigade leur prescrivant de profiter de toutes les occasions de service pour se présenter aux contrôleurs civils et cela au moins une fois par semaine. Mais il n'est pas dans les vues du Commandement de transformer cette pratique en visites non motivées et à dates fixes. Le contrôleur a évidemment de son côté toute latitude pour convoquer à son bureau le gradé ou le gendarme auquel il aurait à donner des instructions.

CHAPITRE VI

La surveillance du bled — La police rurale

Si nous avons à traiter, du point de vue de la gendarmerie en général, les questions de police, nous dirions que « *la police a pour mission d'assurer l'exécution des lois qui garantissent la tranquillité de l'Etat et la sécurité des citoyens.* » (1)

Et nous ajouterions que cette police se divise en police administrative et en police judiciaire, « *la première ayant pour but de prévenir et de régler (la police est le règlement de la cité), tandis que la deuxième a pour but de réprimer.* » (2)

Nous ne manquerions pas enfin d'étudier ces deux dernières polices successivement en subdivisant la police administrative « *en police d'Etat, en police communale et en police mixte* » (3).

Mais nous nous éloignerions, pensons-nous, de notre sujet : le rôle de la gendarmerie en Tunisie.

Qu'il nous soit donc permis de préférer une classification qui n'a rien d'orthodoxe et de traiter en trois chapitres : de la surveillance du bled et de la police rurale, de la police judiciaire, surtout en tant qu'auxiliaire de la justice et enfin des décrets beylicaux, qui tiennent à la fois de la police administrative (prévenir et régler) et de la police judiciaire (rechercher les délits et les contraventions).

(1) *Dictionnaire de la gendarmerie*, p. 553, op. cit.

(2) *Précis de droit administratif*, p. 501, par M. Hauriou, 6^e édition, Paris, 1907.

(3) Même ouvrage, p. 502.

« Nous voulons, disait François I^{er} dans son ordonnance de 1539 (déjà citée) que nos sujets vivent en telle révérence de justice divine et humaine, que chacun se puisse estimer et tenir en sa maison et dehors en aussi grande sûreté sans armes qu'avec des armes. »

Et pour atteindre cet idéal sur qui comptait-il ? Sur les prévôts et sur les cavaliers de la maréchaussée.

« Chaque commune (dans la Régence nous dirons chaque ferme, chaque douar) doit être visitée au moins deux fois par mois de jour et une fois de nuit et explorée dans tous les sens. » (1)

Assurer l'exécution de cette prescription, telle est, estimons-nous, la mission principale de la gendarmerie.

En Tunisie, par suite de la superficie excessive des secteurs, le bled ne peut être *exploré en tous sens* par les gendarmes. Nous l'avons déjà dit, les mailles du filet sont ou trop lâches ou déchirées.

Du moins la gendarmerie doit-elle s'efforcer de se rapprocher le plus possible des prescriptions réglementaires et ne jamais oublier « que sa présence à toute heure sur les routes et jusque dans les hameaux les plus reculés réconforte le voyageur attardé et intimide le malfaiteur, qui sait qu'un châtiment inévitable suivra son crime. » (2)

Mais si la police préventive donne d'excellents résultats en inspirant une crainte salutaire, elle ne saurait suffire à retenir chacun dans le droit chemin. Alors la répression intervient.

Les gendarmes possèdent, en Tunisie, dans ce domaine de la surveillance des voies de communication et des campagnes, deux textes pénaux qui leur permettent de verbaliser dans la plupart des cas. Ce sont : le décret sur le Code de la route du 15 septembre 1914 (3) et le décret

(1) Art. 150 du décret d'organisation, op. cit.

(2) Exposé des motifs du Code du 3 brumaire an IV.

(3) Voir *Codes et lois de la Tunisie*, p. 186 et suiv., op. cit.

du 15 décembre 1896 (1) sur la police rurale ou Code rural.

Nous allons nous y arrêter un instant.

Code de la route

En ce qui concerne le titre du document, la Tunisie a devancé la France puisque ce n'est qu'en 1922 qu'a été promulgué dans la Métropole un *Code de la route* remplacé d'ailleurs quelques mois plus tard par un deuxième qui, il faut l'espérer, sera mieux accueilli des voyageurs et voituriers français.

Dans la Régence, le décret du 15 septembre 1914 a donné satisfaction.

Les gendarmes l'appliquent journellement, car, par tempérament, l'Arabe est indolent et va au hasard sur les routes avec sa bête et son araba (2) sans se demander s'il ne risque pas de causer un accident, dont il sera peut-être la première victime.

Il faut avoir parcouru le bled pour se faire une idée de l'insouciance de l'arabatier. Est-il fatigué ou a-t-il simplement le désir de flâner ? Il se couche dans son araba et s'endort. Les automobilistes peuvent corner, il se refuse à les entendre ! Les chevaux et les chameaux, moins passifs, se rangent souvent d'eux-mêmes ; d'autres fois, la peur leur fait faire un écart et c'est miracle que bêtes et gens ne roulent pas dans le fossé. Cela arrive cependant. Chacun se relève, on retourne la voiture et on repart... l'incident ne servira même pas de leçon !

La nuit, pas de lanterne. C'est le cas ou jamais de dormir !

Le gendarme passe, dresse contravention, puis le caïd condamne ; rien n'y fait.

(1) Voir Zeys, 2^e vol., p. 776, n° 1393, op. cit.

(2) Araba : voiture indigène servant au transport des marchandises.

Une autre infraction courante est celle du défaut de double guide.

L'art. 16 prescrit que « *pour les attelages, susceptibles d'être conduits autrement qu'à pied et au pas, l'usage de la double guide est obligatoire* ». Or l'Arabe a appris de ses ancêtres à conduire avec une seule guide... Dès que le conducteur est monté sur l'araba et fait trotter le cheval, le gendarme verbalise à nouveau. Peu importe, *mektoub*, c'était écrit !

Nous citerons encore les longues théories de véhicules se suivant sans intervalle. Le premier conducteur a seul besoin, et encore ! d'observer la route, les autres causent ou dorment, les animaux suivent.

Or l'art. 20 est formel : « *Lorsque plusieurs voitures attelées marchent à la suite les unes des autres, elles ne peuvent être distribuées en convois que deux à deux au plus.* »

Le gendarme est encore obligé de dresser procès-verbal au troisième conducteur et à ceux qui viennent derrière.

Est-ce à dire que la répression est excessive dans tous ces cas et dans une foule d'autres qu'il serait trop long de citer ici ? Non. Les gendarmes se montrent bienveillants vis-à-vis des auteurs d'accrocs légers aux règlements, mais ils ont ordre d'être impitoyables chaque fois que la contravention pourrait entraîner un accident.

Code rural

Il réprime les infractions relatives aux passages, aux pâtures, au glanage et au grappillage sur le terrain d'autrui, au défaut d'enfouissement de cadavres d'animaux, aux vols, dévastations de récoltes, etc...

Comme le Code de la route, le Code rural est familier à la gendarmerie, mais ici il y a presque toujours deux parties en cause : le plaignant et le délinquant.

C'est par centaines qu'on enregistre les délits de pas-

sage et surtout de pacage. Et comment pourrait-il en être autrement ?

« *L'indigène, qui pousse devant lui ses bestiaux et de tout temps l'a fait librement, s'irrite de rencontrer aujourd'hui les barrières ou plutôt les interdictions de passer dont le colon a entouré son domaine et celui-ci s'irrite davantage encore quand le fruit de plusieurs années de travail lui est ravi en un instant par les dévastations causées dans ses plantations ou ses récoltes au passage d'un troupeau.* » (1)

Notons que l'expression *délit de pacage* doit se prendre dans le sens large, car en réalité le pacage n'est fréquemment qu'une simple contravention, notamment lorsqu'il y a garde à vue d'animaux sur le terrain d'autrui non préparé ni ensemencé ou abandon de bestiaux qui vont d'eux-mêmes commettre des dégâts dans les propriétés voisines.

Par contre il y a délit, sens étroit, lorsque la garde à vue se fait dans les récoltes d'autrui.

Le procès-verbal devra donc spécifier nettement : dans le premier cas qu'il y avait bien garde à vue et que le terrain n'était pas ensemencé ; dans le deuxième, qu'il y a eu défaut de garde et dégâts commis ; dans le troisième, enfin (lorsqu'il y a délit), qu'il y avait garde à vue et que la récolte existait (2).

L'estimation des dégâts par les gendarmes est essentielle pour éclairer le juge. Trop souvent en effet « *il faut reconnaître que les colons sont portés à exagérer le préjudice qu'ils subissent de ce fait.* » (3)

(1) Maurice Bompard. Préface au Code annoté de la Tunisie, p. 13, op. cit.

(2) En préciser la nature et le degré de développement. (Lettre du Procureur de la République à Tunis, n° 2848, du 28 février 1920.)

(3) Maurice Colin : Rapport sur la situation de la Tunisie, 1907, chap. II.

Les vols de bestiaux sont non moins fréquents que les délits de pacage. Ils se compliquent même souvent, surtout le long de la frontière algérienne (1) (brigades du Kef, d'Aïn-Draham, de Tabarka) d'une pratique frauduleuse dite *béchara*.

Qu'est-ce que la *béchara* ?

« *Le mot béchara dérive du verbe arabe béchara, qui signifie : annoncer une nouvelle. Au figuré et dans la pratique, la béchara doit être définie de deux manières. Le mot exprime d'abord la récompense qu'une personne donne à une autre qui lui annonce quelque chose d'agréable ; la deuxième signification nous intéresse davantage ; en effet, béchara signifie encore l'argent que reçoit une personne pour annoncer à une autre que les animaux ou les objets qu'elle cherche se trouvent à tel endroit et en la possession de tel individu ; et souvent celui qui apporte la nouvelle se charge de rapporter lui-même les animaux ou objets recherchés.* » (2)

En d'autres termes, le délit se présente ainsi : 1^{re} opération : vol du bétail ; 2^e opération, quelques jours plus tard : présentation d'un accolyte, sinon du voleur lui-même, chez le propriétaire des animaux, auquel il tient à peu près ce langage : « *Je viens t'annoncer que j'ai vu tes bêtes ; donne-moi telle somme et je te les ramènerai à tel endroit.* » (3)

Que risque l'intermédiaire ? Rien ou presque rien.

(1) « *La frontière est proche et les voleurs, qui connaissent tous les passages de la forêt, ont vite fait de conduire les bêtes volées sur les marchés algériens. L'inverse d'ailleurs se produit fréquemment : des bestiaux volés en Algérie sont amenés dans la région de Tabarka.* » (Emile Violard : Rapport au Résident Général sur la Tunisie du Nord, 1906, chap. V.)

(2) *L'organisation de la police en Tunisie*, p. 308, op. cit.

(3) On trouvera également d'utiles renseignements sur la *béchara* dans la thèse de M. Marneur : *L'indigénat en Algérie*. Paris, 1914.

Le garde-t-on à vue et prévient-on la gendarmerie ? Celle-ci l'interroge ; il nie tout et aucune preuve de son offre frauduleuse ne peut être relevée. Reçoit-il l'argent ? Il ne l'accepte qu'en dehors de tout témoin. Livre-t-il les bêtes ? Il les chasse devant lui, la nuit généralement, et sans se montrer s'il y a lieu de se méfier.

Un procédé est parfois employé, mais il ne réussit que rarement. Le propriétaire volé paie, sans témoin, la béchara au moyen de billets, dont il a relevé les numéros. La remise faite, le gendarme apparaît et retrouve sur le voleur les billets signalés.

Mais si le propriétaire agit ainsi, il peut être assuré que jamais on ne lui proposera à nouveau la béchara ; on gardera les bêtes !

Nous en aurions fini avec le Code rural si nous ne voulions dire un mot du droit d'option de juridiction qu'autorise le 2^e paragraphe de l'art. 48 ainsi conçu : « *Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une simple contravention, que les auteurs de l'infraction sont Tunisiens et que la somme réclamée à titre de dommages-intérêts ne dépasse pas 200 francs, les plaignants européens peuvent, dans les quinze jours qui suivent l'infraction, porter l'affaire devant le caïd, qui est alors compétent pour la juger en dernier ressort, tant au point de vue pénal qu'au point de vue des réparations civiles.* »

Si ce paragraphe n'existait pas, le droit commun s'appliquerait : chaque fois que le plaignant serait Européen (1) la justice française aurait à connaître du délit ; au contraire, ce dernier serait de la compétence des tribunaux indigènes si le plaignant et le délinquant étaient Tunisiens (2).

(1) Le mot n'est maintenant plus assez général. Un Américain, par exemple, bénéficierait du même statut, pouvons-nous affirmer.

(2) Nous écrivons *tunisiens* et non *Musulmans*, car la justice française intervient pour les indigènes *algériens* ou tous autres *protégés* des puissances étrangères.

Rien n'est changé à la deuxième hypothèse, mais dans la première l'Européen a le droit d'écarter la justice française pour faire appel à la justice tunisienne.

Pourquoi cet accroc à une règle qu'on aurait pu croire intangible ? et pourquoi aussi le colon accepte-t-il presque toujours l'option qui lui est offerte par la loi ? Parce que la justice tunisienne est plus expéditive, parce que les indigènes la craignent davantage !

A nous de conclure...

Antérieurement à 1905, le plaignant non Tunisien devait, avant de porter le procès-verbal devant le caïd, s'adresser au juge de paix en vue d'obtenir une déclaration constatant qu'il renonçait à tout recours devant la juridiction française.

La Commission de colonisation ayant estimé que cette procédure était peu pratique, le Gouvernement tunisien a décidé le 19 mars 1905 que dorénavant les gendarmes « inviteront le plaignant à leur faire connaître s'il désire que la justice française soit saisie des poursuites et, le cas échéant, de la demande de dommages-intérêts ou s'il préfère que la justice tunisienne connaisse de l'affaire. »

Le plaignant a même quinze jours pour réfléchir et pendant ce temps le procès-verbal est, au besoin, conservé à la brigade. Si enfin « il garde le silence, le procès-verbal sera, à l'expiration du délai imparti, soumis à l'autorité judiciaire française ».

CHAPITRE VII

La police judiciaire

La gendarmerie comme auxiliaire de la Justice

I. — Rôle du gendarme

En Tunisie comme en France, le gendarme est non seulement dépositaire de la force publique, mais aussi agent de la police judiciaire.

Il est chargé de rechercher les crimes, les délits et les contraventions. Toutefois, n'étant pas officier de police judiciaire, il ne peut, même en cas de flagrant délit, commencer l'instruction au sens légal du mot. En attendant l'arrivée du magistrat ou de l'officier de police judiciaire, il a pour devoir de prendre des déclarations, de surveiller les suspects, le ou les inculpés présumés, de s'opposer à la disparition des preuves du crime ou du délit, etc., en un mot de préparer la voie à la justice.

Plus tard, au cours de l'instruction, il sera en quelque sorte l'auxiliaire du magistrat ou de l'officier de police judiciaire.

Ces notions étant propres à tous les gendarmes, qu'ils soient de France ou de Tunisie, nous n'insistons pas.

Mais nous signalerons que l'art. 85 du Code tunisien de procédure pénale autorise un gendarme, porteur d'un mandat d'amener ou de dépôt, à pénétrer, même de nuit et sans le secours d'un officier de police judiciaire, dans les maisons d'habitation et leurs dépendances. Il aurait le même droit s'il s'agissait d'arrêter un prisonnier évadé. « *Du moment où l'agent de la force publique justifie*

sa qualité et sa mission, on ne peut s'opposer, sous peine de commettre un délit, à cette mission.

« *L'art 85 s'inspire de l'art. 181 du projet de réforme du Code d'instruction criminelle français et de l'art. 104 du Code allemand.* » (1)

En droit français, les mandats ne peuvent être mis à exécution que pendant le jour et s'il y a refus d'ouvrir sa porte de la part de l'inculpé ou de la part du particulier chez lequel il s'est réfugié, le gendarme est obligé d'avoir recours à un officier de police judiciaire qu'il requiert de la faire ouvrir de force.

Il y a donc, en droit tunisien, une extension notable des pouvoirs du simple agent de la force publique, lorsqu'il est porteur d'un mandat ou qu'il poursuit un prisonnier évadé.

Notons aussi, à propos des mandats, que le Code tunisien de procédure pénale n'en connaît que deux : le mandat d'amener et le mandat de dépôt. Il est muet en ce qui concerne les mandats de comparution et d'arrêt.

Le mandat d'amener est lui-même toujours facultatif pour le juge. L'art. 59 s'exprime en effet ainsi : « *Lorsque l'inculpé n'aura pas comparu, le juge pourra (et non devra) décerner mandat d'amener.* »

Enfin, il n'est pas, comme en France, laissé copie du mandat. Celui-ci est simplement notifié. Si l'inculpé n'est pas trouvé, le mandat est exhibé au caïd pour apposition de son visa.

II. — Rôle des officiers, gradés et chefs de poste de gendarmerie dans leurs fonctions d'officiers de police judiciaire

Lorsque la Révolution transforma la maréchaussée en gendarmerie nationale, elle lui fit l'application du prin-

(1) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 193 et 194, op. cit.

cipe de la séparation des pouvoirs en lui enlevant le droit de prononcer des jugements (1).

Mais malgré certains orateurs, qui ne voulaient pas réunir *le despotisme judiciaire et le despotisme militaire*, la loi des 16-29 septembre 1791 confia aux officiers de gendarmerie des fonctions de police judiciaire. On utilisait ainsi la compétence des anciens juges prévôtaux tout en faisant disparaître le principe de l'ancien droit qui permettait de réunir dans les mêmes mains la police et la justice.

Dans son rapport à la Constituante sur l'organisation de la force publique, le député Rabaut ne manqua pas de faire observer que c'était là un moyen de permettre à la gendarmerie de suivre les traces du délit et de le constater juridiquement.

En France, la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur de la République est attribuée dans la gendarmerie aux seuls officiers ; les gradés ne sont que commandants de la force publique et agents de la police judiciaire.

Dans la Régence, il va sans dire que les officiers de gendarmerie ont les mêmes droits que leurs camarades de la Métropole ; mais ils n'ont que très rarement l'occasion d'en user, car l'étendue des arrondissements fait que presque toujours le juge de paix ou le chef de brigade (sinon tous les deux) est sur les lieux bien avant l'officier.

C'est là, à notre avis, la raison principale qui a fait prendre au Président de la République les décrets des 15 février 1898 et 27 juin 1906 étendant la qualité d'officier de police judiciaire aux chefs de brigade et aux gendarmes chefs de poste.

Le Code tunisien de procédure pénale a encore ren-

(1) Un dernier vestige de ce droit subsiste encore. Le tribunal prévôtal a été maintenu aux armées, lorsque celles-ci opèrent hors du territoire national.

forcé ces pouvoirs, comme nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer.

Les art. 20 et 30 combinés permettent aux officiers, aux gradés et aux gendarmes chefs de poste d'instrumenter comme officiers de police judiciaire auxiliaires des parquets tunisiens *partout* où ils découvrent les infractions à la loi.

« Il n'est pas question ici du lieu où ils exercent leurs fonctions habituelles : la formule est plus large et tient certainement à la confiance spéciale dont ces officiers de police judiciaire jouissent en Tunisie, ainsi qu'aux nécessités locales, car les gendarmes sont appelés, en Tunisie, à se déplacer assez fréquemment hors de leur résidence habituelle. » (1)

Une seule condition, presque toujours remplie d'ailleurs, est imposée : il faut que ces militaires soient dans l'exercice de leurs fonctions (mission, transfèrement, tournée, etc.). Un officier ou un gradé en permission serait incompétent.

De même que l'arrivée du juge d'instruction ou du commissaire du Gouvernement, en cas de flagrant délit, pourrait dessaisir l'officier de gendarmerie, qui aurait commencé l'instruction, de même cet officier aurait le droit de dessaisir à son tour son subordonné, gradé ou chef de poste.

Il y a là *une création originale* de la loi tunisienne (qui n'existe en droit français qu'en faveur des officiers de police judiciaire dits *supérieurs*) et qui permet à *certains officiers de police, auxiliaires, de dessaisir dans l'intérêt de la justice d'autres officiers de police d'un rang moins élevé.* » (2)

Cette sorte de subordination *« était inévitable dans un pays où il y a des traditions hiérarchiques à ménager*

(1) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 39, op. cit.

(2) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 41, op. cit.

(par exemple en faveur des caïds) et où, d'autre part, le Protectorat doit exercer son contrôle sur tous les rouages de l'administration indigène. » (1)

Nous noterons au passage une autre extension du droit français en Tunisie. L'art. 20 du Code de procédure pénale donne une liste limitative des officiers de police judiciaire, mais cette liste est plus large que dans le système français. Là encore il ne pouvait en être autrement : « Cela tient à la difficulté des communications et en ce qui concerne les officiers français de police judiciaire, à la nécessité de rester en harmonie avec la pratique des tribunaux français de la Régence. » (2)

Ceci dit, quels sont les pouvoirs du gradé ou du gendarme chef de poste agissant en qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire des parquets tunisiens ?

Tous ceux que lui attribue le Code d'instruction criminelle français en y ajoutant les particularités suivantes :

S'il n'y a pas flagrant délit, l'enquête se fait dans la forme habituelle : interrogatoire sommaire des inculpés, audition des témoins sans prestation de serment, perquisition *s'il y a péril en la demeure* (3), pouvoir de mettre le prévenu en état d'arrestation provisoire (c'est plus que le *saisir* du décret d'organisation de la gendarmerie) et de le conduire sans retard au tribunal le plus proche (art. 29 du Code tunisien).

En cas de crime ou de délit flagrant (4), il exerce complètement les pouvoirs d'instruction qui appartiennent

(1) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 41, op. cit.

(2) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 92, op. cit.

(3) Art. 87 du Code tunisien de procédure pénale qui, dans ce cas, assimile entièrement l'officier de police judiciaire au juge d'instruction.

(4) On restreint en France le *temps voisin du délit* au jour où ce délit s'est commis et à tout le lendemain. En droit tunisien, on admet qu'il y a plutôt une question de circonstances et que l'expression *temps voisin du délit* est laissée à l'appréciation du juge.

au commissaire du Gouvernement. Il en résulte notamment qu'il peut perquisitionner dans une habitation et ses dépendances, même pendant le temps de nuit et *sans la réclamation du maître de la maison*, pour y faire saisir le prévenu (art. 85 du Code). En France, il ne serait possible que de garder la maison à vue ou de l'investir.

Toutefois, par respect des traditions religieuses, le gradé ou le chef de poste n'aurait pas le droit de pénétrer dans les mosquées ou autres lieux du culte musulman. Un officier de police judiciaire tunisien (caïd par exemple) aurait seul ce pouvoir.

En ce qui concerne l'exécution des commissions rogatoires et le droit de recevoir les plaintes et les dénonciations, nous n'avons aucune remarque à faire. Le Code tunisien de procédure pénale n'innove rien en la matière, étant entendu évidemment que sur ces points également la compétence *ratione loci* de la gendarmerie peut s'étendre à tout le territoire de la Régence.

Tel est, en résumé, le rôle de la gendarmerie dans le domaine de la police judiciaire.

Le Code tunisien de procédure pénale n'a eu garde d'oublier cette arme ; il lui a même donné parfois des pouvoirs redoutables ; mais on ne saurait dire que ce n'est pas en connaissance de cause qu'il a agi ainsi.

Dans une instruction en date du 23 février 1922 sur l'application du Code, le Secrétaire Général du Gouvernement tunisien a fait l'honneur à la gendarmerie de lui donner les raisons qui ont présidé à la rédaction des art. 20 et 30 du Code de procédure pénale :

« Ce texte ne fait que consacrer la pratique, établie en Tunisie, où les chefs de poste de gendarmerie ont toujours rendu à la police judiciaire les plus précieux services. Le Protectorat a intérêt pour remplir sa mission de justice à investir de cette mission les fonctionnaires ou militaires en qui il a confiance. »

CHAPITRE VIII

Les décrets beylicaux

Nous avons dit plus haut que ces décrets relevaient à la fois de la police administrative, qui est surtout préventive, et de la judiciaire, qui est toujours répressive, puisqu'elle recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (art. 8 du Code d'instruction criminelle).

La gendarmerie, qui a pour mission d'appliquer ces textes, guide donc et conseille autant qu'elle réprime.

Il n'est pas dans notre intention de passer en revue les 127 décrets tunisiens portés au répertoire des brigades. Un volume n'y suffirait pas. Nous nous arrêterons un instant sur ceux qui diffèrent le plus des textes similaires français ou qui sont particuliers à la Régence.

Remarquons qu'il arrive souvent que les décrets beylicaux renvoient pour les peines soit au Code pénal français, soit au Code pénal tunisien, suivant la qualité d'Européen ou d'indigène du délinquant.

Parfois aussi le décret se contente de rendre applicable à la Tunisie un décret ou une loi française (1).

Enfin, dans la Régence, les mots lois, décrets, règlements sont synonymes. Si nous employons le mot *décret*

(1) C'est le cas par exemple du décret du 12 mai 1920 (*Journal Officiel Tunisien* du 29 mai 1920) rendant applicable dans la Régence la loi française du 2 juillet 1850 dite *Loi Grammont*.

c'est parce que nous estimons que c'est le terme le plus exact et le plus usuel (2).

I. — Code pénal tunisien (2)

DÉCRET DU 9 JUILLET 1913 (5 CHAABANE 1331)

Du livre premier, nous retiendrons simplement que les délinquants tombent sous le coup de la loi pénale dès l'âge de 7 ans (l'Arabe est plus précoce que le Français !) ; que de 7 à 15 la peine est en général réduite de moitié et qu'enfin, faute d'un état civil encore bien assis, le juge du fait est compétent pour déterminer l'âge, lorsque celui-ci est incertain.

L'art. 116 (livre II) protège le fonctionnaire et l'agent de la force publique en cas de rébellion ; à ce titre il nous intéresse. Si le coupable n'est pas armé, il est puni de six mois de prison et de 200 francs d'amende ; s'il est armé, de trois ans de prison et de 500 francs d'amende.

Le livre III (Contraventions) est le plus important pour la gendarmerie ; il vise une foule d'infractions que les gendarmes ont journellement l'occasion de relever au cours des tournées.

Parfois deux textes répressifs existent pour la même matière, l'un appartenant au Code pénal, l'autre à une

(1) « Dans la pratique, cependant, il arrive que l'on emploie le mot loi pour les dispositions réglementaires générales et importantes, le mot règlement pour les dispositions moins importantes de simple exécution et le mot décret pour les actes qui ont le caractère d'actes exécutifs. Mais le mot décret est le seul qui correspond à la réalité. » (Conférences sur les administrations tunisiennes, p. 91, op. cit.)

(2) On trouve ce texte et ceux des décrets beylicaux suivants soit dans le Code annoté de la Tunisie de Zeys, soit dans les Codes et lois de la Tunisie de Lagrange et Fontana. Nous renvoyons donc une fois pour toutes à ces documents que nous avons précédemment cités.

loi ou à un décret spécial, soit français, soit tunisien (1). Ces doubles textes présentent plus d'avantages que d'inconvénients, car si l'agent de la force publique ignore l'un d'eux, souvent du moins connaît-il l'autre.

Les art. 315 et 317 font partie du bréviaire du gendarme.

« ART. 315. — *Sont punis de 15 jours de prison et de 20 francs d'amende ceux qui, légalement requis, refusent de donner leur nom et leur adresse ou donnent des noms ou adresses inexacts.* »

Infraction courante, car l'Arabe, rencontré sur une piste en train par exemple d'exercer des mauvais traitements sur son bourricot, ne possède aucun papier d'identité et tente souvent de s'appeler Mohamed !

Lorsque les délinquants vont de compagnie, il suffit de les interroger successivement et à part pour découvrir la fraude.

« ART. 317. — 1° et 2° *Mêmes peines à ceux qui servent des boissons alcooliques à des Musulmans... à ceux qui se trouvent sur la voie publique dans un état d'ivresse évidente.* »

Le Coran ne suffit plus toujours pour retenir l'indigène et quand celui-ci se met à boire, il le fait sans modération, comme s'il voulait absorber la part de ses coreligionnaires restés sobres !

« 3° et 4° *Ceux qui exercent des mauvais traitements sur des animaux domestiques.* »

Infraction encore plus fréquente. L'indigène entretient une plaie sur les fesses ou sur le garrot de son âne et il

(1) Exemples : les mauvais traitements envers les animaux domestiques sont réprimés par l'art. 317 du Code pénal tunisien et par l'article unique de la loi française du 2 juillet 1850 applicable en Tunisie. La vente des boissons alcooliques aux indigènes musulmans est réprimée par l'art. 317, 1° du Code tunisien, et par l'art. 17 du décret beylical du 29 novembre 1920 sur les débits de boissons, etc.

pique dedans avec un bâton pointu pour activer la marche de l'animal. Il s'étonne parfois, ou feint de s'étonner, que les gendarmes lui dressent contravention. « *Mon âne est à moi, disait récemment l'un d'eux, donc j'ai le droit à'en faire ce que je veux !* »

II. — Rage - Chiens errants

DÉCRET DU 3 JUIN 1916 (3 CHAABANE 1334)

L'art. 6 du décret du 3 juin 1916 prescrit que « *les chiens de garde devront être tenus en laisse, attachés ou enfermés pendant la journée et ne pourront être lâchés que la nuit* ».

Cette mesure est prise contre la rage, mais est-elle bien efficace ? Assurément non, puisque l'animal peut divaguer pendant la nuit.

Si on songe que chaque gourbi a un ou plusieurs chiens (de ces chiens blancs sauvages, de race kabyle, souvent mélangés de chacal) qui rôdent la nuit dans le bled à la recherche de quelque charogne à dévorer, peut-on s'étonner que les cas de rage soient si fréquents ?

Les journaux (récemment encore la *Dépêche Tunisienne*) poussent périodiquement le cri d'alarme et publient les statistiques toujours montantes de l'Institut Pasteur à Tunis ; rien n'y fait.

C'est l'éducation de l'Arabe au point de vue de l'hygiène et de la salubrité publique qu'il faut tenter. Mais est-ce possible dans la campagne, où les gens vivent souvent comme des bêtes ? Ce sera peut-être l'œuvre du XXI^e siècle !

En attendant, les gendarmes verbalisent le jour et affrontent la nuit, au cours des tournées, les chiens rendus encore plus hargneux par leur passage.

III. — Hôtels garnis, auberges, fondouks

DÉCRET DU 12 NOVEMBRE 1919 (18 SFAR 1338)

Ces établissements, dont l'ouverture n'est subordonnée qu'à une déclaration préalable faite à la police, nous in-

téressent au point de vue de la recherche des individus signalés.

Tout logeur est tenu d'exiger, dès l'arrivée des personnes qui prendront domicile chez lui, la rédaction d'un bulletin individuel avec indication des pièces d'identité que le voyageur aura produites ; mention sera faite de la non production de ces pièces.

Peut-on admettre qu'un malfaiteur sera assés naïf pour fournir des pièces d'identité ? Assurément non, ou alors c'est qu'il en possédera de fausses.

La gendarmerie a pour devoir de vérifier fréquemment les registres sur lesquels sont transcrits les bulletins.

Cette opération se retourne souvent contre le logeur, dont le registre est mal tenu, rarement contre le voyageur.

Tant qu'il ne sera pas créé une carte individuelle d'identité avec photographie et empreintes digitales, toutes ces mesures de police seront, à notre avis, inopérantes.

Mais ce qui n'a pas encore été tenté en France est encore bien plus impossible dans la Régence, où l'indigène est illettré et n'aurait cure de conserver en bon état sa carte d'identité, s'il en possédait une.

Nous ne pouvons que répéter après le lieutenant-colonel Larrieu que « *le conflit entre la liberté et la nécessité de la répression durera vraisemblablement sans issue prochaine et le nombre considérable des malfaiteurs impoursuivis, que révèlent les statistiques, sera longtemps encore la rançon de la liberté individuelle.* » (1)

IV. — Séjour des étrangers dans la Régence

DÉCRET DU 13 AVRIL 1898 (21 KAADA 1315)

COMPLÉTÉ PAR CELUI DU 24 JUIN 1916 (22 CHAABANE 1334)

Ici nous nous trouvons en présence d'un texte dont l'efficacité n'est pas douteuse.

(1) *Service spécial de la gendarmerie*, p. 199, op. cit.

Les colons français sont malheureusement encore trop rares dans le bled et lorsqu'un étranger travailleur et sérieux veut s'établir en Tunisie il doit être bien accueilli.

En revanche il est tout naturel qu'il soit soumis à des obligations.

Dans les cinq jours de son arrivée il sera tenu de faire, devant l'autorité de police locale, une déclaration de résidence *en justifiant de son identité*. Il recevra ensuite un extrait du registre d'immatriculation qui deviendra sa nouvelle pièce d'identité, car, mesure excellente, les documents sur le vu desquels on l'aura enregistré seront conservés par l'autorité, qui aura reçu la déclaration.

Néanmoins, nous estimons que le texte n'est pas assez strict en cas de changement de résidence dans la Régence. Les pièces d'identité sont alors rendues à leur propriétaire et on se contente d'aviser l'autorité du lieu où l'étranger a déclaré vouloir se rendre. Pourquoi ne pas avoir édicté que ces pièces seraient conservées et transmises au point d'arrivée par l'administration ? Quoi qu'il en soit, l'immatriculation est une mesure de sécurité publique parfaite surtout si, comme le prescrit la note circulaire de la Direction de la Sûreté en date du 24 avril 1898, on a soin d'en profiter pour prendre un signalement discret mais sûr de l'étranger.

Chaque fois que la gendarmerie se trouve en présence d'un étranger (plaignant, témoin (1), inculpé, etc.) elle ne doit pas manquer de lui demander son extrait d'immatriculation. Si un procès-verbal est établi, il fait mention de l'existence de cette pièce ou alors il annonce que l'étranger est sous le coup d'un autre procès-verbal pour n'avoir pas satisfait au décret qui nous occupe.

(1) Le gendarme doit cependant se montrer tolérant vis-à-vis des témoins qui aident à une enquête. Il les engagera au besoin à se mettre en règle de suite et s'assurera auprès de la police que la formalité a été remplie.

La première infraction entraîne une amende de 50 à 200 francs et même un emprisonnement de 6 jours à un mois si le délinquant a fait sciemment une fausse déclaration ; ce dernier peut même être expulsé. En cas de récidive, la prison, puis l'expulsion sont prononcées.

V. — Introduction. commerce, détention et port des armes

DÉCRET DU 18 MARS 1913 (10 RABIA ETTANI 1332)

L'introduction des armes en Tunisie sans autorisation est formellement interdite ; il en est de même de leur commerce ; enfin, tout armurier ne peut vendre une arme que sur la production d'un permis d'achat.

Il nous semble inutile d'insister sur l'opportunité de telles mesures, qui s'imposent dès le lendemain de notre arrivée en Tunisie. Le traité du Bardo contient déjà une clause (art. 9) prohibant *toute introduction d'armes ou de munitions de guerre*.

Le décret du 18 janvier 1883 réglementa l'importation des armes de chasse ordinaire ou de luxe ; il contribua à rassurer les premiers colons. Il a été suivi des décrets des 14 avril 1894, 21 juillet 1896, 22 novembre 1911 et 13 avril 1912, tous abrogés par le décret actuel du 18 mars 1913.

La gendarmerie est surtout appelée, au cours des perquisitions ou lorsqu'elle fouille des individus arrêtés, à appliquer les titres III et IV visant les dépôts d'armes et le port des armes apparentes, dangereuses, secrètes ou cachées.

Tout dépôt d'armes quelconque chez les particuliers non autorisés à en faire le commerce est interdit. Est considéré comme dépôt la détention d'une quantité *d'au moins trois armes*, sauf en ce qui concerne les armes anciennes ou artistiques de la catégorie dite *armes de panoplie*.

Puisqu'il faut une autorisation, comme nous allons le voir, pour porter une arme, pourquoi avoir toléré la détention de 3 armes ?

Oh ! nous entendons bien, qu'on objectera que nous porterions par trop atteinte à la liberté individuelle d'agir ; mais cependant, qui veut la fin veut les moyens.

Les colons et les étrangers sont soumis à la même réglementation que les Tunisiens ; il était impossible de faire autrement ; du moins qu'ils reconnaissent qu'on ne leur refuse jamais les autorisations justifiées.

Et nous serions ainsi armés vis-à-vis de l'indigène du bled. Au permis de port d'arme devrait s'ajouter le permis de posséder deux et même trois armes, si l'on tient à maintenir ce dernier chiffre.

L'officier de police judiciaire ou même le gendarme, quand il y a consentement du propriétaire, qui entre dans un gourbi pour y rechercher des objets volés, aurait ainsi le droit de saisir, le cas échéant, des armes détenues sans autorisation.

Ce serait tant mieux, car, si l'on se plaît à dire que le Marocain est un lion, l'Algérien un homme et le Tunisien un mouton, reconnaissons qu'il arrive que le mouton devient enragé. Il suffit bien souvent qu'il soit fanatisé par un chef religieux ou un marabout ambitieux.

Nous n'en voulons comme preuve que les événements de Thala en 1906 connus sous le nom d'affaire de Kasserine (1). Il a fallu réprimer dans le sang alors que rien de semblable ne se serait produit si les indigènes n'avaient pas détenu des armes, avec lesquelles ils ont attaqué des fermes, massacré plusieurs colons et tenté le siège en règle du contrôle civil de Thala.

Le port des armes est mieux réglementé.

« Nul ne peut porter une arme apparente quelconque sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation » (art. 19) et plus loin : « Le port de toute arme dangereuse, cachée ou secrète, quelle qu'elle soit, est interdit » (art. 20).

(1) Voir le *Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1906*, p. 16 à 19.

Cependant, comme il arrive souvent que des Européens et même des indigènes sont appelés à se déplacer dans des conditions parfois périlleuses (notamment lorsqu'ils assurent un service public de transport), des autorisations exceptionnelles de port d'armes non apparentes peuvent leur être délivrées (art. 21).

Toutes ces prescriptions sont des plus judicieuses.

La gendarmerie, en cas d'infraction, ne manque pas de saisir l'arme, qui est déposée au greffe du tribunal.

C'est surtout à l'occasion des délits de chasse, dont nous allons parler maintenant, que les agents de la force publique verbalisent contre les porteurs d'armes non munis de l'autorisation réglementaire.

VI. — Exercice de la chasse

DÉCRET DU 29 MAI 1918 (18 CHAABANE 1336)

On peut dire que c'est de tout temps que la gendarmerie a été chargée de réprimer le braconnage et de poursuivre les chasseurs délinquants. Une ordonnance de 1538 fixait déjà les attributions spéciales de la maréchaussée en cette matière.

Nous n'aurions donc pas abordé ce sujet si, en Tunisie, les conditions du délit n'étaient toutes différentes de celles exigées en France.

Il se produit, si l'on peut dire, un enchevêtrement du décret sur le port des armes et du décret sur l'exercice de la chasse.

Dans la Régence, le permis de chasse n'existe pas. Quiconque est autorisé à porter une arme a le droit de chasser, s'il observe les restrictions apportées à ce droit par le décret du 29 mai 1918 : il faut que la chasse soit ouverte, que ce soit pendant le jour, qu'il n'y ait pas de neige (bien rare en Tunisie en dehors de quelques régions montagneuses), qu'aucune défense ne soit faite sur la propriété d'autrui, etc.

Si l'on ajoute qu'il doit y avoir *acte de chasse*, que cet acte peut être *très complexe* et que les rédacteurs des

procès-verbaux devront « *exposer de façon précise et détaillée quelles sont les circonstances caractéristiques de l'acte dont ils ont été témoins, car c'est d'après ces indications que les tribunaux apprécieront souverainement* » (1), on comprend combien de fois il est possible au délinquant d'échapper à une sanction.

Le prétendu chasseur, s'il a une autorisation de port d'arme, aura souvent aussi la faculté d'invoquer qu'il est à la poursuite de tel ou tel gibier faisant l'objet d'un arrêté spécial, même pendant le temps de la fermeture de la chasse (caille, grives, autres oiseaux de passage, etc.).

Si au contraire il ne possède pas d'autorisation de port d'arme, il tombe sous le coup du décret du 18 mars 1913, dont nous venons de parler et le gendarme n'a pas toujours la possibilité de dresser également procès-verbal pour délit de chasse.

Nous exprimerons donc ici deux desiderata :

1° S'il y a autorisation de port d'arme, le chasseur délinquant devrait se voir obligatoirement retirer cette autorisation et l'arme devrait être saisie effectivement et non laissée entre les mains de celui qui la détient à charge par lui de la présenter au tribunal, s'il en est requis ;

2° Le permis de chasse est à créer en Tunisie comme en France. Ce serait une occasion excellente d'augmenter les perceptions du Trésor (car, bien entendu, un droit serait acquitté lors de la demande ou de la remise des permis) et on faciliterait considérablement la tâche des agents verbalisateurs.

VII. — Racolage de denrées alimentaires

DÉCRET DU 30 JANVIER 1913 (23 SFAR 1331)

L'augmentation de la cherté de la vie en Tunisie a pris des proportions telles (bien supérieures encore à

(1) Note de la Direction générale de l'Agriculture accompagnant l'envoi du décret.

celles de France) que nous croyons bon de dire quelques mots d'un décret qui s'efforce d'apporter une atténuation à la crise que subit l'acheteur.

« ART. 1^{er}. — *Le racolage de denrées alimentaires, telles que volailles, pigeons, œufs, beurre, etc., est formellement interdit.*

« *Constitue le racolage toute opération d'achat et de vente ou tendant à provoquer, par des stationnements, expositions, appels, etc., l'achat ou la vente des denrées ci-dessus en dehors des marchés publics, dans les rues, places, routes, chemins, pistes, etc.*

« *Ne sont pas considérées comme constituant le racolage, les opérations faites par des particuliers pour se procurer de menues quantités en vue de leur consommation personnelle, etc. »*

Il y a évidemment saisie des denrées racolées, mais le plus souvent pour éviter que des marchandises périssables ne soient perdues ou vendues à vil prix dans le lieu où elles ont été achetées, le Service des Contributions Diverses consent à transiger.

Nombreux sont les procès-verbaux dressés en la matière par la gendarmerie (une centaine par an environ) et un exemple récent montrera que son intervention est loin d'être négligeable et qu'elle a entendu l'appel de la Direction des Contributions Diverses en date du 3 février 1913 : « *L'administration attache le plus grand prix à la répression du racolage, qui est l'une des principales causes de la cherté des vivres... Il s'agit d'ailleurs d'opérations d'intérêt général auxquelles chaque agent de la force publique doit avoir à cœur de concourir.* »

Dans le courant de février 1923, un Israélite de Nabeul parcourait, pour racoler, les douars et les villages dont certains à plus de 50 kilomètres, dans la région nord du Cap Bon.

Dans l'un de ces villages, peuplé d'indigènes, il n'avait trouvé rien de mieux que de mobiliser une équipe d'A-

rabes qui parcouraient les rues en criant : « *J'achète les œufs à tel prix, les poulets à tel autre.* »

Un gendarme de surveillance (il n'y a pas de police dans la localité) s'empressa de venir prévenir son chef de poste et tous deux se mirent en devoir de rechercher les racoleurs et leurs marchandises. En quelques instants 4.200 œufs et une centaine de volailles furent saisis.

Les œufs avaient monté de 0 fr. 60 par douzaine ! Quelques jours après ils revenaient à leur prix habituel. Le patron-racoleur, lui, n'est pas revenu...

VIII. — Mesurage des matières sèches
et pesage des marchandises

DÉCRET DU 20 AVRIL 1910 (9 RABIA ETTANI 1328)

Nous ne citerons ce décret qu'au sujet de *l'arasement*.

« ART. 1^{er}. — *Le mesurage des matières sèches (céréales, olives, légumineuses en grains, etc.) comporte obligatoirement, quel que soit le lieu où il y est procédé, l'arasement des mesures de capacité, utilisées en l'es-pèce.* »

L'art. 2 ajoute : « *Le résultat s'obtient au moyen d'une radoire ou règle plate en bois ou en métal, tenue de champ, perpendiculairement à la surface à araser, etc.* »

Or qu'arrive-t-il sur les marchés arabes dans le bled ?

L'acheteur indigène veut, exige que la mesure soit surmontée de la *chéchia*, c'est-à-dire que le grain forme monticule et qu'il ne retombe en dehors que ce que la pesanteur entraîne.

Si un vendeur s'en tient au décret, il voit les clients aller chez son concurrent moins à cheval sur le règlement.

Que le gendarme vienne à passer, il verbalise. Mais contre qui ? Contre le vendeur ou contre l'acheteur ?

L'infraction a été évidemment commise par le vendeur, mais n'est-ce pas l'acheteur qui l'a provoquée ?

Nous voudrions que le décret précise ce point et autorise les agents de la force publique à dresser procès-ver-

bal à l'acheteur, lorsqu'il n'est pas douteux que ce dernier a été le promoteur de l'infraction.

IX. — Culture du pavot
DÉCRET DU 4 FÉVRIER 1918

Ce décret a pour but d'interdire la culture du pavot considérant que « *le pavot cultivé ou croissant à l'état sauvage dans la Régence est susceptible d'alimenter la fraude sur l'opium et de servir à des décoctions nuisibles à la santé publique* ».

Nous voulons simplement relever une exception curieuse à la théorie du droit tunisien que le ministère public a seul le droit d'agir et de décider des poursuites quand il s'agit d'infractions de droit commun. Or ici c'est précisément le cas ; il ne saurait être question d'infraction fiscale autorisant l'administration à transiger, à se désister ou à renoncer.

Et cependant le texte du décret renvoie au décret du 3 octobre 1884 qui donne à l'administration le droit d'exercer l'action publique.

Nous concluons avec M. Dupla que le « *décret sur la culture du pavot, pris au moment où l'organe spécial du Ministère public n'existait pas dans la justice tunisienne, est implicitement abrogé, quant à la procédure, par l'art. 13 du nouveau Code de procédure pénale du 30 décembre 1921. En tous cas on pourrait contester à l'administration le droit d'agir en lui opposant simplement qu'elle n'a aucun intérêt particulier à défendre.* » (1)

Nous ne poursuivrons pas plus avant l'étude des décrets tunisiens, cela nous entraînerait trop loin.

Nous avons tenu néanmoins à ne pas les passer sous silence pour bien montrer que le gendarme en Tunisie

(1) *Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 61, op. cit.

doit posséder des textes plus nombreux encore que celui de France.

Ce sera donc une raison de plus pour chercher à n'attirer dans la compagnie de Tunisie que des militaires capables d'une grande assimilation, ayant du bon sens et doués d'une certaine mémoire.

Si nous voulions être complets, nous aborderions encore une foule de sujets : instruction militaire, inspection, étude de l'arabe, tribunaux dont sont justiciables les gendarmes, police militaire, moyens de défense, emploi des armes, conduite à tenir au cours des événements extraordinaires, etc., etc.

Mais nous reconnaissons que sur la plupart de ces points le rôle du gendarme de Tunisie diffère peu de celui du gendarme de France.

Aussi terminerons-nous là l'exposé du passé et du présent de la gendarmerie en Tunisie.

Conformément au plan de notre étude, il nous reste à examiner maintenant son avenir. Les problèmes à résoudre sont vastes, complexes, particulièrement délicats : pour défendre la Compagnie de gendarmerie de Tunisie et tracer le cadre de son activité future, il eut fallu une plume plus autorisée que la nôtre.

TROISIÈME PARTIE

L'avenir de la gendarmerie en Tunisie

Nous entendons par *avenir de la gendarmerie* non pas ce qui se produira fatalement, inéluctablement, mais ce que nous osons envisager comme souhaitable pour le développement rationnel de l'activité de la gendarmerie en Tunisie.

Dans cet ordre d'idées, nous demandons essentiellement que le filet de la Compagnie de Tunisie s'étende sur toute la Régence et que les mailles tissées indûment par la police en 1899, lors de la création des postes de gardes à cheval, soient confiées désormais à la gendarmerie ; en un mot, que cette dernière remplisse au pays des beys toute la mission qui est son apanage en France, en Algérie et au Maroc.

A côté de cette idée dominante, nous en émettrons d'autres d'ordre secondaire, mais dont le total est loin de fournir une quantité négligeable.

A la gendarmerie tout son rôle, mais, à une gendarmerie bien encadrée, intelligente et capable et dont tous les membres serviront en Tunisie avec un entier dévouement, qui aura sa récompense dans des satisfactions matérielles et morales.

CHAPITRE PREMIER

Desiderata et améliorations

I. — Rapports avec les contrôleurs civils

Nous avons vu précédemment que quelques contrôleurs civils ont une tendance ou à demander à la gendarmerie l'exécution de missions, qui lui sont tout à fait étrangères, ou à feindre d'ignorer cette arme, parce qu'ils ne l'ont pas suffisamment sous leur dépendance.

Ces abus ou cette défiance cesseraient si les rapports entre les contrôleurs civils et la gendarmerie étaient plus nettement fixés.

« Le contrôleur civil (1) est chargé de la haute police de sa circonscription et il doit servir de trait d'union entre les divers services mis à sa disposition et coordonner leur rendement », et plus loin :

« Dans tous les cas où les agents d'exécution sont des cheikhs, des spahis de l'oudjak ou des postes de gardiens réquisitionnés, le contrôle doit être assuré par les agents du contrôleur civil : gradés de l'oudjak, brigades mobiles, postes de police et brigades de gendarmerie. »

Il y aurait donc lieu de définir avec précision le rôle de chacun de ces agents et de mettre la gendarmerie au courant de certaines missions, confiées aux cheikhs ou aux spahis de l'oudjak, dont les contrôleurs voudraient voir vérifier l'exécution au cours des tournées.

(1) Lettre résidentielle N° 6975 du 30 décembre 1919.

Nous l'avons dit aussi : la gendarmerie a son rôle propre qu'on ne saurait réduire sans porter atteinte à l'essence de son service : la surveillance des campagnes et des voies de communication.

Mais en dehors de cette tâche intangible et de son instruction militaire et spéciale, qui ne relèvent que de ses officiers, elle peut se rendre utile sur une foule de points qu'il serait nécessaire de déterminer d'une façon, sinon absolument précise, du moins assez nette pour qu'il ne soit plus demandé à un gendarme de remplir une mission qui incombe à un spahis de l'Oudjak ou à un cheikh. Inversement, un chef de brigade serait dans son rôle en rendant compte que tel ou tel agent indigène n'a pas fait sa tournée ou n'a pas exécuté les ordres reçus avec toute la conscience désirable.

Les lettres résidentielles des 31 décembre 1908 et 30 décembre 1919 ont tracé la voie à cette coordination indispensable ; nous estimons qu'il ne serait pas impossible de pousser plus avant en chargeant une commission mixte (chef de service à la Résidence, contrôleur civil, officier de gendarmerie) de mieux définir l'action du contrôleur civil et les limites dans lesquelles il peut faire appel à la gendarmerie.

Ce travail, après sa mise au point, serait soumis à l'approbation du Général Inspecteur de la gendarmerie et du Résident Général de la République française à Tunis.

II. — Police judiciaire

La rédaction des procès-verbaux de contraventions courantes serait utilement simplifiée s'il existait, comme pour les procès-verbaux d'arrestation de déserteurs et d'insoumis, des imprimés contenant toutes les questions à poser, toutes les constatations à faire.

Le gendarme, moins accablé par les écritures, verbaliserait plus volontiers, même lorsqu'une mission urgente lui permettrait à peine de s'arrêter chemin faisant.

La formalité de l'enregistrement est à supprimer,

croyons-nous. Le procès-verbal fait foi de sa date comme de son contenu ; qu'on se contente donc, si le Trésor ne veut pas perdre ses droits, de majorer d'autant les frais de justice au greffe du tribunal chargé de condamner.

Pourquoi aussi ne pas donner connaissance aux brigades, trimestriellement par exemple, du résultat des poursuites que leurs procès-verbaux ont dû provoquer ? La lecture des sanctions encouragerait certainement les agents verbalisateurs. Les juges de paix, les caïds et les parquets des tribunaux correctionnels français et tunisiens (1) seraient même autorisés, en adressant leur état, à émettre des desiderata visant la rédaction des procès-verbaux. La gendarmerie ne manquerait pas d'en tenir le plus grand compte et la répression y gagnerait.

En cas de crime ou de délit flagrant et en attendant l'arrivée de l'officier de police judiciaire, le gendarme aurait besoin d'être mieux armé, au moins en droit tunisien, pour perquisitionner en vue de la recherche des in-

(1) La justice française et la justice tunisienne sont en effet complètement indépendantes l'une de l'autre dans la Régence. Nous croyons bon de résumer très succinctement leurs différents rouages.

A) *Justice française.* — Les tribunaux français ont remplacé les anciennes juridictions consulaires ; ils connaissent par suite des litiges dans lesquels des Européens sont en cause. Dans un certain nombre de matières, spécialement prévues, ils sont toujours compétents. C'est ainsi que leur sont soumises toutes les contestations relatives aux propriétés immatriculées, même si l'intéressé est Tunisien.

Au point de vue pénal, qui nous intéresse plus particulièrement, la justice est exercée par les *tribunaux criminels* (au nombre de deux, l'un à Tunis, l'autre à Sousse, tenant quatre sessions par an et comprenant 3 magistrats et 6 assesseurs — sortes de jurés, mais à la fois juges du fait et juges du droit — dont 3 indigènes si l'accusé est indigène et 3 de la nationalité de l'individu poursuivi pour crime, s'il est étranger et si indigène et étranger le demandant), par les *tribunaux de police correctionnelle* et par les *tribunaux de simple police*. Il existe en outre un *Conseil de guerre* à Tunis compétent à l'égard de tous les mili-

culpés ou des pièces à conviction. Le Code tunisien a déjà dépassé le Code français sur ce point ; il lui suffirait de franchir une nouvelle étape.

S'il lui faut se déplacer d'urgence (crime commis au loin, poursuite rapide de malfaiteurs, événement extraordinaire, etc.), le commandant de la brigade devrait pouvoir louer (nous ne disons pas réquisitionner) une automobile en détachant d'un carnet à souche un simple bon mentionnant la somme due.

Les garages commencent à se compter dans la Régence et les propriétaires d'automobiles sont nombreux. Pour aider à la découverte d'un coupable, ces derniers ne demanderaient pas mieux que de prêter leur voiture, s'ils avaient l'assurance d'être payés, sans trop tarder, de leur temps, de leur essence et de l'usure de la machine ; mais certains se souviennent encore qu'ils ont dû renoncer, devant les difficultés de remboursement, à obtenir le montant d'un déplacement exécuté en 1914 au début de la mobilisation !

taires du corps d'occupation qu'ils soient Français ou Tunisiens.

B) *Justice indigène*. — Il y a dualité de législations : la loi religieuse d'une part, non codifiée, dont la principale base est constituée pour les Musulmans par la législation coranique et d'autre part la loi séculière inscrite dans des textes. A cette dualité correspondent deux ordres de juridictions distinctes : la justice religieuse et la justice séculière (voir pour toutes ces notions Gaudiani et Thiaucourt — *Législation, Gouvernement et Administration de la Tunisie*, titre II, chap. III, section II, op. cit.). L'application de la loi religieuse est confiée aux tribunaux du *Charaa* pour les Musulmans et au *tribunal rabbinique* pour les Israélites.

Les tribunaux séculiers comprennent : le tribunal de l'*Ouzara* dont le siège est à Tunis et qui connaît de tous les crimes et délits de nature à troubler la tranquillité publique ; les *tribunaux régionaux* (au nombre de 7) qui sont en quelque sorte des tribunaux correctionnels, et enfin, au bas de l'échelle, la *juridiction du caïd*, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

La mention sur le cahier mensuel du service exécuté justifierait l'engagement de la dépense et ce serait encore autrement plus économique que le side-car de la brigade qu'on nous laisse entrevoir...

Et les arrestations de gens sans pièces d'identité ou à pièces douteuses ? Elles aussi il faudrait les faciliter. La chambre de sûreté est là, mais comment souvent nourrir *le client* ? Et puis, s'il y avait arrestation arbitraire !

Le vagabond (1), au sens légal du mot, est un oiseau rare. Pour quelques sous trouvés sur lui, pour un semblant de certificat patronal, parfois apocryphe, l'individu arrêté est remis en liberté. Et le lendemain — comme le cas s'est produit récemment encore — le chef de brigade apprend qu'il a tenu un individu dangereux sous le coup d'un mandat d'arrêt...

Des bons de pain ou de repas des plus modestes seraient à remettre à la gendarmerie. Quant à la détention arbitraire, son fantôme devrait cesser d'annihiler l'initiative des capteurs, dès que l'authenticité des pièces d'identité pourrait être mise en doute.

Enfin, nous rappelons la nécessité où est parfois la gendarmerie d'avoir recours à des indicateurs. Dans le monde indigène il n'en manque pas, mais ils veulent être payés.

Le chef de brigade est un homme de devoir et de bon sens ; il n'irait pas sans raison gaspiller des fonds, qui lui seraient remis en dépôt.

Qu'on lui fasse confiance. Il se soumettra ensuite bien volontiers au contrôle de ses officiers, il ira même jusqu'à le désirer pour que le moindre soupçon ne vienne pas ternir sa réputation d'honnête homme.

(1) Les vagabonds ou gens sans aveux sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyen de subsistance et qui n'exercent habituellement aucun métier ni profession (Code pénal, art. 270). Il faut la réunion des trois conditions pour constituer le délit.

III. — Amélioration de la situation morale et matérielle du gradé et du gendarme

Le militaire de la gendarmerie a rang de sous-officier (1), mais s'il n'a pas été sous-officier au régiment ou s'il ne l'est pas effectivement dans son arme, certains avantages attachés à ce grade lui sont refusés, comme par exemple le taux de la retraite.

Il faut les lui donner tous, sans restriction.

La tenue d'avant-guerre vient d'être à peu près rétablie. Félicitons-en ceux qui en ont ainsi décidé. Le gendarme doit trancher sur ses camarades des autres armes ; en bleu horizon ou en kaki, il n'est pas le vrai gendarme, celui que nos pères vénéraient dans les campagnes au temps du chapeau noir et du baudrier jaune.

Et puis, au point de vue des sanctions, pourquoi maintenir l'exécution des arrêts de rigueur ? Pourquoi mettre en prison, parfois devant sa femme et ses enfants, toujours devant les femmes et les enfants des autres, un gendarme qui a failli évidemment à son devoir ou à la discipline, mais qui tout de même n'a pas à voisiner (les salles sont souvent contiguës) avec un malfaiteur arrêté la veille ?

Qu'on l'empêche d'aller se promener dans la résidence, qu'on inscrive sur son folio de discipline la faute commise, très bien ; mais, de grâce, qu'on s'en tienne là.

La chambre de discipline est-elle spacieuse et claire ? Nous en ferons une salle pour l'instruction écrite ; n'est-elle qu'un réduit ? nous dirons comme au siècle dernier un vieux gendarme qui avait quelques lettres :

*La boîte, c'est, je crois, son nom des plus techniques
Dans ses murs crayonnés, couverts de vieilles chiques,
Désormais transformée en sombre débarras
Logera sûrement les souris et les rats ! (1)*

(1) Décret du 21 février 1918 (*Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre*, 1918, p. 944).

(2) *Pandore*, p. 52, op. cit.

Si le gendarme puni sévèrement et moralement continue à se mal conduire, nous le traduirons devant un Conseil d'enquête et loin de l'enfermer nous lui rendrons toute sa liberté en l'excluant de notre arme d'élite.

Enfin, toujours dans l'ordre moral, nous voudrions qu'il existe un gendarme dit de 1^{re} classe dans chaque brigade. Il porterait sur la manche un insigne distinctif et quand son chef serait absent il le remplacerait. Bien entendu il serait choisi sur le vu de notes excellentes et après un examen portant sur l'instruction militaire et surtout sur l'instruction spéciale. On ne verrait plus ainsi, au départ en permission d'un gradé ou en cas de vacance, la brigade dirigée obligatoirement par le gendarme le plus ancien, qui, parfois, précisément en raison de son âge, n'a pas les qualités requises pour prendre le commandement et faire face aux situations imprévues et délicates.

Nous passerons maintenant aux améliorations matérielles... Que ne pourrions-nous pas dire sur ce pénible sujet en Tunisie !

Mais auparavant, voyons s'il n'y a pas quelque mérite à servir en plein bled.

Lorsque le Président de la République a fait l'honneur à l'Afrique du Nord de venir la visiter au début de 1922, la presse a reproduit des recommandations rappelées à toutes les personnes de la suite (1).

« Il est nécessaire de se conformer soigneusement aux règles générales d'hygiène dans les régions du territoire nord-africain où sont fréquentes les affections des voies digestives pour lesquelles la contagion peut se faire par l'alimentation... »

« L'hygiène corporelle devra être l'objet de soins réguliers : la contagion de certaines affections graves peut, en effet, se faire par des parasites (poux) qui se rencontrent parfois dans certains villages, etc., etc. »

(1) Voir notamment l'*Echo de la gendarmerie* du 7 mai 1922.

Est-ce que de semblables *recommandations* sont publiées lorsque le Président se rend dans la Provence ou dans la Picardie ?

Qui alors ne plaindra pas le gendarme « *obligé de coucher souvent à même le sol ou sur d'infectes nattes et tapis séculaires, souillés des contacts les plus suspects, côte à côte parfois avec les bestiaux, les chiens et les malades, en proie à la vermine toujours abondante ou effroyablement pullulante ?...* »

« *Et lorsque les vivres emportés sur le cheval sont épuisés, c'est la cuisine du bled avec suif rance et poivre rouge et comme breuvage ces mixtures spéciales que sont la plupart des eaux de la brousse, même celles de source : saumâtres, gluantes, magnésiennes avec comme filtre un mouchoir ou un pan de burnous...* » (1)

Si l'agent de police touche des indemnités pour le rembourser et au delà de ses frais de déplacement (2), le gendarme ne touche rien !

L'agent de police est habillé par le Gouvernement tunisien (3), le gendarme s'habille à ses frais !

Les tournées sont toujours longues, les routes toujours trop courtes, car il faut les quitter pour prendre les pistes.

La brigade de Ghardimaou notamment a tout son secteur dans la montagne sans aucune voie carrossable et on pourrait répéter ici, à juste raison, le mot de Vergniaud : « *Je ne crois pas que les chemins de l'enfer soient plus mauvais que les pistes de la région des Ouargha !* »

(1) *Echo de la gendarmerie* du 7 mai 1922.

(2) Nous apprenons que ces indemnités vont devenir forfaitaires. Une certaine somme sera allouée annuellement à chaque poste.

(3) Il touche automatiquement une tenue de drap tous les 18 mois ; les chaussures sont censées usées en 10 mois, les vêtements d'été en 5, etc. On lui donne même un casque tous les 15 mois.

Il faut que le gendarme soit de solide constitution, non seulement pour combattre la fatigue, mais aussi pour lutter contre les fièvres.

Personne n'ignore que les moustiques de l'Afrique du Nord portent souvent en eux le virus de la fièvre et qu'il est absolument impossible de faire un séjour de plusieurs années dans le bled sans en rapporter le germe d'accès périodiques.

Le gendarme n'est pas le seul atteint ; sa femme et ses enfants subissent le même sort, à un degré pire même, puisqu'ils sont moins résistants.

Récemment, un très bon gradé, parlant l'arabe, a dû rentrer en France pour ne pas laisser un enfant de plus sous la terre d'Afrique...

Pour l'instruction des enfants, quelles ressources peut-on trouver dans un village perdu au milieu du bled ? Les privilégiés ont sur place des internats qui préparent au brevet, les autres n'ont que des écoles communales ordinaires où souvent Européens et indigènes se mélangent dans une promiscuité désastreuse pour les premiers.

Et pour envoyer les enfants en pension à Tunis ou dans un internat voisin, il faut d'autres ressources que la solde du gendarme...

Est-ce à dire qu'en compensation on permettra largement au militaire et à sa famille de se rendre en France pour fuir le soleil torride de l'été africain, pour revoir les vieux parents et pour respirer l'air du pays natal ?

Voici la réponse sous forme d'histoire vraie.

Les fonctionnaires tunisiens ont droit à un passage gratuit tous les deux ans pour eux et leur famille (1).

Dans le courant de 1921 (2), le Ministre de la Guerre,

(1) Notons en outre que le passage comprend la gratuité des vivres, tandis que le militaire paie toujours, avant la délivrance de sa réquisition de transport, les frais de nourriture.

(2) C'est avec intention que nous ne donnons pas de précisions sur les dates et les documents. Nous ne voulons pas dans ce chapitre faire un cours d'administration et de comptabilité. Nous nous en tenons à des généralités, qui sont déjà assez éloquentes par elles-mêmes.

dont l'attention avait été attirée sur la situation désavantagée des militaires (un passage possible — nous ne disons pas assuré — tous les trois ans), avait laissé entrevoir qu'à partir de 1922 les passages gratuits seraient accordés tous les deux ans.

Des états nominatifs avaient été en conséquence établis sur lesquels les départs étaient échelonnés, de mai à fin octobre principalement.

Hélas ! dès le début d'août les crédits étaient épuisés !

Des démarches officielles pressantes furent faites pour demander quelques milliers de francs de plus. Elles aboutirent pas.

Du moins pour 1923, les militaires sont-ils fixés. Il ne pourra être accordé par le Ministre de la Guerre que la moitié — 46 sur 92 pour la Compagnie de gendarmerie — des passages sollicités après deux ans de séjour. Il en résulte qu'en réalité ce n'est plus après deux ans, mais après trois ou quatre ans que le congé à passer en France est accordé.

Mais voici une autre inégalité dangereuse.

Les fonctionnaires tunisiens touchent ce qu'on appelle *le tiers colonial*, c'est-à-dire que tous les traitements sont automatiquement augmentés d'un tiers.

L'armée est exclue de cet avantage considérable.

Aussi ne sommes-nous plus au temps où les premiers des écoles militaires demandaient l'armée d'Afrique. Présentement, le recrutement se fait surtout d'office.

Dans la gendarmerie, la crise est aussi aiguë, sinon plus.

Les nouveaux admis sont loin d'être des majors de promotions ! Les bons sujets restent en France, les moyens suivent, à contre-cœur souvent, le sort que leur a réservé leur numéro de sortie de l'école préparatoire.

De la question du tiers colonial comme de celles des traversées gratuites, les chefs militaires se sont émus. Le Ministre de la Guerre, dans la même circulaire, a promis de s'efforcer d'obtenir du Parlement une augmentation

de solde, sinon du tiers, du moins des deux cinquièmes. Que sera-t-il fait ?... 1922 et 1923 n'ont apporté aucune amélioration.

Bien mieux, au point de vue de la prime d'arabe, la gendarmerie est encore plus désavantagée que les autres armes.

Pour encourager l'étude de l'arabe, le Ministre de la Guerre a créé en 1921 (1) un brevet donnant droit à une prime mensuelle de 50 francs.

Un examen a été ouvert dans la Régence quelques mois plus tard et les gendarmes qui y ont pris part ont presque tous obtenu le brevet.

Ils s'attendaient, naturellement, à percevoir la prime. Nouvelle désillusion !

La Direction générale des Finances (2) du Gouvernement tunisien a refusé de reconnaître la prime militaire, prétextant qu'elle en payait une de 100 francs par an et qu'il n'y avait pas lieu d'en modifier le taux.

Pour le tiers colonial et les traversées, la gendarmerie est militaire ; pour la prime d'arabe, elle est civile !! Ainsi se trouve-t-elle habilement frustrée.

La conséquence de cette situation pénible est que les gendarmes anciens quittent la Tunisie et que les jeunes, rivés pour six ans à la terre d'Afrique, aspirent après le moment où ils pourront rejoindre leurs aînés dans la *douce France*.

Le gendarme de Tunisie gagne dix francs cinquante (10 fr. 50) de plus par mois que son camarade de la Métropole, et pour cette aumône il doit vivre dans le bled, s'user plus rapidement, compromettre la santé des siens, abandonner ses parents, étudier les textes pénaux

(1) Décret du 30 juin 1921 (*Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre*, 1921, p. 2414).

(2) C'est le Gouvernement tunisien qui a la charge de l'entretien de la gendarmerie, alors que toutes les autres armes sont payées par l'Etat français.

arabes, apprendre la langue, connaître les mœurs et la mentalité indigènes !

Le garde de police à cheval, logé lui aussi, habillé par le Gouvernement tunisien et indemnisé de ses déplacements, arrive, quand il prend un peu d'ancienneté, à un traitement supérieur à la solde globale du gendarme ayant le même temps de service.

Cependant, quand un agent de police demande à entrer dans la gendarmerie, sa candidature est, le plus souvent, refusée pour défaut d'instruction ou pour punitions au régiment.

Le gradé est-il mieux traité ?

Nous avons vu, en parlant du personnel, combien le rôle du chef de brigade est ingrat et absorbant. En Tunisie, plus qu'ailleurs, il doit être instruit et intelligent, puisqu'il est officier de police judiciaire. Toutes les responsabilités retombent sur lui et bien souvent, quand, après la tournée, ses gendarmes se reposent, il est à son bureau plongé dans ses écritures, dont le flot monte sans cesse.

Or ce gradé, qui est, comme nous l'avons dit, la cheville ouvrière de la gendarmerie, ne gagne, par rapport à son subordonné de même ancienneté, que trente-trois francs (33 fr.) de plus par mois ! (1)

Il en résulte une désaffectation grave pour les galons. Les gendarmes leur préfèrent leur tranquillité et désertent les tableaux d'avancement.

Il y a là une crise dangereuse que les compressions ne font qu'aggraver.

Pour avoir de bons pompiers, la ville de Paris leur

(1) Différence entre la solde d'un chef de brigade de 4^e classe de 8 à 15 ans de service et celle d'un gendarme d'une ancienneté équivalente. Il arrive fréquemment d'ailleurs que ce même gradé ne dépasse pas la 4^e classe. Il n'existe pas d'avancement automatique.

accorde des indemnités spéciales très appréciables et majore les retraites de l'État proportionnellement au temps passé à son service.

Si le Gouvernement tunisien désire arrêter la crise actuelle et garder de bons gendarmes et surtout de bons gradés, maintenus dans l'ignorance du bakchiche, anciens sous-officiers de l'armée, intelligents, instruits, décidés à apprendre l'arabe et à faire toute leur carrière en Tunisie, il doit les mieux rétribuer.

Esclave de son devoir, le gendarme n'en est pas moins homme et, sans avantages sérieux, il préférera servir en France plutôt qu'en Tunisie. « *Toutes les vertus se perdent dans l'intérêt comme les fleuves dans la mer* », selon le mot de la Rochefoucauld.

CHAPITRE II

Attaques et éloges

Pourquoi la gendarmerie ne doit pas être supprimée dans la Régence

En commençant ce chapitre, nous tenons à déclarer qu'il n'est pas dans notre intention d'ouvrir une polémique dont nous n'avons nullement le goût. Nous éviterons donc toute précision qui laisserait sous-entendre que nous visons telle ou telle personnalité, tel ou tel incident de séance publique ou de commission lors des sessions de la Conférence Consultative et récemment du Grand Conseil, qui l'a remplacée.

Par contre, pour les critiques et les éloges officiels ou semi-officiels, nous n'observerons pas la même réserve : nous ne serons plus ici dans le domaine de la politique.

Nous avons déjà eu l'occasion d'écrire qu'un très petit nombre de contrôleurs civils voient dans la gendarmerie un rouage de police à tenir à l'écart.

Pourquoi ? Parce que les chefs de brigade ne sont pas astreints, comme les commissaires de police et chefs de poste en résidence au siège du contrôle civil, *« de transmettre au contrôleur civil un rapport quotidien sur la marche de leur service et de se présenter eux-mêmes chaque jour devant lui pour recevoir ses instructions s'il y a lieu »* (1).

Nous avons répondu par avance à cette critique dans

(1) Note circulaire du Directeur de la Sûreté publique aux commissaires et chefs de poste en date du 31 décembre 1908.

un précédent chapitre : les chefs de brigade ont reçu des ordres pour se tenir en rapports suivis avec les contrôleurs civils et profiter de toutes les occasions de service pour se rendre à leur bureau. De plus, les deuxièmes expéditions des procès-verbaux (celles qui sont envoyées aux officiers pour leur permettre de faire des corrections et de donner des directives) passent d'abord par le contrôle civil chaque fois que l'enquête ou l'infraction intéresse la sécurité publique ou la police judiciaire. Les chefs de brigade n'ignorent pas en effet que le contrôleur civil a un droit de contrôle sur les officiers de police judiciaire de son secteur (1).

Mais les gendarmes ont leurs officiers ; ils ne peuvent obéir à la fois à ces derniers et aux contrôleurs civils. La discipline militaire doit reprendre ses droits.

Le contrôleur civil aura d'ailleurs toute facilité d'adresser au besoin ses doléances sur le service fait par la brigade dans le domaine de la surveillance du bled à l'officier qui, lors de ses inspections périodiques, ne manquera pas de rendre auprès de lui, surtout si, préalablement à sa venue, ce fonctionnaire a manifesté le désir de le rencontrer.

Ce qui prouve bien que l'attaque a peu de valeur, c'est que d'autres contrôleurs, plus nombreux que les premiers, tombent dans l'excès contraire et utilisent les gendarmes à tout propos et même hors de propos.

On reproche aussi à la gendarmerie d'être trop militaire, trop figée dans les prescriptions de ses règlements. Cette critique n'en cacherait-elle pas plutôt une autre, à savoir que cette arme n'est pas assez souple, est trop impartiale ?

(2) « Cette heureuse conception, dit M. Dupla, favorisera l'œuvre de la justice et s'exercera le plus souvent dans l'intérêt de la défense, car les indigènes qui se plaignent d'une irrégularité ont une tendance générale à recourir à la protection du contrôleur civil. » (*Précis de procédure pénale en droit tunisien*, p. 93, op. cit.)

Evidemment ; mais nous dirons que la gendarmerie a les défauts de ses qualités et qu'elle s'honore d'être militaire et de connaître la valeur d'un ordre ou d'une consigne.

Mais un chef de brigade doit savoir ne pas dépasser la mesure et ne pas retarder notamment l'envoi de ses gendarmes sur tel ou tel point du secteur pour y faire une enquête urgente, y constater un événement grave ou une infraction fugitive sous prétexte qu'à la même heure le cahier mensuel de service a prescrit une manœuvre, une théorie ou une dictée.

Certains colons, paraît-il, auraient des scrupules à *aller déranger* la gendarmerie.

Nous leur donnons ici l'assurance qu'ils seront toujours bien accueillis à la caserne, le dimanche comme au cours de la semaine, la nuit comme le jour et qu'ils pourront, en cas d'urgence justifiée, compter sur le concours immédiat des gendarmes, même si l'officier (il faudrait écrire : surtout si l'officier) est présent et inspecte ses subordonnés.

Enfin, nous citerons en passant un grief qui a cours même dans certains bureaux du Gouvernement tunisien. On reproche à la gendarmerie de coûter trop cher !

Nous ne referons pas ici l'exposé du précédent chapitre, car nous pensons bien avoir prouvé sans conteste que loin de coûter trop cher, la gendarmerie à l'heure actuelle est payée au rabais et que, sous peine de ne recevoir dorénavant que les éléments inférieurs de la Métropole et pour le minimum de temps, il y a urgence à donner aux militaires de l'arme une solde en rapport avec celle des fonctionnaires civils de même rang et notamment le tiers colonial.

Mais toutes ces attaques ne sont rien auprès de celles qui ont pour but, avoué ou non, d'obtenir la suppression de la gendarmerie dans la Régence.

M. Léal, dont le père fut le premier Directeur de la Sûreté générale en Tunisie, écrivait déjà en 1910 (1) :

« Il a été souvent question de supprimer la Compagnie de gendarmerie en Tunisie. En 1902, on prétextait que cette suppression apporterait au budget de la Tunisie une économie de 500.000 francs (2).

« D'autre part, on a prétendu que les gendarmes ne rendaient pas les services que l'on attendait d'eux ; que leur rôle devait se borner à conduire les prisonniers et à surveiller les centres et les agglomérations d'Européens. On proposa alors, indépendamment du développement de la police montée, la création d'un corps de gendarmerie spéciale mixte, dans la composition duquel on eût fait entrer l'élite des spahis de l'oudjak ou gendarmerie indigène ; l'oudjak devait ainsi disparaître. Ce nouveau corps aurait eu à suffire à toutes les exigences des services de la maréchaussée et de l'oudjak réunis, et l'on n'aurait eu de la sorte à maintenir en Tunisie que trente ou quarante gendarmes pour assurer le service de la Division d'Occupation. »

Est-il besoin de relever que ces lignes n'ont pu qu'être inspirées par le Directeur de la Sûreté, qui avait réussi à faire créer les postes de police à cheval ? La première manche avait été gagnée, la deuxième ne pouvait consister qu'à poursuivre la disparition de la gendarmerie en tant qu'élément de la sécurité publique.

N'attribuer à cette arme que la surveillance *des centres et agglomérations*, c'est tout simplement faire preuve

(1) *L'organisation de la police en Tunisie*, p. 333 et 334, op. cit.

(2) Il nous est difficile de ne pas croire qu'il y a une erreur grossière de chiffres, car en 1907, de l'aveu même de M. Léal, le budget de la gendarmerie ne s'élevait qu'à 310.340 fr. et aucune augmentation d'effectif n'a eu lieu de 1907 à 1910. Il faut bien admettre aussi que la suppression des gendarmes aurait entraîné la nomination d'un nombre au moins égal d'agents de la police montée. Pour notre part, nous ne voyons pas où aurait été l'économie.

d'une méconnaissance absolue du rôle dévolu à la gendarmerie depuis la loi de germinal an VI et à la maréchaussée depuis l'ordonnance de 1720 ; c'est par trop révéler le but intéressé de semblables conceptions.

Que serait donc cette *gendarmerie spéciale mixte* composée de *l'élite* (!) des spahis de l'oudjak ? Simplement une gendarmerie sans gendarmes ! !

Nous ne nous attarderons pas davantage à réfuter de pareilles propositions, nous leur préférons les attaques sans détour, sans gant de velours, de ceux qui, à la Conférence Consultative autrefois, au Grand Conseil aujourd'hui, demandent la suppression pure et simple de la gendarmerie.

Depuis plus de 20 ans les assauts se renouvellent périodiquement, mais la principale offensive fut déclanchée en 1908.

Le chef d'escadron qui commandait alors la Compagnie demanda à présenter lui-même la défense de ses gendarmes. Il n'eut pas de peine à convaincre la grande majorité des délégués à la Conférence Consultative que les griefs faits à la gendarmerie n'étaient pas fondés et qu'on maintien s'imposait.

Ces débats retinrent cependant l'attention du Résident Général qui fit paraître peu après sa lettre circulaire du 30 décembre 1908 portant création des secteurs.

De 1899 à 1908, brigades de gendarmerie et postes de police à cheval avaient opéré sans méthode, chacun à sa guise dans toute l'étendue de chaque contrôle.

Dorénavant, pour « *coordonner les efforts*, disait cette circulaire, *le territoire de chaque contrôle civil sera partagé en subdivisions spécialement affectées, pour ce qui concerne le service de police préventive, les unes à la gendarmerie, les autres à la police montée ; l'ensemble du territoire du contrôle étant en outre parcouru par les cavaliers de l'oudjak...* »

C'est ce *modus vivendi* qui est encore en vigueur.

Il en résulte que le service de sécurité est exécuté dif-

fèrement suivant qu'il incombe à la gendarmerie ou à la police.

Il y a quelques années, un secteur avait été modifié. Les gendarmes, appliquant leur règlement, visitèrent aussitôt les fermes et les douars, dont la surveillance leur était dorénavant confiée. A leur première visite, un colon, en les apercevant de loin, vint à leur rencontre : « *Que se passe-t-il, demanda-t-il, pourquoi arrivez-vous ? Une crime sans doute ?* »

« *Il ne se passe rien, répondit le chef de brigade, nous faisons notre tournée et nous viendrons pour le moins ainsi deux fois de jour par mois et une fois de nuit pendant que vous dormirez.* »

« *Je ne savais pas, répartit le colon, que vous, les gendarmes, vous vous déplaciez sans motif...* » (1)

Après l'alerte de 1908, nous signalerons, quelques années plus tard, la profession de foi d'un candidat à la Conférence Consultative, lequel n'avait pas craint de promettre aux agents de police — nombreux dans sa résidence et aux alentours — de faire supprimer la gendarmerie s'il était élu. C'était une façon d'augmenter ses chances de succès.

La voilà bien la tare du gendarme : il n'est pas électeur !!

Et plus près de nous, en 1920, il fut encore question timidement de la gendarmerie à la Conférence Consultative.

Enfin, si nous sommes bien renseigné, récemment un membre du Grand Conseil a agité la même question au cours d'une séance de la Commission des Finances. Devant l'opposition de ses collègues, il a estimé que mieux valait ne pas insister.

Car la gendarmerie, à côté de détracteurs, a aussi de nombreux défenseurs au Grand Conseil, dans les contrô-

(1) Ces propos nous ont été rapportés par un officier de l'arme, qui les tenait du chef de brigade lui-même.

les civils, dans les municipalités, parmi les autorités indigènes et surtout dans la magistrature.

Un juge de paix, depuis peu juge au tribunal de première instance de Tunis, nous disait, il y a quelques mois : « *Les gendarmes sont mes meilleurs auxiliaires et quand j'ai à faire procéder à une enquête sérieuse je ne manque pas de demander leur concours.* »

Dans le numéro du 15 février 1923 de l'*Agriculteur de Tunisie* nous avons lu le témoignage suivant : « *.....L'indigène se sent bien moins à l'aise quand il aperçoit le képi ou les bottes du gendarme !Nous sommes convaincu que les colons en Tunisie auraient tout à gagner de voir le bled sillonné par les gendarmes français et indigènes.....* »

Une des raisons de ce prestige dont jouissent les gendarmes, surtout auprès des indigènes, c'est qu'ils font partie de l'armée, c'est qu'ils vivent en caserne et sont pénétrés de la discipline militaire.

Le fonctionnaire isolé, lorsqu'il détient une parcelle de la force publique, est fatalement recherché par ceux qui ont intérêt à se l'attacher. Peu à peu, sans même parfois s'en rendre compte, il se laisse gagner aux influences et aux coteries.

Le gendarme, lui, est sous l'œil de son chef, il le sait comme ce chef lui-même sait que, de son côté, il est le point de mire de ses subordonnés et doit leur servir d'exemple.

L'esprit de corps, toujours maintenu avec fermeté, défend le gendarme des faiblesses et des intrigues.

Constamment aussi il améliore son instruction. Ses procès-verbaux sont d'abord soumis à l'examen de son chef de brigade, puis corrigés encore, s'il y a lieu, par ses officiers.

Jusqu'à 20 ans de service, il peut être tenu, si besoin en est, de faire un travail hebdomadaire sur son cahier d'instruction — que les officiers ne manquent pas d'examiner à chacune de leurs visites, souvent inopinées — et

trois fois par semaine il revoit les textes qu'il est appelé à appliquer pendant ses tournées. Une progression mensuelle est affichée dans le bureau et au cours de l'année d'instruction (d'octobre à fin juin) toutes les matières, militaires et spéciales, sont étudiées à nouveau sous la direction du chef de brigade.

Le gendarme passe à juste titre pour se bien présenter. Si sa bourse modeste ne lui permet pas d'avoir des effets toujours neufs, du moins est-il tenu à la plus grande propreté. Ses officiers y veillent avant tout.

Ce n'est pas lui qu'on verrait — comme il nous a été donné de le constater pour un autre agent de la force publique dans une gare au passage du train journalier — en képi, tunique et pantalon avec une cravache et des espadrilles...

Peut-on dire, même d'un petit nombre de militaires de la gendarmerie, « *qu'ils ne se voient qu'au café et qu'ils s'abstiennent presque complètement des tournées prescrites par leurs chefs ?* » (1)

Sans crainte d'être démenti, nous répondrons : non.

Et puis le gendarme n'use pas de recommandations (2).

En deux ans, le commandant de l'arrondissement de Tunis n'en a reçu qu'une et encore émanait-elle d'un fonctionnaire qui pouvait, à la rigueur, être qualifié pour demander le maintien dans une brigade d'un gendarme

(1) *Dépêche Tunisienne* du 29 novembre 1922.

(2) « *Il faut compter sur soi et non avoir recours aux recommandations. Le gendarme qui solliciterait l'appui de personnes étrangères à l'armée désobéirait aux ordres du Ministre, s'humilierait, aliénerait son indépendance professionnelle, tenterait de léser ses camarades et offenserait ses chefs en doutant de leur sollicitude et même de leur équité.*

« *Les renseignements d'origine militaire, émanant d'anciens chefs désintéressés, grandissent, au contraire, à la fois ceux qui les donnent et ceux qui en sont l'objet.* » (Conférence sur la gendarmerie française, p. 34 et 35. Commandant Boschet. Limoges, 1911.)

dont la femme était institutrice dans la même résidence.

Enfin, et surtout, le gendarme est inspecté cinq fois par an au moins (quatre fois par le commandant d'arrondissement, une fois par le commandant de compagnie) (1). La grande majorité des visites est faite inopinément.

Mais s'agit-il de ces inspections d'antan, pour lesquelles on astiquait huit jours à l'avance et où l'officier comptait le nombre des boutons et des aiguilles contenus dans la trousse ?

Voici ce que disent les deux dernières circulaires en la matière (2) :

« Il ne sera plus fait de rassemblements de brigades dans l'unique but de les inspecter... »

« Le nombre de visites prescrit par le Service Intérieur est un minimum. L'officier est juge de la fréquence des inspections, ainsi que de savoir s'il doit ou non annoncer son arrivée... »

« Les officiers ne doivent pas perdre de vue que le point essentiel de leur action est la direction du service et que leur contrôle doit surtout porter sur la manière dont il est effectué... »

« Au-dessus du minimum, la fréquence des déplacements doit être déterminée moins, en principe, par l'utilité d'un contrôle renouvelé que par l'exercice rationnel de leurs fonctions d'instructeurs et de directeurs de service. »

(1) La police compte actuellement 3 inspecteurs (un contrôleur général et 2 commissaires, l'un inspecteur des services du personnel, l'autre inspecteur pour la police judiciaire) pour 86 postes et une quarantaine de commissariats dans les agglomérations. Malgré leur bonne volonté, ces inspecteurs ne peuvent suffire à leur tâche. Il est juste d'ajouter cependant que les postes de police montée relèvent aussi des commissaires de brigade mobile.

(2) Dépêches ministérielles 3379 3/2 T du 27 février 1922 (*Mémorial de la gendarmerie*, 1922, p. 57 et suivantes) et du 30 juin 1922 (même document, p. 309 et 310).

« Cette direction, qui entraîne d'elle-même le contrôle, s'opère par l'examen des affaires en cours, les instructions et indications qu'il provoque et par la critique des affaires terminées, des moyens employés et de leur mise en œuvre. »

« Le contrôle du service ne devra jamais prendre un caractère de suspicion si décourageant pour les bons serviteurs... »

Il faudrait citer ces circulaires en entier. Répétons simplement, ce que nous avons écrit précédemment, que la présence de l'officier n'empêche pas, en cas d'urgence reconnue, le départ immédiat sur tel ou tel point du secteur, de tout ou partie du personnel de la brigade.

En avons-nous dit assez pour justifier le maintien de la gendarmerie en Tunisie ?

Devons-nous ajouter encore les raisons qui rendent sa suppression impossible ?

Même devant M. Léal, elle a trouvé grâce.

« Faut-il conclure de là qu'il y a lieu de supprimer purement et simplement la gendarmerie ? Nous ne le pensons pas, car il faut tenir compte des nombreux services qu'elle rend journellement au point de vue de la police judiciaire et que, en toute justice, on doit reconnaître. » (1)

Du reste, M. Léal n'a fait qu'effleurer le rôle purement militaire de la gendarmerie, pourtant de premier ordre.

Qui assurera dans le bled les premières opérations de la mobilisation, comme en 1914 ?

Qui surveillera les militaires en position d'absence, qui s'occupera de l'administration des hommes dans les réserves ?

Qui transférera les prisonniers militaires ? (plus de 1.500 en 1922).

(1) *L'organisation de la police en Tunisie*, p. 336, op. cit.

Qui assistera les rapporteurs des Conseils de guerre ?

Qui renseignera le recrutement et les corps sur les insoumis et les déserteurs ?

Qui servira de prévôté au corps de la Division en manœuvres et le cas échéant en opérations ? etc...

Nous ne concevons pas que la police puisse prendre ici la place de la gendarmerie : elle ne fait pas partie de l'armée.

Au moment de certaines attaques à la Conférence Consultative, M. Alapetite, Résident Général, avait fait appeler le commandant de la compagnie : « *N'ayez aucune crainte, commandant, lui avait-il dit. J'ai mon dossier. S'il le faut, je ne manquerai pas de m'en servir.* »

M. Saint, Résident Général actuel, connaît également la gendarmerie. Il l'a vue à l'œuvre en France et il ne manque pas en Tunisie de se faire tenir au courant du rôle qu'elle y joue.

Nous sommes bien convaincu que si besoin en était il prendrait sa défense, lui aussi.

Le gendarme a donc confiance dans son maintien en Tunisie et il sait qu'il peut regarder en face son détracteur, quel qu'il soit, et lui dire, un sourire à peine perceptible sur la commissure des lèvres :

*Croyez-moi, bûcheron, ménagez votre force
Car vous n'aurez de moi, ni le bois, ni l'écorce ! (1)*

(1) *Pandore*, p. 59, op. cit.

CHAPITRE III

Mantien de l'ordre

Peloton de gendarmerie mobile

Mais s'agit-il simplement du maintien dans la Régence de la gendarmerie en son état actuel ?

Puisque la gendarmerie doit subsister en Tunisie, il faut, dans l'intérêt de la sécurité publique, qu'elle y joue entièrement le rôle qui est le sien en France ; il faut lui donner la plus grande part du maintien de l'ordre et l'entière surveillance des campagnes et des voies de communication.

Dans le présent chapitre nous parlerons du maintien de l'ordre, surtout par la gendarmerie ; dans le suivant, de la sûreté du bled par la seule gendarmerie avec, comme auxiliaires éventuels, les spahis de l'oudjak.

« L'obligation de maintenir l'ordre, aux moindres risques et en évitant des incidents regrettables, conduit à considérer comme indispensable la formation de forces nouvelles de gendarmerie et notamment d'une gendarmerie mobile, composée d'hommes spécialement entraînés et instruits en vue du contact permanent avec la foule.

« Le contact direct de l'armée proprement dite avec les manifestants est une chose qu'on doit, dans un intérêt commun, éviter le plus possible. D'une part il sort l'armée de son rôle essentiel et sacré ; d'autre part il expose à des conflits ; en effet, les jeunes hommes qui la com-

posent n'ont pas toujours le sang-froid nécessaire et n'ont jamais l'éducation spéciale désirable... » (1)

Il importe donc, surtout avec le service à court terme, de réduire au minimum le cas où il sera fait appel à la troupe et, même alors, on la gardera en réserve à proximité le plus longtemps possible. La police et la gendarmerie se montreront seules au début de toute grève ou de toute autre manifestation populaire.

Telles sont les raisons impérieuses qui ont fait voter en France la loi du 22 juillet 1921 (2) portant création de 87 pelotons de 40 gendarmes, soit à cheval, soit à pied, en résidence en principe au chef-lieu de chaque compagnie de gendarmerie.

Ces raisons ont la même valeur en Tunisie, car il s'y pose le même problème du maintien de l'ordre en cas

(1) Avis présenté au nom de la Commission sénatoriale de l'armée par M. André Lebert au projet de loi tendant à la création d'une gendarmerie mobile. (*Echo de la gendarmerie* du 26 juin 1921.)

L'exposé du projet disait de son côté : « *Il est préférable de laisser la police locale d'abord, la gendarmerie ensuite, constituer un double rideau entre la troupe et la foule* » et aussi : « *L'armée, formée d'hommes jeunes, impressionnables, échappe ainsi à un rôle qui n'est pas le sien.* »

(2) « *Historiquement, on trouve ce système de la gendarmerie mobile appliqué en 1830 avec trois bataillons de gendarmerie mobile à Angers, Rennes, Nantes ; ces bataillons furent supprimés en 1831.*

« *Deux bataillons mobiles, créés l'un à Versailles en 1848, l'autre à Paris en 1850, prirent, en 1852, le titre de gendarmerie d'élite et passèrent, en 1854, dans le régiment de gendarmerie de la Garde. Un bataillon mobile, créé en Corse en 1850, passa en 1851 dans la 17^e légion.*

« *Une légion mobile comprenant un escadron et un bataillon fut créée à Versailles en 1871 ; l'escadron fut licencié en 1879 et le bataillon en 1885.* » (Delattre, *Esquisse historique de la gendarmerie*, cité par le lieutenant-colonel Larrieu, op. cit. p. 152.)

Depuis 1900, en France, il avait été question à plusieurs reprises au Parlement de rétablir la gendarmerie mobile,

de troubles graves ou de manifestation ouvrière dans la rue.

Les émeutes des 7 et 8 novembre 1911, suivies d'une effervescence qui s'est prolongée jusqu'au 11, à l'occasion de l'affaire dite *du cimetière El-Djellaz* et les incidents des 4 et 5 avril 1922, qui auraient pu aussi tourner au tragique, en témoignent assurément.

Le 7 novembre 1911, vers 7 h. 30 du matin, plusieurs milliers d'indigènes s'étaient portées au cimetière arabe El-Djellaz. Un malentendu s'y était auparavant produit au sujet d'une question administrative de délimitation et les indigènes croyaient qu'on avait décidé d'empiéter sur le cimetière.

La foule prit une attitude hostile contre le cheikh El Médina, Président de la Municipalité, et la police fut débordée.

Un peloton de zouaves, appelé sur les lieux, avait été accueilli par une grêle de pierres et avait dû tirer en l'air pour maintenir les manifestants, puis il était parvenu à les refouler dans la rue Sidi-el-Béchir et dans les quartiers environnants occupés par des Arabes et des Italiens.

Ces derniers se crurent menacés par les indigènes et des coups de feu partirent de certaines maisons italiennes sur la foule, qui fut ainsi rendue plus menaçante.

Dès ce moment des représailles furent exercées de part et d'autre et elles se généralisèrent dans la ville arabe. Malgré l'intervention de la police et des troupes de la garnison, des collisions sanglantes se produisirent toute la journée du 7 et le lendemain entre Arabes et Italiens.

Des centaines d'arrestations furent opérées, il y eut quarante-cinq tués et trois cents blessés environ.

Parmi les morts se trouvaient trois Français (1) : un brigadier de police tué au cours des premiers incidents,

(1) Les autres se dénombrent ainsi : 11 Italiens, 1 marin norvégien (tué à minuit sur la route de La Goulette à proximité d'un douar), enfin 30 Arabes environ.

un agent des Postes frappé dans la rue n'étant pas de service, enfin un colon des environs de Tunis venu en ville pour ses affaires.

Un décret beylical supprima aussitôt tous les permis de port d'armes et un autre interdit les rassemblements de plus de trois personnes.

Le calme ne commença à renaître que pendant la nuit du 8 au 9.

Quel avait été le rôle de la gendarmerie ?

Nous allons voir que, malgré ses effectifs dérisoires (1), elle a joui d'un prestige auprès de la foule indigène, que ni la police, ni la troupe n'ont pu atteindre.

Au moment où éclatèrent les troubles, le capitaine, qui commandait alors l'arrondissement, partit à cheval sur les lieux avec un gendarme et un auxiliaire indigène, seuls disponibles à ce moment à la caserne.

Il était près de 9 heures. La police et une section de zouaves, dont le lieutenant portait déjà une plaie sanglante à la tête, tenaient en respect 3.000 Arabes massés dans la rue Sidi-el-Béchr.

Le Directeur de la Sûreté générale venait de prendre le chemin de la gare pour demander par téléphone un renfort de troupes.

Nous l'avons déjà dit, la troupe avait, peu d'instant auparavant, tiré en l'air ; mais il était à présumer que les jeunes soldats n'avaient pas exécuté strictement l'ordre reçu, car quelques indigènes avaient été tués.

La foule menaçait de tenter une vengeance.

Voulant éviter à tout prix une collision, qui pouvait se produire d'un instant à l'autre et qui aurait certainement dégénéré en une lutte sans merci, le capitaine de

(1) En temps normal, il n'y a guère journallement à Tunis que 16 à 18 militaires pour assurer tous les services externes. Aussi n'est-il pas rare que trois ou quatre gendarmes seulement soient disponibles pour monter à cheval en cas d'événement inattendu.

gendarmerie, malgré l'avis du lieutenant de zouaves et des quelques personnes qui se trouvaient là, se porta résolument, accompagné de ses deux seuls gendarmes, dans la direction de la foule.

Arrivé à quelques pas des premiers rangs, il cria sur un ton impératif aux indigènes de lui faire place, et comme il continuait à avancer sans ralentir le pas de son cheval, la foule s'ouvrit devant lui.

Il parcourut ainsi toute la partie de la rue Sidi-el-Béchir occupée par les manifestants, s'engagea successivement dans toutes les rues voisines et revint dans la direction de la porte Bab-Aléoua aux abords du cimetière.

Les émeutiers, comprenant des indigènes de toutes les classes, paraissaient, en ce qui concernait l'officier et ses deux gendarmes, plus étonnés qu'hostiles.

Le capitaine refit deux ou trois fois le même parcours en engageant les Arabes, par la voie de l'auxiliaire qui traduisait ses paroles, à se disperser et en invitant ceux qui paraissaient les plus calmes à agir de leur influence auprès de leurs coreligionnaires surexcités. Il commençait à obtenir un résultat quand malheureusement un Italien tira d'une terrasse des coups de revolver sur la foule... L'officier se précipita vers la maison instantanément attaquée par des indigènes qui proféraient des cris de mort contre les Italiens.

A partir de ce moment, l'exaspération fut à son comble entre Arabes et Italiens. Plusieurs de ces derniers, enfermés chez eux, tirèrent par l'entrebâillement des portes ou des contrevents...

En attendant l'arrivée des chasseurs d'Afrique, le capitaine avec ses deux gendarmes et deux agents à cheval dispersa les groupes les plus hostiles.

Il serait trop long ici de poursuivre le récit des événements. Nous tirerons plus loin une conclusion du rôle des trois militaires de la gendarmerie noyés dans la foule.

Disons simplement que six mois plus tard, c'est-à-dire

au lendemain des débats judiciaires, un article de presse (1), essentiellement tendancieux, accusait le capitaine de gendarmerie d'avoir « *soulevé des tempêtes dans le monde militaire autant, sinon plus, que dans le monde policier !* »

On lui reprochait : 1° deux ordres adressés à un lieutenant de zouaves et à un peloton de chasseur (*ne tirez pas et faites remettre le sabre au fourreau*) en y voyant une sorte de blâme indirect aux mesures prises par les officiers des corps de troupe et 2° une modification à une prétendue consigne donnée par le Directeur de la Sûreté à un autre lieutenant, que le capitaine de gendarmerie avait invité à laisser passer une voiture dans laquelle se trouvaient des personnages beylicaux.

Faisant partie de *la grande muette*, la gendarmerie ne releva pas l'outrage.

Le Ministre de l'Intérieur a répondu lui-même en décernant au capitaine la médaille d'honneur en or, n'oubliant pas du reste les gendarmes, ni même le lieutenant-trésorier qui, à partir de 13 h. 30, le 7 novembre, participait lui aussi au maintien de l'ordre.

.....

Quelques aspirations qui avaient pris naissance avant la guerre dans la bouche de rhéteurs ou sous la plume de publicistes indigènes se réveillèrent au lendemain de la Victoire. Le moment était propice : le Gouvernement français avait par ailleurs de graves difficultés à résoudre.

Les 14 points de la motion Wilson venaient à propos encourager les théories jeunes tunisiennes.

Des intellectuels indigènes, la plupart instruits dans nos Facultés de droit, pendant que la majorité de leurs coreligionnaires combattaient pour la France, se groupaient à Paris et prenaient pour chef le cheikh Taalbi

(1) *La Tunisie Française* du 20 juin 1912.

poursuivi plus tard pour blasphème devant le tribunal civil musulman.

Un livre fut publié en 1920 par Si Ahmed Sakka, docteur en droit. Le titre *La Tunisie martyre* dit ce qu'il contient : il faut secouer la tutelle française, obtenir un *destour* (1), c'est-à-dire une constitution.

M. Lucien Saint, nouveau Résident Général, leur fit, peu après son arrivée, la réponse qui convenait : « *Vous ne serez pas étonnés que les accords conclus entre la France et la Tunisie soient intangibles à mes yeux et que je ne parle même pas ici d'un Parlement élu et d'un Gouvernement responsable.* »

Le 24 avril 1921 on n'en créait pas moins un Ministère de la Justice indigène qui consacrait la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires (2).

Le cheik Taalbi incarcéré fut libéré à la suite de la loi d'amnistic française.

(1) D'où le nom de *Destouriens* donnés aux partisans du destour.

(2) Ce décret a marqué la première étape de réformes considérables dont les décrets du 11 juillet 1922 sur les Conseils de caïdat et de région, du 12 juillet 1922 sur la constitution et les attributions du Grand Conseil de Tunisie, du 14 juillet 1922 sur la suppression du Secrétariat général du Gouvernement tunisien et son remplacement par la Direction générale de l'Intérieur et la Direction de la Justice ont constitué la deuxième étape et dont la troisième comprendra notamment la refonte du décret du 14 janvier 1914 sur l'organisation municipale, comme nous l'avons déjà écrit plus haut.

La durée du mandat dans les différents Conseils est de 6 années. Alors que les représentants indigènes dans l'ancienne Conférence Consultative étaient désignés par le Résident Général, les délégués des cheikhats sont élus par les notables indigènes sans qu'aucun mode de votation soit imposé. Ces délégués choisissent parmi eux les membres des Conseils de caïdat qui, à leur tour, élisent dans leur sein les membres indigènes du Grand Conseil.

A côté de ces délégués au Grand Conseil (10 en tout, c'est-à-dire 2 par région) il existe 6 autres membres représentant les Chambres des intérêts agricoles, commerciaux et industriels et

Au début de 1922, les destouriens comprirent qu'ils perdaient du terrain et ils décidèrent de frapper un grand coup au moment où l'arrivée du Président de la République était annoncée dans la Régence.

Le 4 avril on faisait courir le bruit, sans pouvoir cependant l'affirmer, que le Bey avait abdiqué. Celui-ci, âgé et malade, aurait cédé à la pression de son entourage où se trouvaient des mécontents et surtout des endettés qu'une période de troubles ne pouvait que favoriser.

Ceci expliquait cela.

Une effervescence réelle s'en suivit dans toute la ville de Tunis. Les commerçants (souks, cafés maures, boutiques juives) avaient fermé leurs devantures. Les manifestants se préparaient.

enfin 2 délégués israélites non élus, mais désignés par le Premier Ministre.

Du côté français, les Conseils de région comprennent des représentants des Conseils municipaux et des Chambres d'agriculture, de commerce et mixtes. Chacun des 5 Conseils de région compte 10 indigènes et 11 Français.

Enfin, il y a au Grand Conseil 21 représentants français des grands intérêts économiques de la Tunisie : agriculture, industrie et commerce, et 23 représentants de la colonie française. Ces derniers sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. Le vote familial existe. Le chef de famille exerce un droit de suffrage supplémentaire lorsqu'il a au moins 4 enfants mineurs.

L'attribution essentielle du Grand Conseil est l'examen du budget de l'Etat préparé par le Gouvernement tunisien, mais cette prérogative ne préjudicie en rien au droit d'homologation réservé au Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement français.

Les Conseils de région, comme les Conseils de caïdat, discutent les besoins économiques de leurs circonscriptions ; ils ont même la faculté de proposer des centimes additionnels et des emprunts dont le produit permettra la réalisation d'entreprises intéressant la région.

Les Conseils de caïdat et de région, ainsi que le Grand Conseil, peuvent être dissous par décret pour des raisons d'ordre public.

Le 5 avril, ils se dirigèrent vers le palais du Bey à la Marsa pour y acclamer le Souverain, qui, sans s'en douter peut-être, faisait si bien leur jeu.

C'est par miracle qu'il n'y eut aucune collision ni à la Marsa, ni à Tunis entre les indigènes et les forces de police, troupes comprises.

Dans la soirée, le Résident Général communiquait la proclamation du Bey annonçant à ses sujets qu'il n'abdiquait pas.

Nous avons tenu à faire un résumé rapide des événements de 1911 et de 1922 pour bien montrer qu'on ne saurait affirmer que l'avenir ne nous réservera plus de semblables surprises, surprises d'autant plus dignes de ce nom que les manifestations indigènes ont pour particularité propre de se déclancher au moment où l'on s'y attend le moins.

La conséquence à tirer des faits passés n'est-elle pas qu'il faut attribuer à la Tunisie un peloton mobile de gendarmerie semblable à celui de chaque département français ?

La troupe est toujours là, c'est entendu ; mais peut-on garantir que les jeunes soldats conserveront le calme et le sang-froid désirables, surtout en cas d'émeute ? Assurément non.

Et si, par impossible, les agents de la police se trouvaient en grève au même moment ! !

La discipline, et disons-le si on veut, la crainte du Conseil de guerre empêchera toujours semblable défaillance dans la gendarmerie.

Mais que peuvent trois gendarmes disponibles comme au matin du 7 novembre 1911 ? Déjà, nous l'avons vu, bénéficiant de leur prestige vis-à-vis des indigènes, ils avaient été à un moment donné sur le chemin de l'intervention décisive, qui sait si ce résultat n'aurait pas été atteint si au lieu d'arriver à trois ils eussent été quarante ?

Qu'on ne vienne pas objecter que le peloton serait un poids mort en temps d'accalmie (1).

Il constituera une école de formation et de perfectionnement au triple point de vue de l'instruction élémentaire, militaire et spéciale.

Dans la Régence, les nouveaux admis pourraient être dispensés du séjour de 5 mois dans une école préparatoire en France. Ils seraient versés directement au peloton mobile de Tunis.

En plus des notions enseignées dans la Métropole, on leur ferait des cours d'arabe pratiques et très sérieux pour les mettre à même de parler et de comprendre la langue indigène, lorsqu'ils seraient plus tard envoyés dans une brigade. Ces dernières ne se recruteraient en effet que dans le peloton.

Les décrets tunisiens seraient aussi l'objet d'une étude approfondie ; enfin, des conférences sur la psychologie des foules (surtout des foules musulmanes) complèteraient utilement le bagage à acquérir par le nouvel admis.

Au bout de six mois, le jeune gendarme serait initié au service des brigades de Tunis (2), il aiderait notamment aux nombreux transfèrements des prisonniers civils et militaires.

Pendant la période des permissions ou en cas de maladies ou de vacances prolongées, le gendarme du peloton mobile, lorsqu'il aurait acquis une instruction suffisante, irait dans les brigades remplacer momentanément le camarade absent. On ne verrait plus ainsi un poste de

(1) « On a parfois manifesté la crainte que les pelotons de gendarmerie mobile ne soient désœuvrés en dehors des périodes pendant lesquelles ils sont employés au maintien de l'ordre. Cette crainte n'est pas fondée... »

(Avis, déjà cité, de M. André Lebert, présenté à la Commission sénatoriale de l'armée.)

(2) Nous avons vu que les effectifs de Tunis sont notoirement insuffisants, même pour les services normaux.

5 ou de 6 hommes réduit à 3 pendant plusieurs mois. Les tournées, auxquelles nous attachons tant d'importance, ne se ralentiraient jamais au grand bénéfice de la police préventive.

Dans le peloton on pourrait utilement créer, comme à la Garde Républicaine, un brevet d'instruction, sans lequel il ne serait pas possible d'être affecté à une brigade.

A l'instruction élémentaire et spéciale s'ajouterait l'instruction physique (y compris la lutte, la boxe et le jiu-jitsu) comportant « *autant que possible une séance journalière propre à maintenir avec la santé, la souplesse, la vigueur et la confiance en soi* » (1).

Beaucoup de cavaliers et peu de fantassins (une brigade de six militaires tout au plus), car ce sont des chevaux qu'il faut dans la foule comme il en faut d'ailleurs dans le bled.

En dehors des mouvements populaires, une partie ou la totalité du peloton serait alertée s'il venait à se produire un événement grave (accident de chemin de fer, incendie de forêts, inondations, etc.) et même on pourrait prévoir le cas d'une chasse à l'homme à la suite d'attentats sur des convois, sur des fermes isolées, etc.; « *la recherche et la poursuite des malfaiteurs devant se faire sans relâche jusqu'à arrestation ou épuisement certain de tous les moyens d'investigation* » (2).

Tels sont les nombreux arguments que nous avons cru bon de faire valoir en faveur de l'affectation à la Tunisie d'un des pelotons mobiles prévus par la loi française du 22 juillet 1921.

Nous souhaitons que notre proposition soit prise en considération dans l'intérêt même de la sauvegarde de notre Protectorat.

(1) Circulaire ministérielle du 9 septembre 1922 sur l'emploi des pelotons mobiles. (*Mémorial de la gendarmerie*, 1922, p. 435 et suivantes.)

(2) Note du commandant de la Compagnie de Tunisie N° 81 du 26 janvier 1906.

CHAPITRE IV

Le filet de la gendarmerie doit s'étendre sur tout le territoire de la Régence

Nous ne saurions trop le répéter : la gendarmerie est particulièrement destinée à la sûreté des campagnes et des voies de communication.

Lorsque, de force publique du corps expéditionnaire, puis de détachement de gendarmerie du corps d'occupation, la gendarmerie est devenue en 1885 le Détachement de gendarmerie de la Tunisie, il eut été logique de lui attribuer la surveillance de l'ensemble du territoire.

Faute de crédits sans doute, on s'en tint aux 18 brigades disséminées çà et là et ne pouvant avoir aucune liaison entre elles.

Plus tard, dans le décret même du 15 décembre 1896 sur la police rurale, on créa les gardes champêtres placés, disait l'art. 39, « *sous la surveillance des brigades de gendarmerie* ».

L'institution ne donna pas de brillants résultats et ne répondit pas à l'attente de la colonie agricole. On proposa bientôt sa suppression.

C'est alors qu'il fallait envisager l'augmentation des effectifs de la gendarmerie. Personne n'y songea et encore moins le Directeur de la Sûreté générale dont l'activité ne pouvait concevoir qu'une augmentation de ses propres agents. Effectivement, par décret du 31 décembre 1899, les gardes champêtres étaient remplacés par des gardes de police à cheval.

Nous pensons avoir suffisamment démontré précédemment qu'à ce moment-là la gendarmerie a été lésée et que les secteurs laissés libres par la disparition des gardes champêtres auraient dû lui revenir.

Mais il n'est jamais trop tard pour modifier des décisions antérieures, surtout lorsque l'intérêt public doit y trouver lui aussi son compte.

Les gendarmes, militaires, disciplinés, vivant en caserne en contact journalier avec leur chef de brigade, qui les instruit constamment, surveillés de près par leurs officiers, deviennent rapidement des agents de la force publique de premier ordre.

Nous allons voir comment, à notre avis, on pourrait réparer en leur faveur l'injustice de 1899.

En dehors de la police des villes ou des agglomérations importantes et sans compter les brigades mobiles, il existe 82 postes de police comprenant chacun deux agents, un Français et un indigène (deux postes seulement sont à trois agents), au total 166 agents, dont 110 à pied ou à bicyclette et 56 à cheval.

Si les secteurs de police passaient sous la surveillance de la gendarmerie, cette répartition serait à modifier entièrement.

Il y aurait lieu de grouper les gendarmes non par postes de deux unités, mais par brigades de 5 ou 6 hommes, y compris un auxiliaire indigène. Cela réduirait d'environ des deux tiers le nombre des postes.

Comme conséquence, les secteurs de surveillance étant plus étendus, il faudrait surtout des gendarmes à cheval, sauf aux environs de Tunis, où le nombre et l'état des routes permettent l'emploi de la bicyclette.

On ne saurait dès maintenant fixer les nouvelles résidences des brigades, trop de facteurs entreraient en jeu et leur désignation serait utilement soumise à l'étude

d'une commission, dont un officier de gendarmerie ferait obligatoirement partie.

Mais on pourrait admettre les directives suivantes :

1° Installer une brigade dans tous les chefs-lieux de contrôle civil où il n'en existe pas encore, c'est-à-dire à Thala, à Tozeur et à Medjez-el-Bab ;

2° Choisir de préférence les agglomérations les plus importantes et aussi celles situées au croisement des voies de communication et à peu près au centre du secteur de surveillance de chaque brigade ;

3° Ne pas oublier les centres miniers importants.

Enfin, pour assurer comme il convient la direction du service et exécuter les inspections réglementaires, l'ensemble du territoire serait divisé en quatre arrondissements au lieu de deux, savoir :

Arrondissement de Tunis : 1 capitaine.

Arrondissement de Bizerte : 1 lieutenant ou sous-lieutenant.

Arrondissement de Sousse : 1 capitaine.

Arrondissement de Sfax : 1 lieutenant ou sous-lieutenant.

Les 166 agents de la police seraient remplacés par 140 gendarmes ; la différence de 26 servirait à renforcer les brigades de Tunis (1) et à transformer les postes actuels en brigades, conformément au tableau suivant :

(1) Renforcement qui deviendrait évidemment inutile si on créait un peloton de gendarmerie mobile.

Faire rentrer à Tunis le chef de brigade, le gendarme et l'auxiliaire à pied détachés à Téboursook et les deux gendarmes et l'auxiliaire détachés à La Goulette, de façon à renforcer l'effectif insuffisant de Tunis.

Remplacer le poste à pied de Téboursook par une brigade à cheval de 5 hommes, dont un auxiliaire indigène soit une augmentation d'effectif de.....

Remplacer le poste à pied de La Goulette par une brigade à pied de 5 hommes dont 1 aux. ind. soit une augmentation d'effectif de.....

Augmenter de 1 brigade à pied l'effectif des brigades de Bizerte et de Sfax, soit une augmentation de.....

Transformer en brigade à cheval de 5 hommes les postes à cheval de 3 hommes de Mateur, Tébourba, Maktar et Enfidaville soit une augmentation d'effectif de.....

Création à la place des 80 postes actuels de police d'environ :

8 brigades à cheval de 6 hommes dont 1 auxiliaire indigène, soit une augmentation de.....

14 brigades à cheval de 5 hommes dont 1 auxiliaire indigène, soit une augmentation de.....

4 brigades à pied de 5 hommes dont 1 auxiliaire indigène, soit une augmentation de.....

Total des augmentations d'effectif de la troupe.....

ARME A PIED			ARME A CHEVAL		
Chef de brigade	Gendarmes	Auxiliaires indigènes	Chef de brigade	Gendarmes	Auxiliaires indigènes
»	»	»	1	3	1
1	3	1	»	»	»
2	6	2	»	»	»
»	»	»	4	4	»
»	»	»	8	32	8
»	»	»	14	42	14
4	12	4	»	»	»
7	21	7	27	81	23

Après cette réorganisation, l'effectif de la compagnie se trouverait d'environ :

Officiers :

Chef d'escadron commandant la compagnie	1
Capitaines commandants d'arrondissement	2
Lieutenants ou sous-lieutenants commandants d'arrondissement.....	2
Lieutenant ou sous-lieutenant trésorier....	1
Total des officiers.....	6

Troupe :

Arme à cheval

Chefs de brigade.....	44
Gendarmes	117
Auxiliaires indigènes.....	41
Total de l'arme à cheval.....	235

Arme à pied

Chefs de brigade.....	11
Gendarmes	45
Auxiliaires indigènes.....	13
Total de l'arme à pied.....	72
Total de l'arme à cheval.....	235

Total de la troupe..... 307

La dépense, au point de vue du personnel, serait sensiblement équivalente aux soldes et aux traitements payés actuellement à la gendarmerie et à la police ; les chevaux seuls coûteraient plus cher, encore faudrait-il tenir compte de l'économie sur les bicyclettes.

Les nouveaux casernements seraient soit loués à des particuliers, soit construits par le Gouvernement tunisien.

En observant que 56 bâtiments actuels de la police deviendraient disponibles, les économies de loyer ou le capital provenant des ventes des immeubles, le cas échéant, viendraient en déduction des nouveaux loyers ou des dépenses à engager pour des constructions neuves ou des agrandissements des locaux existants.

La dépense totale ne serait donc pas aussi considérable qu'elle pourrait le paraître au premier abord.

Enfin, rien n'empêcherait d'échelonner la réorganisation des secteurs sur plusieurs exercices, trois par exemple.

Les agents en surnombre combleraient les vacances habituelles sur l'ensemble de la police et on pourrait même, après examen, admettre dans la gendarmerie ceux qui rempliraient les conditions réglementaires.

Ceci fait, comment faudrait-il envisager le rôle des divers éléments de police dans la Régence ?

La surveillance des campagnes à la gendarmerie ;

La surveillance des villes et des agglomérations à la police en tenue ;

Les filatures, les recherches à opérer (notamment à la suite de vols) sans attirer l'attention aux agents en civil des brigades mobiles ;

Enfin, les missions extraordinaires ou secrètes, pouvant nécessiter des déplacements dans l'ensemble du territoire, à un organe spécial ne relevant que du Directeur de la Sûreté générale.

Les relations entre tous les rouages devraient avoir pour base la plus grande confiance réciproque. Une instruction rappellerait utilement à chacun ses droits et ses devoirs.

Chaque fois qu'une affaire ne pourrait se continuer au

grand jour (1), la gendarmerie la passerait sans aucun amour-propre à la brigade mobile et inversement cette dernière tiendrait, sans arrière-pensée, la gendarmerie au courant de tous les faits parvenus à sa connaissance et pouvant intéresser cette arme.

Les spahis de l'oudjak, de leur côté, mieux entraînés aux tournées, deviendraient de meilleurs auxiliaires pour la gendarmerie, qui aurait aussi le devoir de les contrôler effectivement, tenue au courant qu'elle serait des principales missions, qui leur auraient été confiées.

D'ailleurs le contrôleur civil, chargé de la haute police dans son secteur, continuerait plus que jamais à *coordonner les efforts* de tous les services de police.

Enfin, chacun aurait pour devise :

Intégrité, Impartialité.

(1) « *Si la police secrète agit, par devoir, à la façon des torpilles, animées ou dormantes, et des sous-marins, la gendarmerie, elle, agit toujours à la façon des vaisseaux de haut bord ; toutes voiles déployées.* » (Conférence sur la gendarmerie française, p. 55, op. cit.)

CONCLUSION

Nous voilà parvenu au terme de la tâche que nous nous sommes imposé.

Nous dirons de ces pages, comme des procès-verbaux, qu'elles ne relatent que ce que nous avons vu, lu et entendu.

D'aucuns nous taxeront d'exagération dans les éloges, d'autres nous reprocheront d'avoir dépassé la mesure dans les critiques.

Nous répondrons à tous : « *Bien faire et laisser dire.* »

Nous le répétons : la gendarmerie de Tunisie vient d'entrer dans une période de crise.

Le noyau d'avant-guerre, composé de militaires aimant le bled, parlant l'arabe, connaissant bien la mentalité et les milieux indigènes, fond de plus en plus ; les vieux partent en retraite, les moins anciens, surtout les gradés, demandent leur retour en France, enfin les jeunes, envoyés en Tunisie au hasard du numéro de sortie de l'école préparatoire, songent pour la plupart à repartir dans le minimum de temps (1).

Ce n'est pas pour un supplément de 10 fr. 50 par mois qu'on peut fixer un militaire — fut-il gendarme — aux plaines torrides ou aux montagnes inhospitalières de la Régence, l'exposer aux fièvres lui et sa famille, l'obliger à vivre trois longues années sans aller se retremper pendant un mois ou deux au pays natal.

Nous poussons donc le cri d'alarme.

Puisse-t-il être entendu des pouvoirs publics !.

(1) On peut rentrer dans la Métropole au bout de 3 ans à ses frais ou au bout de 6 ans aux frais de l'Etat.

Et nous leur disons : Améliorez la situation matérielle du gendarme de Tunisie, donnez-lui aussi la satisfaction morale de voir son arme remplir toute la tâche qui normalement lui revient et vous serez assurés de l'attachement de ce militaire à la terre d'Afrique, de son entier dévouement à accomplir allègrement même les devoirs les plus difficiles et les plus périlleux.

Il saura, s'il le faut, se sacrifier pour le bon renom de son arme, pour la défense du Protectorat et des faibles.

Si nous avons, par notre exposé, attiré l'attention sur la gendarmerie en Tunisie, si nous avons surtout la grande joie de voir se dénouer en sa faveur la situation critique actuelle, nous nous estimerons bien payé de nos efforts pour mettre sur pied ce modeste travail.

Vu le 10 avril 1923 :
Le Président de la thèse,
ROLLAND.

Vu :
Le Doyen,
BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APELL.

TABLE DES MATIÈRES

Bibliographie	7
Avant-propos	9

PREMIERE PARTIE

Les agents de la Force publique en Tunisie

CHAPITRE I. — L'insécurité en Tunisie avant le Protectorat et les nécessités de notre intervention.....	11
CHAPITRE II. — La police dans les territoires du Sud (<i>Le Maghzen</i>)	17
CHAPITRE III. — L'oudjak.....	21
CHAPITRE IV. — Les autorités indigènes chargées de la sécurité dans leur circonscription (<i>Caïd, Kahia, Khalifat, Cheikh</i>)	25
CHAPITRE V. — La Police en Tunisie.....	31
CHAPITRE VI. — La Gendarmerie maritime en Tunisie.....	38

DEUXIEME PARTIE

Le passé et le présent de la gendarmerie en Tunisie

CHAPITRE I. — Historique de la gendarmerie.....	45
CHAPITRE II. — Historique de la gendarmerie en Tunisie (de 1881 à 1914, de 1914 à 1918).....	52
CHAPITRE III. — Les effectifs. Le personnel (<i>Les effectifs. Recrutement du personnel. L'officier. Le gradé. Le gendarme. L'auxiliaire indigène</i>).....	60
CHAPITRE IV. — Les grandes lignes du service de la gendarmerie en Tunisie (<i>La tournée. Le cahier de service. Le bulletin de service. Le procès-verbal et le carnet de déclarations. L'arrestation. La perquisition. La recherche des individus signalés. Enquêtes et demandes de renseignements</i>)	75
CHAPITRE V. — Rapports de la gendarmerie avec les autorités militaires, judiciaires et administratives.....	92

CHAPITRE VI. — La surveillance du bled. La police rurale (<i>Code de la route, Code rural</i>).....	97
CHAPITRE VII. — La police judiciaire. La gendarmerie com- me auxiliaire de la justice (<i>Rôle du gendarme. Rôle de l'officier de police judiciaire</i>).....	105
CHAPITRE VIII. — Les décrets beylicaux (<i>Code pénal tuni- sien. Rage, chiens errants. Hôtels garnis. Auberges, fondouks. Séjour des étrangers dans la Régence. In- troduction, commerce, détention et port des armes. Chasse. Racolage de denrées alimentaires. Mesurage des matières sèches. Culture du pavot</i>).....	111

TROISIEME PARTIE

L'avenir de la gendarmerie en Tunisie

CHAPITRE I. — Desiderata et améliorations (<i>Rapports avec les contrôleurs civils. Police judiciaire. Amélioration de la situation morale et matérielle</i>).....	126
CHAPITRE II. — Attaques et éloges. Pourquoi la gendarme- rie ne doit pas être supprimée dans la Régence.....	139
CHAPITRE III. — Maintien de l'ordre. Peloton de gendarme- rie mobile (<i>Affaire du Djellaz. Incidents d'avril 1922</i>)	150
CHAPITRE IV. — Le filet de la gendarmerie doit s'étendre sur tout le territoire de la Régence.....	161
Conclusion	169
Table des matières.....	171

